



Bulletin provincial 2012 N°3

Sommaire

N°14 .- ASBL :

- ASBL « Comité interprovincial des Affaires sociales de la Région wallonne - CIAS » - Dissolution et liquidation de l'ASBL et intégration de ses activités « Affaires sociales » au sein de l'APW
(Résolution du Conseil provincial du 27.01.2012)

Pages 229 à 231

N° 15 .- COMPTABILITE PROVINCIALE :

- Comptes et bilan de l'exercice 2010
(Résolution du Conseil provincial du 02.12.2011)
- Approbation des comptes et bilan de l'exercice 2010
(Arrêté de la Région Wallonne du 23.01.2012)

Pages 232 à 236

N° 16 .- CULTES - TUTELLE FINANCIERE :

- Fabrique d'église de Fagnolle, Franchimont, Merlemont et Roly - Approbations du compte 2010
(Arrêtés du Collège provincial du 08.03.2012)
- Fabrique d'église de Franchimont - Approbation du budget 2012
(Arrêté du Collège provincial du 15.03.2012)
- Fabrique d'église de Haut-Bois - Approbations du compte 2010 et du budget 2012
(Arrêtés du Collège provincial du 15.03.2012)

- Fabrique d'église de Jambes montagne - Approbation du compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 29.03.2012)
- Fabrique d'église de Mozet - Approbations du compte 2010 et
du budget 2012
(Arrêtés du Collège provincial du 15.03.2012 et du 22.03.2012)
- Fabrique d'église de Rivière - Approbation du compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 27.10.2011)
- Fabrique d'église de Saint-Jean-Baptiste - Approbation du compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 29.03.2012)
- Fabrique d'église de Saint-Servais du Sacré Cœur - Approbation du
compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 22.03.2012)
- Fabrique d'église de Sart-en-Fagne - Approbation du budget 2011
(Arrêté du Collège provincial du 08.03.2011)

Pages 237 à 239

N°17 .- GESTION FINANCIERE DES COMMUNES :

- Approbations, approbations partielles, non-approbations,
réformations :
(Arrêtés du Collège provincial du 26.01.2012 au 29.03.2012)

Pages 239 à 245

N°18 .- MANDAT PROVINCIAL :

- INASEP : Remplacement au sein du Conseil d'Administration de Monsieur
Fabien SCAILLET (MR), Conseiller provincial démissionnaire
- Association de Pouvoirs publics « Port Autonome de Namur » -
Désignation d'un candidat à la fonction d'Administrateur au sein du
Conseil d'Administration, suite à la démission de M. F. Scaillet, Conseiller
provincial démissionnaire
- Intercommunale BEP-Expansion économique - Désignation du
remplaçant de M. F. Scaillet, démissionnaire au sein de l'Assemblée
générale et du Conseil d'Administration
- SCRL Loth-Info - Désignation du remplaçant de M. F. Scaillet,
démissionnaire au sein de l'Assemblée générale et du Conseil
d'Administration
(Résolutions du Conseil provincial du 02.03.2012)

Pages 246 à 252

N° 19 .- PERSONNEL COMMUNAL:

- BEAURAING (08.02.2012)
- COUVIN (29.11.2011)
Approbations de la modification du cadre du personnel
du Service d'Incendie
(Arrêtés du Collège provincial du 15.03.2012)

N° 20 .- REGLEMENT COMMUNAL :

- ANDENNE :
Ordonnance réglementant la mendicité sur le territoire de la Ville
(Délibérations du Conseil communal du 28.12.2011)
- GEDINNE :
Règlement général sur les funérailles et sépultures - Police des cimetières
(Délibérations du Conseil communal du 27.02.2012)
- HAVELANGE :
- Consommation d'alcool sur la voie publique - Règlement - Approbation
- Charte de Bien Vivre Ensemble - Règlement général de police harmonisé
(Délibérations du Conseil communal du 12.03.2012)

Pages 253 à 375

N° 21 .- TAXES ET REDEVANCES COMMUNALES

- Approbations, approbations partielles, non-approbations, réformations
(Arrêtés du Collège provincial du 01.12.2011 au 29.03.2012)

Pages 376 à 393

N° 22 .- TAXES PROVINCIALES :

- Taxe provinciale 2012 sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et/ou incommodes continuant à être exploités sur base du RGPT, sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement - ERRATUM
(Résolution du Conseil provincial du 30.03.2012)

Pages 394 à 396

N°14 .- ASBL :

- ASBL « Comité interprovincial des Affaires sociales de la Région wallonne - CIAS » -
Dissolution et liquidation de l'ASBL et intégration de ses activités « Affaires sociales »
au sein de l'APW
(Résolution du Conseil provincial du 27.01.2012)

N/Réf. : JFG/sp/1.1/10505.

Affaire n°02/12 : Asbl « Comité Interprovincial des Affaires Sociales de la Région Wallonne – C.I.A.S. » - Dissolution et liquidation de l'asbl et intégration de ses activités « Affaires Sociales » au sein de l'A.P.W.

VU les décrets du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes ;

VU le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement son article L 2213-32 ;

VU la Loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 ;

CONSIDERANT la volonté d'intégration des activités de l'asbl C.I.A.S. (Comité Interprovincial des Affaires Sociales ayant son siège social rue de la Bruyère, 157 à 5001 Marcinelle) au sein d'un Secteur « Affaires Sociales » de l'A.P.W. ;

CONSIDERANT la volonté de dissolution du C.I.A.S. dans un but de réduction du nombre des asbl para-provinciales tel que souhaité par la Région Wallonne ;

CONSIDERANT que la démarche s'inscrit dans le cadre d'une réflexion générale portant sur le regroupement de toutes les interprovinciales au sein de l'A.P.W. (Association des Provinces Wallonnes) dont le siège social est sis Avenue Sergent Vriethoff à 5000 Namur ;

CONSIDERANT que l'Assemblée Générale de l'Asbl « CIAS » du 10 décembre 2010 n'était pas compétent faute de délégation officielle de leur P.O. pour la dissoudre ;

ATTENDU que la présente délibération du Conseil Provincial permettra aux représentants qui siègeront à l'Assemblée Générale de 2012 d'acter la dissolution ;

CONSIDERANT la spécificité du C.I.A.S. et spécialement l'accord-cadre conclu entre l'asbl et l'A.P.W. ;

VU le R.O.I., adopté au sein de l'A.P.W. régissant le secteur « Affaires sociales » ;

Sur proposition du Collège provincial en date du 12 janvier 2012 ;

A R R E T E

Article 1er :

Le Conseil provincial de la Province de Namur approuve la dissolution et la liquidation du C.I.A.S. asbl et l'intégration de ses activités au sein du Secteur « Affaires Sociales » de l'A.P.W.

Article 2 :

Conformément à l'article 2 du R.O.I. du Secteur « Affaires Sociales », désigne Madame M. **ROBERT-DECLERCQ**, Députée provinciale en charge des Affaires Sociales comme membre du Comité de gestion du Secteur. Le Conseil provincial mandate ses représentants pour voter les propositions faites.

Article 3 :

Approuve le R.O.I. régissant le Secteur « Affaires Sociales » au sein de l'A.P.W.

Article 4 :

Le Conseil provincial décide de maintenir au budget provincial une subvention annuelle dédiée spécifiquement au Secteur « Affaires Sociales de l'A.P.W. dont le montant sera déterminé annuellement. Pour l'année 2012, cette cotisation sera versée sur le compte de l'A.P.W. dédié au Secteur « Affaires Sociales », soit le compte n°091-0190337-52.

Article 5 :

La présente résolution sort ses effets le jour de son adoption par le Conseil provincial et sera notifiée à l'A.P.W., aux liquidateurs et au siège social du C.I.A.S. asbl.

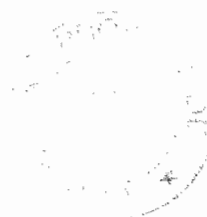
Namur, le 27 janvier 2012.


Le Greffier provincial,
V. ZUINEN.

Pour le Conseil Provincial


La Présidente,
S. THORON.

Pour expédition conforme
Valéry ZUINEN,
Greffier Provincial



N° 15 .- COMPTABILITE PROVINCIALE :

- Comptes et bilan de l'exercice 2010
(Résolution du Conseil provincial du 02.12.2011)
- Approbation des comptes et bilan de l'exercice 2010
(Arrêté de la Région Wallonne du 23.01.2012)



Receveur provincial

AFFAIRE N° 172/11: Arrêts des Comptes et Bilan de l'exercice 2010

LE CONSEIL PROVINCIAL,

VU les articles L2212-68, L2232-8, L2231-9 du CDLD ;

VU les comptes et bilan de l'exercice 2010 ;

VU la proposition du Collège Provincial ;

VU l'avis de sa sixième Commission ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}: Les Comptes et Bilan de l'exercice 2010 tels qu'établis par le Receveur Provincial et soumis à notre Assemblée par le Collège Provincial, sont arrêtés aux montants suivants :

Comptes budgétaires		2010	2009
Ordinaire	Rés. Budgétaire	10.847.107,13 €	11.515.870,78 €
	Rés. Comptable	15.799.058,74 €	15.088.455,74 €
Extraordinaire	Rés. Budgétaire	8.116.965,34 €	2.449.562,40 €
	Rés. Comptable	19.174.098,08 €	11.458.457,04 €

Comptes budgétaires		2010	2009
Résultat		4.727.137,56 €	7.472.138,14 €

Comptes budgétaires		2010	2009
Total du Bilan		240.737.796,82 €	233.378.053,07 €

Comptes budgétaires		2010	2009
fonds de pensions ÉTHIAS			52.974.790,16 €
Garanties de la Province au profit de tiers		29.223.666,58 €	24.013.047,57 €

Article 2 : Le présent arrêté ainsi que les comptes sommaires seront insérés au Bulletin Provincial.

Namur, le 2 décembre 2011

Le Greffier provincial,

V. ZINNEN

La Présidente,

Stéphanie THORON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE POUVOIRS LOCAUX,
ACTION SOCIALE ET SANTE
DEPARTEMENT DE LA GESTION ET DES FINANCES
DES POUVOIRS LOCAUX

LE MINISTRE DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE,

Vu la Constitution coordonnée le 17 février 1994, notamment, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée à ce jour, notamment l'article 7 ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux, notamment son annexe I^{ère} - le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, 1^{ère} partie, livre III, titres premier et II, 2^{ème} partie, livre II, et 3^{ème} partie, livre premier, titres premier à V, et livre III, titre premier ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment les articles 19 et 21 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment les articles 6, 10, 11 et 12 ;

Vu la résolution du 2 décembre 2011, reçue au Gouvernement wallon le 22 décembre 2011, par laquelle le Conseil provincial de la province de Namur arrête les comptes pour l'exercice 2010 de la province ;

Considérant qu'il ressort de l'examen desdits comptes que ceux-ci sont conformes à la loi,

ARRETE :

Article 1^{er} : La résolution du 2 décembre 2011 par laquelle le Conseil provincial de la province de Namur arrête les comptes de la province pour l'exercice 2010 est approuvée.

Article 2 : Mention du présent arrêté sera faite en marge de la résolution concernée.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié au Collège provincial de la province de Namur ainsi qu'à la Cour des Comptes.

A Namur, le

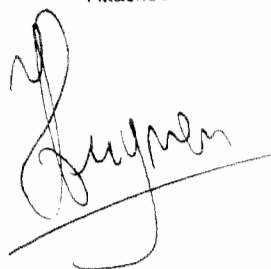
23 JAN. 2012



Paul FURLAN

POUR COPIE CONFORME
LE FONCTIONNAIRE
DÉLÉGUÉ

HUYNEN Anne-Laure
Attachée



N° 16 .- CULTES - TUTELLE FINANCIERE :

- Fabrique d'église de Fagnolle, Franchimont, Merlemont et Roly - Approbations du compte 2010
(Arrêtés du Collège provincial du 08.03.2012)
- Fabrique d'église de Franchimont - Approbation du budget 2012
(Arrêté du Collège provincial du 15.03.2012)
- Fabrique d'église de Haut-Bois - Approbations du compte 2010 et du budget 2012
(Arrêtés du Collège provincial du 15.03.2012)
- Fabrique d'église de Jambes montagne - Approbation du compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 29.03.2012)
- Fabrique d'église de Mozet - Approbations du compte 2010 et du budget 2012
(Arrêtés du Collège provincial du 15.03.2012 et du 22.03.2012)
- Fabrique d'église de Rivière - Approbation du compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 27.10.2011)
- Fabrique d'église de Saint-Jean-Baptiste - Approbation du compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 29.03.2012)
- Fabrique d'église de Saint-Servais du Sacré Cœur - Approbation du compte 2010
(Arrêté du Collège provincial du 22.03.2012)
- Fabrique d'église de Sart-en-Fagne - Approbation du budget 2011
(Arrêté du Collège provincial du 08.03.2011)

Fabrique d'église de Roly - Compte 2010

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Roly, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Franchimont - Compte 2010

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Franchimont, moyennant la correction y apportée.

Fabrique d'église de Fagnolle - Compte 2010

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Fagnolle, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Merlemont - Compte 2010

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Merlemont, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Sart-en-Fagne - Budget 2011

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le budget - exercice 2011 - de la Fabrique d'église de Sart-en-Fagne, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Haut-Bois - Compte 2010

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Haut-Bois, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Mozet - Compte 2010

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Mozet, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Haut-Bois - Budget 2012

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le budget - exercice 2012 - de la Fabrique d'église de Haut-Bois, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Franchimont - Budget 2012

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le budget - exercice 2012 - de la Fabrique d'église de Franchimont, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Rivière - Compte 2010

Par arrêté du 27.10.2011 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Rivière.

Fabrique d'église de Saint-Servais Sacré Cœur - Compte 2010

Par arrêté du 22.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Saint-Servais Sacré Cœur, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Mozet - Budget 2012

Par arrêté du 22.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le budget - exercice 2012 - de la Fabrique d'église de Mozet, moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Saint-Jean-Baptiste - Compte 2010

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Saint-Jean-Baptiste moyennant les corrections y apportées.

Fabrique d'église de Jambes montagne - Compte 2010

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre deux de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial a approuvé le compte - exercice 2010 - de la Fabrique d'église de Jambes montagne, moyennant les corrections y apportées.

N°17 .- GESTION FINANCIERE DES COMMUNES :

- Approbations, approbations partielles, non-approbations, réformations :
(Arrêtés du Collège provincial du 26.01.2012 au 29.03.2012)

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 26.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 09.12.2011 par laquelle le Conseil communal de ANDENNE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de EGHEZÉE

Par arrêté du 26.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de EGHEZÉE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de HOUYET

Par arrêté du 26.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de HOUYET a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de FLOREFFE

Par arrêté du 26.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de FLOREFFE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de SOMME-LEUZE

Par arrêté du 26.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de SOMME-LEUZE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de GESVES

Par arrêté du 26.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 29.06.2011 par laquelle le Conseil communal de GESVES a arrêté les comptes pour l'exercice 2010.

Conseil communal de HASTIÈRE

Par arrêté du 26.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 25.10.2011 par laquelle le Conseil communal de HASTIÈRE a arrêté les comptes pour l'exercice 2010.

Conseil communal de GESVES

Par arrêté du 02.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 21.12.2011 par laquelle le Conseil communal de GESVES a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de METTET

Par arrêté du 02.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 22.12.2011 par laquelle le Conseil communal de METTET a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de NAMUR

Par arrêté du 02.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de NAMUR a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de LA BRUYÈRE

Par arrêté du 02.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 30.06.2011 par laquelle le Conseil communal de LA BRUYÈRE a arrêté les comptes pour l'exercice 2010.

Conseil communal de HAVELANGE

Par arrêté du 09.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de HAVELANGE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de HASTIÈRE

Par arrêté du 09.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 21.12.2011 par laquelle le Conseil communal de HASTIÈRE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de YVOIR

Par arrêté du 09.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de YVOIR a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de OHEY

Par arrêté du 09.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 22.12.2011 par laquelle le Conseil communal de OHEY a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de CERFONTAINE

Par arrêté du 09.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 12.12.2011 par laquelle le Conseil communal de CERFONTAINE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de LA BRUYÈRE

Par arrêté du 09.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 22.12.2011 par laquelle le Conseil communal de LA BRUYÈRE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de ANHÉE

Par arrêté du 09.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 22.12.2011 par laquelle le Conseil communal de ANHÉE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de FERNELMONT

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 22.12.2011 par laquelle le Conseil communal de FERNELMONT a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de BIÈVRE

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de BIÈVRE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de FLORENNES

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de FLORENNES a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de ONHAYE

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 27.12.2011 par laquelle le Conseil communal de ONHAYE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de CINEY

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de CINEY a arrêté le budget pour l'exercice 2012 de sa Régie ADL.

Conseil communal de FLORENNES

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu de la loi organique des centres publics d'action sociale, le Collège provincial de Namur décide d'approuver le compte pour l'exercice 2010 du CPAS de FLORENNES.

Conseil communal de ROCHEFORT

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 25.01.2012 par laquelle le Conseil communal de ROCHEFORT a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de WALCOURT

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 30.01.2012 par laquelle le Conseil communal de WALCOURT a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de HAMOIS

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 16.01.2012 par laquelle le Conseil communal de HAMOIS a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de GEDINNE

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 28.12.2011 par laquelle le Conseil communal de GEDINNE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de BEAURAING

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 08.02.2012 par laquelle le Conseil communal de BEAURAING a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de VIROINVAL

Par arrêté du 23.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 31.01.2012 par laquelle le Conseil communal de VIROINVAL a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de VIROINVAL

Par arrêté du 01.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 31.01.2012 par laquelle le Conseil communal de VIROINVAL a arrêté le budget pour l'exercice 2012 de sa Régie foncière.

Conseil communal de VRESSE-SUR-SEMOIS

Par arrêté du 01.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 26.01.2012 par laquelle le Conseil communal de VRESSE-SUR-SEMOIS a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de DOISCHE

Par arrêté du 01.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 28.12.2011 par laquelle le Conseil communal de DOISCHE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de PHILIPPEVILLE

Par arrêté du 01.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 25.08.2011 par laquelle le Conseil communal de PHILIPPEVILLE a arrêté les comptes pour l'exercice 2010.

Conseil communal de CINEY

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 16.01.2012 par laquelle le Conseil communal de CINEY a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de FOSSES-LA-VILLE

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 31.01.2012 par laquelle le Conseil communal de FOSSES-LA-VILLE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de GESVES

Par arrêté du 08.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 28.11.2011 par laquelle le Conseil de l'Action sociale de GESVES a arrêté le budget pour l'exercice 2012 tel que réformé par le Conseil communal de GESVES en sa séance du 07.12.2011.

Conseil communal de NAMUR

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 13.02.2012 par laquelle le Conseil communal de NAMUR a arrêté la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2012.

Conseil communal de GEMBLOUX

Par arrêté du 22.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 07.12.2011 par laquelle le Conseil communal de GEMBLOUX a arrêté le budget pour l'exercice 2012 de sa régie ADL.

Conseil communal de VRESSE-SUR-SEMOIS

Par arrêté du 22.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 21.12.2011 par laquelle le Conseil communal de VRESSE-SUR-SEMOIS a arrêté le budget pour l'exercice 2010.

Conseil communal de ASSESSE

Par arrêté du 22.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 12.01.2012 par laquelle le Conseil communal de ASSESSE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de PHILIPPEVILLE

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide de réformer la délibération du 26.01.2012 par laquelle le Conseil communal de PHILIPPEVILLE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

Conseil communal de HAMOIS

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 05.09.2011 par laquelle le Conseil communal de HAMOIS a arrêté les comptes pour l'exercice 2010.

Conseil communal de SOMBREFFE

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du 27.02.2012 par laquelle le Conseil communal de SOMBREFFE a arrêté le budget pour l'exercice 2012.

N°18 .- MANDAT PROVINCIAL :

- INASEP : Remplacement au sein du Conseil d'Administration de Monsieur Fabien SCAILLET (MR), Conseiller provincial démissionnaire
- Association de Pouvoirs publics « Port Autonome de Namur » Désignation d'un candidat à la fonction d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration, suite à la démission de M. F. Scaillet, Conseiller provincial démissionnaire
- Intercommunale BEP-Expansion économique - Désignation du remplaçant de M. F. Scaillet, démissionnaire au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration
- SCRL Loth-Info - Désignation du remplaçant de M. F.Scaillet, démissionnaire au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration
(Résolutions du Conseil provincial du 02.03.2012)

12DIR-0300/PH/PP/CBi

Affaire n° 14/ 12

INASEP

**Remplacement au sein du Conseil d'administration
de Monsieur Fabien SCAILLET (MR),
Conseiller provincial démissionnaire**

Le Conseil provincial,

VU la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

VU l'article L1523-15, §1^{er} du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, relatif au Conseil d'administration de l'Intercommunale, l'assemblée générale nomme les membres du Conseil d'administration ;

VU l'article L1523-15,§3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, relatif au Conseil d'administration de l'Intercommunale, seuls des membres du Conseil ou Collège provincial peuvent être nommés aux fonctions d'administrateur réservées à la province ;

VU l'article 28, alinéas 4 et 6 des statuts de l'association Intercommunale Namuroise de Services Publics, INASEP, tels que coordonnés après l'assemblée générale du 19 décembre 2007 - approuvés par la tutelle le 25 janvier 2008 et dont l'original a été déposé le 14 février 2008 au Greffe du Tribunal de Commerce de Namur, la province de Namur dispose de douze administrateurs qui doivent avoir la qualité de Conseiller provincial ou de membre du Collège provincial, et tout candidat à la fonction d'administrateur n'est susceptible d'être nommé comme administrateur représentant l'associé provincial que s'il est présenté par ce dernier ;

VU l'article 40 des statuts de l'association Intercommunale Namuroise de Services Publics, INASEP, relatif au Comité de Gestion que peut choisir en son sein le Conseil d'administration ;

Affaire n° 14/12/ 1

VU l'article 2 de la résolution du Conseil provincial du 25 mai 2007, affaire n° 74/07, Monsieur Jean-Louis CLOSE (PS), Monsieur Joseph DAUSSOGNE (PS), Monsieur Bernard PONCELET (PS), Madame Véronique FABRIS (PS), Madame Stéphanie THORON (MR), Monsieur Jean-Marc VAN ESPEN (MR), Monsieur Fabien SCAILLET (MR), Monsieur José PAULET (MR), Monsieur Pierre GENARD (CdH), Monsieur Robert DUBUC (CdH), Monsieur Jacques MAZY (CdH), et Monsieur Philippe HUBAUX (ECOLO) ont été désignés pour être présentés à la fonction d'administrateur au sein du Conseil d'administration d'INASEP durant toute la durée de la législature en cours ;

VU les articles 1 et 2 de la résolution du Conseil provincial du 26 février 2010, affaire n° 017/10, Messieurs Lionel NAOME (CdH) et Jean-Pol COLIN (CdH) ont été désignés pour être présentés à la fonction d'administrateur au sein du Conseil d'administration d'INASEP durant la durée restant à courir sur la législature en cours, suite au décès de Monsieur Robert DUBUC (CdH) et à la démission de Monsieur Jacques MAZY (CdH) ;

VU la lettre du 8 février 2012 adressée par Monsieur le Député provincial Jean-Marc VAN ESPEN (MR) à Monsieur le Greffier provincial Valéry ZUINEN, relative à la nécessité de pourvoir au remplacement de Monsieur Fabien SCAILLET (MR) dans ses divers mandats en raison de la démission de ce dernier du groupe politique MR à la Province de Namur ;

VU le rapport du Collège provincial du 23 février 2012 ;

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Fabien SCAILLET (MR) a en son temps obtenu un mandat d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'INASEP en raison de sa qualité de conseiller provincial présenté par la province ;

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Fabien SCAILLET (MR) n'a plus la qualité de Conseiller provincial depuis qu'il a présenté sa démission au sein du groupe politique MR à la province, et que cette démission entraîne automatiquement la perte de ses mandats tant d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration que de membre du Comité de Gestion d'INASEP ;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de pourvoir au remplacement de Monsieur Fabien SCAILLET (MR) au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein du Comité de Gestion d'INASEP pour la durée restant à courir sur la législature en cours ;

OUI l'avis de sa 2^{ème} Commission ;

Affaire n° 14/12/ 2

DÉCIDE :

Article 1^{er} : De présenter la candidature de Monsieur/ ~~Madame~~ *Pierre... Vuytsteke*
..... (MR), Conseiller provincial, à la fonction
d'Administrateur au sein du Conseil d'administration de l'Intercommunale
Namuroise de Services Publics, INASEP, en remplacement de Monsieur
Fabien SAILLET (MR), Conseiller provincial démissionnaire du groupe
politique MR à la province.

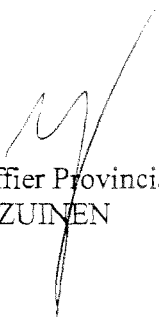
Art. 2 : De présenter la candidature de Monsieur/ ~~Madame~~ *Pierre... Vuytsteke*
..... (MR), Conseiller provincial, comme membre du
Comité de Gestion de l'Intercommunale Namuroise de Services Publics,
INASEP, en remplacement de Monsieur Fabien SAILLET (MR),
Conseiller provincial démissionnaire du groupe politique MR à la province.

Art. 3 : Que cette désignation est valable pour la durée restant à courir sur la
législature en cours.


Art. 4 : D'adresser une expédition de la présente résolution :
▪ À Monsieur le Président de l'association Intercommunale Namuroise de
Services Publics, INASEP ;
▪ Au mandataire désigné.

La présente résolution sera publiée au Bulletin Provincial et mise en ligne sur le site internet
de la Province de Namur.

Namur, le *02/03* 2012


Le Greffier Provincial,
Valéry ZUINEN

Pour le Conseil provincial,


La Présidente,
Stéphanie THORON

Affaire n° 14/12/ 3

Services juridiques

AFFAIRE N° 10/12: Association de Pouvoirs publics « Port Autonome de Namur »- Désignation d'un candidat à la fonction d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration, suite à la démission de Monsieur Fabien SCAILLET, Conseiller provincial et Administrateur effectif

LE CONSEIL PROVINCIAL,

VU sa résolution du 6 juin 1972 décidant de la participation de la Province de Namur en tant que membre associé de l'association de Pouvoirs publics « Port Autonome de Namur » ;

VU les dispositions prévues aux articles 9 et 11 des statuts de ladite association;

VU sa résolution du 20 février 2009 désignant Monsieur Fabien SCAILLET, comme candidat Administrateur au sein du P.A.N. ;

CONSIDERANT que Monsieur F. SCAILLET a démissionné en début d'année 2012 de son mandat de Conseiller provincial, membre du Groupe MR, de sorte qu'il revient au Conseil provincial de procéder à la désignation de son remplaçant à cette fonction;

VU le rapport de sa deuxième Commission ;

DECIDE :

Article 1er : Monsieur Luc DELIRE est désigné en tant que candidat à la fonction d'Administrateur de l'association de Pouvoirs publics « Port autonome de Namur », en remplacement de Monsieur Fabien SCAILLET, Conseiller provincial démissionnaire.

Article 2 : Cette désignation est valable pour la durée de la législature et prendra fin lors du renouvellement du Conseil et du Collège provincial issu des élections d'octobre 2012.

Article 3 : La présente résolution sera publiée par la voie du Bulletin provincial et mise en ligne sur le site Internet de la Province de Namur.

Article 4 : L'expédition de la présente résolution sera adressée :

- à Monsieur le Président de l'association de Pouvoirs publics « Port Autonome de Namur ».
- au mandataire désigné.

Le Greffier provincial,
(s) Valéry ZUINEN



Namur, le 2 mars 2012

La Présidente,
(s) Stéphanie THORON

Pour expédition conforme
Le Greffier provincial,

Valéry ZUINEN

Services juridiques

AFFAIRE N° 08/12 : Intercommunale BEP- Expansion économique- Désignation du remplaçant de Monsieur Fabien SCAILLET, démissionnaire, au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration

LE CONSEIL PROVINCIAL,

VU le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qu'il régit le fonctionnement des intercommunales wallonnes et la participation notamment des Provinces wallonnes ;

VU les articles 24 et 33 des statuts de l'intercommunale BEP- Expansion économique ;

CONSIDERANT que la Province de Namur est membre de ladite intercommunale ;

VU sa résolution du 23 septembre 2008 désignant Monsieur Fabien SCAILLET, en tant que Représentant de la Province de Namur à l'Assemblée générale ainsi que comme candidat Administrateur au sein de l'intercommunale BEP- Expansion Economique ;

CONSIDERANT que Monsieur F. SCAILLET a démissionné en début d'année 2012 de son mandat de Conseiller provincial, membre du Groupe MR, de sorte qu'il revient au Conseil provincial de procéder à la désignation de son remplaçant à cette double fonction;

VU le rapport de sa 6ème Commission ;

DECIDE :

Article 1er : Monsieur Philippe BULTOT (MR) est désigné en tant que Représentant de la Province de Namur à l'Assemblée générale de l'intercommunale BEP- Expansion économique, en remplacement de Monsieur Fabien SCAILLET, Conseiller provincial démissionnaire.

Article 2 : Monsieur Philippe BULTOT (MR) est désigné en tant que candidat à la fonction d'Administrateur de l'intercommunale BEP- Expansion économique, en remplacement de Monsieur Fabien SCAILLET, Conseiller provincial démissionnaire.

Article 3 : Ces désignations sont valables jusqu'au prochain renouvellement des instances de l'intercommunale BEP- Expansion économique.

Article 4 : La présente résolution sera publiée par la voie du Bulletin provincial et mise en ligne sur le site Internet de la Province de Namur.

Article 5 : L'expédition de la présente résolution sera adressée :
- à Monsieur le Président de l'intercommunale BEP- Expansion Economique
- au mandataire désigné.

Namur, le 2 mars 2012

Le Greffier provincial,
(s) Valéry ZUINEN



La Présidente,
(s) Stéphanie THORON

Pour expédition conforme :
Le Greffier provincial,

Valéry ZUINEN



Services juridiques

AFFAIRE N° 09/12 : SCRL Loth-Info- Désignation du remplaçant de Monsieur Fabien SCAILLET, démissionnaire, au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration

LE CONSEIL PROVINCIAL,

VU sa résolution du 19 novembre 2004 décidant de la participation de la Province de Namur en tant que membre associé de la SCRL Loth- Info ;

VU les articles 18 et 25 des statuts de la SCRL Loth- Info;

VU sa résolution du 25 mai 2007 désignant Monsieur Fabien SCAILLET, en tant que Représentant de la Province de Namur à l'Assemblée générale ainsi que comme candidat Administrateur au sein de ladite société ;

CONSIDERANT que Monsieur F. SCAILLET a démissionné, en début d'année 2012, de son mandat de Conseiller provincial, membre du Groupe MR, de sorte qu'il revient au Conseil provincial de procéder à la désignation de son remplaçant à cette double fonction;

VU le rapport de sa deuxième Commission ;

DECIDE :

Article 1er : Madame Anne HUMBLET (MR) est désignée en tant que Représentante de la Province de Namur à l'Assemblée générale au sein de la SCRL Loth-Info, en remplacement de Monsieur Fabien SCAILLET, Conseiller provincial démissionnaire.

Article 2 : Madame Anne HUMBLET (MR) est désignée en tant que candidate à la fonction d'Administrateur au sein de la SCRL Loth-Info, en remplacement de Monsieur Fabien SCAILLET, Conseiller provincial démissionnaire.

Article 3 : Le mandat conféré à Madame Anne HUMBLET, en sa qualité de Représentante de la Province de Namur à l'Assemblée générale au sein de la SCRL Loth-Info, est valable pour la durée de la législature et prendra fin lors du renouvellement du Conseil et du Collège provincial issu des élections d'octobre 2012.

Article 4 : La durée du mandat conféré à Madame Anne HUMBLET en tant que candidate à la fonction d'Administrateur au sein de la SCRL Loth-Info sera fixée par l'Assemblée générale conformément aux statuts de la SCRL et prendra fin au plus tard lors du renouvellement du Conseil et du Collège provincial issu des élections d'octobre 2012.

Article 5 : La présente résolution sera publiée par la voie du Bulletin provincial et mise en ligne sur le site Internet de la Province de Namur.

Article 6 : L'expédition de la présente résolution sera adressée
- à Monsieur le Président de la SCRL Loth-Info
- au mandataire désigné.

Le Greffier provincial,
(s) Valéry ZUINEN



Namur, le 2 mars 2012
La Présidente,
(s) Stéphanie THORON

Pour expédition conforme :
Le Greffier provincial,

Valéry ZUINEN

N° 19 .- PERSONNEL COMMUNAL:

- BEAURAING (08.02.2012)

- COUVIN (29.11.2011)

Approbations de la modification du cadre du personnel du Service d'Incendie
(Arrêtés du Collège provincial du 15.03.2012)

Conseil communal de BEAURAING

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du Livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du Conseil communal de BEAURAING du 08.02.2012 relative à la modification du cadre du personnel du service d'incendie.

Conseil communal de COUVIN

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du Livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial du Conseil provincial de Namur décide d'approuver la délibération du Conseil communal de COUVIN du 29.11.2011 relative à la modification du cadre du personnel du service d'incendie.

N° 20 .- REGLEMENT COMMUNAL :

- ANDENNE :

Ordonnance réglementant la mendicité sur le territoire de la Ville
(Délibérations du Conseil communal du 28.12.2011)

- GEDINNE :

Règlement général sur les funérailles et sépultures - Police des cimetières
(Délibérations du Conseil communal du 27.02.2012)

- HAVELANGE :

- Consommation d'alcool sur la voie publique - Règlement - Approbation
- Charte de Bien Vivre Ensemble - Règlement général de police harmonisé
(Délibérations du Conseil communal du 12.03.2012)



VILLE D'ANDENNE

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE DU : 27 FEVRIER 2012

Présent(e)s : M. C. EERDEKENS, Bourgmestre, Président
MM. V. SAMPAOLI, ~~F. VERBORG~~, E. MALISOUX, G. HAVELANGE,
Y. SOREE, S. CRUSPIN, Echevins ;

J. MAES, M. FRISON-LAGNEAU, M. DECHAMPS, C. BADOT,
M. C. MAUGUIT, H. GILSOUL, D. L. CHIARADIA-POGGIANA,
N. MARTIN, F. DIVES, H. DOUMONT, R. SIMON- CASTELLAN,
M. MONJOIE-PAQUOT, D. JOYEUX, G. LAROCHE, E. SERMON,
M. C. LALLEMEND, ~~F. LEONARD~~, P. MATTART, C. CORNET,
~~C. GERMAIN-LEBLANC~~, Conseillers communaux ;

Y. GEMINE, Secrétaire communal.

9.2. Objet : Ordonnance réglementant la mendicité sur le territoire de la Ville d'ANDENNE

Le Conseil,

En séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement ses articles L1122-30 alinéa 1^{er}, L1122-32, L1133-1 et L1133-2 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, spécialement ses articles 119, 119bis, 133 alinéa 2 et 135 §2 – 1^o, 2^o, 3^o 5^o et 7^o ;

Vu la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse, spécialement son article 82 ;

Vu la loi du 16 février 1954 relative à la protection de la canne blanche ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Que, particulièrement, appartient aux communes le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que les rixes et disputes, accompagnées d'ameutements dans les rues et le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

Qu'également, les communes doivent prendre des précautions convenables en vue de prévenir les accidents, ainsi que les mesures nécessaires, y compris les ordonnances de police, afin de combattre toute forme de dérangement public ;

Considérant que la pratique de la mendicité est susceptible de compromettre la commodité de passage, voire de mettre en danger la circulation des piétons et automobilistes en certains endroits particulièrement fréquentés de l'entité ;

Que la pratique de la mendicité est également susceptible de nuire au bon déroulement d'événements particuliers entraînant des grands rassemblements de personnes ;

Qu'en certains endroits, la mendicité est également susceptible de générer un sentiment d'insécurité, particulièrement à l'égard de catégories « faibles » (enfants - personnes âgées) et de perturber le déroulement d'activités, notamment scolaires et commerciales, susceptibles de dégénérer en dispute et autres troubles ;

Que la pratique de la mendicité a été constatée à l'occasion de grands rassemblements (brocants notamment) ainsi qu'en certains endroits (abords des grands magasins notamment) ;

Qu'il convient de limiter l'interdiction de la mendicité aux lieux où les troubles sont les plus susceptibles de se produire et à la durée strictement nécessaire ;

Considérant enfin que certaines formes de mendicité particulièrement dérangeantes doivent être interdites,

ARRETE par 18 oui, 2 non et 3 abstentions :

Article 1^{er} :

La mendicité est interdite à ANDENNE, pendant les périodes et dans les lieux publics spécifiés ci-après :

- du lundi au vendredi, de 7 H à 9 H et de 16 H à 19 H, sur l'axe routier et ses dépendances (trottoirs) reliant la gare d'ANDENNE - SEILLES à la Place du Perron, en ce compris la Place des Tilleuls. Cette interdiction est également applicable durant la même période dans les locaux publics de la gare d'ANDENNE - SEILLES ;
- du lundi au vendredi, de 7 H 30 à 18 H 30, aux abords immédiats des établissements scolaires de l'entité ;
- du lundi au samedi, de 8 H à 20 H, aux abords immédiats des grandes surfaces de l'entité ;
- à l'occasion des manifestations spécifiques suivantes : le Carnaval des Ours, les fêtes de Wallonie, la Biennale de la Céramique, le marché de Noël, ainsi que lors des fêtes et kermesses locales, pendant la durée et aux endroits du domaine public où elles se déroulent.

Article 2 :

Est également interdit, sur l'ensemble du domaine public, et de façon permanente :

- le fait de mendier accompagné d'un animal agressif ;
- le fait de mendier avec une agressivité physique ou verbale ;
- le fait de mendier en entravant la progression des passants ;
- le fait de mendier à l'entrée des édifices publics ou privés en entravant l'accès.

Article 3 :

Sans préjudice de sanctions plus fortes éventuellement prévues par des lois particulières, les contraventions aux dispositions des articles 1^{er} et 2 seront punies de peines de police.



DE QUÉULES À LA
BANDE
COTÉE D'ARGENT

Le Collège Communal

Province de Namur
Service du Mémorial Administratif
Rue du Collège 33

5000 Namur

Objet : Funérailles et sépultures – Police des cimetières – Règlement général – Publication

Monsieur,

Sous ce couvert, nous avons l'honneur de vous faire parvenir – pour être inséré au mémorial administratif - le règlement général sur les cimetières arrêté par le Conseil communal lors de sa séance du 28 décembre 2011.

Nous vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de notre meilleure considération.

Pour le Collège,

La Secrétaire communale,


Ginette Brichet

Agent traitant : *Ginette Brichet* – Secrétaire communale



Le Bourgmestre,


Vincent Massinon.

Commune de 5575 Gedinne.

Funérailles et sépultures. Police des cimetières

Règlement général.

TITRE I - Définitions

Article 1 : Pour l'application du décret du 06 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures (M.B. du 26/03/2009), l'on entend par :

1° **inhumation** : placement en terrain concédé ou non concédé d'un cercueil contenant les restes mortels ou d'urne cinéraire soit dans la terre soit dans un caveau soit dans une cellule de columbarium;

2° **crémation** : action de réduire en cendres les dépouilles mortelles dans un établissement crématoire;

3° **cimetière traditionnel** : lieu géré par un gestionnaire public dans le but d'accueillir tous les modes de sépulture prévus par le décret du 06 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures (M.B. du 26/03/2009) ;

4° **cimetière cinéraire** : lieu géré par un gestionnaire public où l'on retrouvera une parcelle d'inhumation des urnes cinéraires, une parcelle de dispersion et un columbarium ;

5° **cimetière intercommunal** : cimetière traditionnel ou cinéraire commun à plusieurs communes;

6° **exhumation** : retrait d'un cercueil ou d'une urne cinéraire de sa sépulture;

7° **sépulture** : emplacement où repose la dépouille mortelle pour la durée prévue par ou en vertu du décret du 06 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures (M.B. du 26/03/2009);

8° **mode de sépulture** : manière dont la dépouille mortelle est détruite notamment par décomposition naturelle ou crémation;

9° **personne intéressée** : le titulaire de la concession, ses héritiers ou bénéficiaires mais aussi toute personne non apparentée, administrations, associations concernées par un monument ayant une valeur historique ou artistique;

10° **personne qualifiée pour pouvoir aux funérailles** : personne désignée par le défunt par voie de testament ou, à défaut, un de ses héritiers ou ayants droit ou, à défaut, la personne qui durant la dernière période de la vie du défunt a entretenu avec celui-ci les liens d'affection les plus étroits et fréquents de sorte qu'elle puisse connaître ses dernières volontés quant à son mode de sépulture;

11° **ossuaire** : monument mémoriel fermé, situé dans le cimetière, où sont rassemblés les ossements ou cendres des défunts après qu'il ait été mis fin à leur sépulture;

12° **réaffectation** : action de donner à nouveau une affectation publique;

13° **caveau** : ouvrage pouvant accueillir des cercueils et des urnes cinéraires

14° **proches** : conjoint, cohabitant légal, parents, alliés ou amis;

15° **thanatopraxie** : soins d'hygiène et de présentation d'un défunt peu de temps après son décès en vue de donner au corps et au visage un aspect plus naturel dans l'attente de la mise en bière

16° **indigent** : personne sans ressources ou disposant de ressources insuffisantes pour couvrir ses besoins élémentaires en référence à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. L'état d'indigence est constaté au jour du décès ;

17° **gestionnaire public** : une commune, une régie communale autonome ou une intercommunale;

18° **état d'abandon** : défaut d'entretien d'une sépulture, qui de façon permanente est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée, en ruine ou dépourvue des signes indicatifs de sépulture exigés par le règlement adopté par le gestionnaire public.

TITRE II - Le personnel des (cimetières)

Article 2 :

Le personnel des (cimetières) se compose du fossoyeur et du personnel de l'état civil de l'administration communale.

Article 3 :

Le personnel est chargé sous l'autorité du Collège communal :

- de la vente des places et concessions,
- de la fixation devant chaque nouvelle concession d'une plaque portant le numéro et la largeur de la concession,
- de l'exécution rigoureuse de tout ce qui concerne l'inhumation ou l'exhumation des corps,
- de l'emplacement exact de la fosse ou de la concession où l'inhumation est faite,
- de la tenue et de la mise à jour des plans des cimetières de l'entité, lesquels reproduiront scrupuleusement le numéro d'ordre sous lequel est inscrite la personne inhumée, le nom, le prénom et la date du décès,
- de la préparation des fosses nécessaires aux inhumations.

Le fossoyeur, désigné par la Commune, est chargé de l'entretien des cimetières et a le droit exclusif d'y creuser des fosses et concourir aux inhumations. Sa rémunération incombe exclusivement à la caisse communale. Il est tenu de se conformer aux ordres qui lui sont donnés par le chef des travaux pour la bonne tenue des cimetières.

Article 4 :

Il est interdit à tous les agents du service des inhumations de solliciter ou de recevoir des gratifications en raison de leur fonction.

Il leur est interdit de s'immiscer directement ou indirectement dans toute fourniture ou dans une entreprise relative aux funérailles, aux monuments et caveaux de sépulture, aux pierres tumulaires, aux croix et autres signes funéraires, et de s'occuper directement ou par personne interposée, d'opérations commerciales ayant un rapport quelconque avec le service des inhumations et des transports funèbres.

TITRE III - Formalités préliminaires à l'inhumation et à la crémation
Mise en bière et transport des dépouilles mortelles
Mode de sépulture

Article 5 (L1232-13) :

Les dépouilles mortelles sont placées dans un cercueil.

Un embaumement préalable à la mise en bière peut être autorisé dans les cas déterminés par le Gouvernement.

En cas de thanatopraxie, les substances thanachimiques utilisées garantissent la putréfaction cadavérique de la dépouille mortelle dans les dix ans du décès ou permettent sa crémation.

L'emploi de cercueils, de gaines, de linceuls, de produits et de procédés empêchant soit la décomposition naturelle et normale des corps, soit la crémation, est interdit.

Les objets et procédés visés à l'alinéa précédent ainsi que les conditions auxquelles les cercueils doivent répondre seront conformes aux dispositions des arrêtés d'exécution.

Article 6 (L1232-14) :

Le Bourgmestre ou son délégué peut assister à la mise en bière.

Article 7 (L1232-15) (Transport des dépouilles mortelles) :

Le transport des dépouilles mortelles est effectué, de manière digne et décente, au moyen d'un corbillard ou d'un véhicule spécialement équipé à cette fin. Le transport peut avoir lieu dès que le médecin qui a constaté le décès a établi une attestation déclarant qu'il s'agit d'une cause de décès naturelle et qu'il n'y a aucun danger pour la santé publique.

Cette disposition n'est pas applicable au transport du fœtus vers le lieu d'inhumation ou de dispersion de ses cendres, lequel reste libre mais doit se faire de manière décente.

Il est interdit à toute personne autre que celles des entreprises de pompes funèbres de procéder au transport des morts, même des morts nés.

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'Officier de l'Etat civil.

Dans tous les cas, la surveillance des convois funèbres appartient à l'autorité communale, qui veille à ce qu'ils se déroulent dans l'ordre, la décence et le respect dû à la mémoire des morts.

Article 8 (L1232-16) (Funérailles des indigents)

Les funérailles des personnes indigentes doivent être décentes et respecter les éventuelles dernières volontés émises par le défunt dans les circonstances évoquées à l'article L1232. Les dernières volontés du défunt opposables au gestionnaire public concernent le choix de :

- l'inhumation des restes mortels
- la crémation, suivie de l'inhumation des cendres dans l'enceinte du cimetière
- la crémation, suivie de la dispersion des cendres sur la parcelle du cimetière réservée à cet effet
- la crémation, suivie du placement des cendres dans le columbarium du cimetière
- la crémation, suivie de la dispersion des cendres en mer territoriale belge
- la crémation, suivie de la dispersion des cendres à un endroit autre que le cimetière ou que la mer territoriale
- la crémation, suivie de l'inhumation des cendres à un endroit autre que le cimetière
- la crémation, suivie de la conservation des cendres à un endroit autre que le cimetière.

Toute proportion gardée, la commune doit donc mettre en œuvre les moyens nécessaires pour rencontrer et satisfaire les choix posés par les personnes indigentes. La décence des funérailles des indigents sera rencontrée si l'inhumation de leur corps ou de l'urne contenant leurs cendres ne se différencie guère des standards appliqués pour tout autre citoyen en l'absence d'octroi de concession.

Les frais des opérations civiles – c'est-à-dire celles qui accompagnent le corps du défunt depuis sa prise en charge par le service de pompes funèbres jusqu'à son inhumation ou l'inhumation de l'urne contenant ses cendres ou la dispersion de celles-ci – à l'exclusion des cérémonies culturelles ou philosophiques non confessionnelles sont à charge de la commune dans laquelle le défunt indigent est inscrit dans les registres de population, étrangers ou d'attente ou, à défaut, dans laquelle le décès a eu lieu.

Article 9 :

Le Bourgmestre fixe, en accord avec la CPAS, les modalités d'inhumation des personnes indigentes

Article 10 :

Aucune autorisation n'est requise, aucune taxe n'est perçue pour le passage en transit, sans arrêt, sur le territoire de la commune, de corbillard transportant des personnes décédées hors de la commune.

Article 11 :

Lorsque le corps inhumé sur le territoire de la commune vient d'une autre commune, il sera exigé de l'entreprise des pompes funèbres, le permis de transport délivré par l'Officier de l'Etat civil du lieu de décès.

Article 12 :

La police des convois funèbres appartient à la Zone de Police. Le policier prendra toutes les mesures qu'il jugera utiles pour assurer qu'aucun obstacle ne gêne la marche du cortège.

Article 13 :

Dans les délais les plus courts qui suivront le décès d'une personne, déclaration doit être faite au bureau de l'état civil.

Au même moment, les déclarants règlent avec l'Officier de l'état civil ou celui qui le représente, les dispositions relatives à l'inhumation ou à la crémation éventuelle du corps du décédé.

L'Officier de l'état civil en accord avec la famille ou toute autre personne ayant qualité de représentant fixe l'heure de l'inhumation dans l'ordre des déclarations de décès en prévoyant un laps de temps nécessaire à la bonne marche du service cimetière.

Article 14 :

Papiers et écrits nécessaires à la déclaration sont à présenter à l'Officier de l'état civil.

Article 15 :

L'inhumation a lieu dans les cas ordinaires, 36 heures au plus tôt et 72 heures au plus tard après le décès. Ce délai peut, suivant les circonstances, être abrégé ou prorogé en vertu d'une décision des autorités judiciaires, après avis du médecin commis par l'Officier de l'état civil.

Article 16 :

En cas d'épidémie, quand l'enlèvement des cadavres est ordonné d'une manière spéciale, et en tout temps, lorsque la salubrité publique l'oblige, le Bourgmestre, après avoir pris l'avis du médecin commis par l'Officier de l'Etat civil, prescrit le transport du corps au dépôt mortuaire.

Article 17 :

Les familles peuvent faire opérer le transfert du corps d'un de leurs membres décédé au caveau d'attente après en avoir obtenu l'autorisation de l'autorité requise.

Article 18 (L1232-16) :

Les modes de sépulture sont les suivants:

1. l'inhumation
2. la dispersion ou conservation des cendres après la crémation,
3. Tout autre mode de sépulture fixé par le Gouvernement wallon.

Article 19 (L1232-17 § 2) :

Toute personne peut, de son vivant, informer de son plein gré et par écrit l'Officier de l'état civil de sa commune de ses dernières volontés. L'acte de dernières volontés peut concerner le mode de sépulture, la destination des cendres après la crémation, le rite confessionnel ou non confessionnel pour les obsèques ainsi que la mention de l'existence d'un contrat obsèques.

Cet acte de dernières volontés est assimilé à la demande d'autorisation de crémation.

Si le décès est intervenu dans une commune autre que celle de la résidence principale, la commune de la résidence principale transmet sans délai à la commune du décès, à sa demande, les informations relatives aux dernières volontés.

A défaut d'acte de dernières volontés du défunt, le choix du mode de sépulture, de la destination des cendres après la crémation et du rite confessionnel pour les obsèques incombe à la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles.

Article 20 (L1232-17 § 3) :

Les fœtus nés sans vie dont la naissance a eu lieu entre le 106^e et le 180^e jour de grossesse, peuvent, à la demande des parents, soit être inhumés dans la parcelle des enfants et des étoiles, soit être incinérés. En cas d'incinération, les cendres sont dispersées sur la parcelle des enfants et des étoiles. Le transport du fœtus vers le lieu d'inhumation ou de dispersion se fait de manière décente.

TITRE IV - Lieux de sépulture

Article 21 (art. L1232-2) :

Les inhumations ne peuvent avoir lieu que dans les 12 cimetières communaux repris ci-après :
Bourseigne-Neuve, Bourseigne-Vieille, Gedinne, Houdremont, Louette-St-Denis, Louette-St-Pierre,
Malvoisin, Patignies, Rienne, Sart-Custinne, Vencimont et Willerzie.

Chaque gestionnaire public tient un registre des cimetières dans lequel sont inscrites toutes les opérations prévues.

Toute personne qui souhaite localiser la sépulture d'un défunt identifié doit donner au gestionnaire public les éléments indispensables à localiser la tombe recherchée (nom, prénom, date de naissance ou de décès, identité d'un conjoint, ...)

Modalités de la tenue du registre des cimetières

Un registre des cimetières sera établi par cimetière et reprendra les mentions suivantes afin de garantir la traçabilité des sépultures :

FICHE DE REGISTRE POUR SEPULTURE CONCEDEE

- a) Identification du cimetière
 - Nom du cimetière :
 - Date : création / fermeture / extension
- b) Identification de la sépulture
 - Rangée (le cas échéant)
 - Numéro de parcelle
 - Numéro de cellule de columbarium
 - Type de sépulture : caveau / pleine terre / cellule de columbarium
 - Sépulture s'ayant vu reconnaître le titre de sépulture d'importance historique :
oui / non
 - Sépulture concédée / non concédée (s'il s'agit d'une sépulture concédée, les éléments demandés à la rubrique sépulture concédée sera complétée)
 - La sépulture a fait l'objet d'un transfert vers un autre emplacement / un nouveau cimetière et porte l'identification suivante :
 - Rangée
 - Numéro de parcelle
 - Numéro de cellule de columbarium

La sépulture est une sépulture concédée :

La concession a pris cours en date du ... pour une durée de .. ans et prendra fin en date du ...

Des renouvellements ont été demandés en date du ...

La concession peut accueillir ... cercueils et ... urnes

Les bénéficiaires de cette concession sont :

Nom : ... Prénom : ...

La liste des bénéficiaires a été modifiée en date du ... en ce sens ...

Les restes mortels / cendres de : Nom ... Prénom et de Nom ... Prénom ... ont fait l'objet d'une opération de rassemblement en date du ... conformément à l'autorisation délivrée par le Bourgmestre en date du ...

L'acte annonçant la fin de la concession a été pris en date du ...

Les signes indicatifs de sépulture pouvaient être retirés jusqu'au ...

Constat d'abandon

En date du ..., l'état d'abandon de la sépulture a été constaté.

En date du ..., l'acte de constat d'abandon de sépulture a été affiché jusqu'en date du ...

Identification des défunts

Sont inhumés dans cette sépulture :

1. Nom : ... Prénom : ...

Né(e) à ... le ...

Et décédé à ... le ...

- Un embaumement a / n'a pas été pratiqué
- L'inhumation a été effectuée en date du ...
- Ce cercueil a été exhumé en date du ... et les restes mortels ont été inhumés (indiquer la nouvelle destination) / incinérés et les cendres ont été dispersées (indiquer la destination donnée aux cendres)
- Les restes mortels ont été inhumés dans l'ossuaire communal en date du ... / ont été incinérés et les cendres ont été dispersées en date du ...

S'il s'agit d'une cellule de columbarium ou si une urne a été placée dans la sépulture :

1. Nom : ... Prénom : ...

Né(e) à ... le ...

Et décédé(e) à ... le ...

- N° d'ordre de la crémation
- L'urne a été inhumée / placée en date du ...
- Cette urne a été exhumée en date du ... et celle-ci a été inhumée / placée (indiquer la nouvelle destination) / les cendres ont été dispersés (indiquer la destination donnée aux cendres)
- L'urne a été inhumée dans l'ossuaire communal en date du ... / les cendres ont été dispersées en date du ...

La présente fiche a été modifiée le ... par (Nom de l'agent) ...

FICHE DE REGISTRE POUR SEPULTURE NON CONCEDEE

La sépulture porte l'identification suivante :

- Rangée (le cas échéant)
- Numéro de parcelle
- Numéro de cellule de columbarium

Il s'agit d'une sépulture de type caveau / pleine terre / cellule de columbarium.

Cette sépulture s'est vue reconnaître le titre de sépulture d'importance historique locale : oui / non.

Il s'agit d'une sépulture de type caveau / pleine terre / cellule de columbarium.

Cette sépulture s'est vue reconnaître le titre de sépulture d'importance historique locale : oui / non.

La sépulture est une sépulture non concédée

Cette sépulture a fait l'objet d'une décision d'enlèvement en date du ...

Cette décision a été affichée à compter du ...

Les signes indicatifs de sépulture pouvaient être repris jusqu'au ...

Identification du défunt

Est inhumé dans cette sépulture :

Nom : ... / Prénom : ...

Né(e) à ... le ...

Et décédé(e) à ... le ...

- Un embaumement a / n'a pas été pratiqué
- L'inhumation a été effectuée en date du ...
- Ce cercueil a été exhumé en date du ... et les restes mortels ont été inhumés (indiquer la nouvelle destination) / incinérés et les cendres ont été dispersées (indiquer la destination donnée aux cendres)
- Les restes mortels ont été inhumés dans l'ossuaire communal en date du ... / ont été incinérés et les cendres ont été dispersées en date du ...

S'il s'agit d'une cellule de columbarium

Nom : ... / Prénom : ...

Né(e) à ... le ...

- Et décédé(e) à ... le ...
- a) Numéro d'ordre de crémation
 - b) L'urne a été inhumée / placée en date du ...
 - c) Cette urne a été exhumée en date du ... et celle-ci a été inhumée / placée (indiquer la nouvelle destination) / les cendres ont été dispersées (indiquer la destination donnée aux cendres)
 - d) L'urne a été inhumée dans l'ossuaire communal en date du ... / les cendres ont été dispersées en date du ...
- La présente fiche a été modifiée le ... par ... (nom de l'agent).

FICHE DE PARCELLE DE DISPERSION

- N° de registre ...
Date d'ouverture de la fiche ...
Date de clôture de la fiche ...
Nom du cimetière ...
Identification de la parcelle de dispersion ...
La parcelle de dispersion porte l'identification suivante :
- Rangée (le cas échéant) ...
 - Numéro de parcelle ...
- Identification des défunts :
Nom : ... / Prénom : ...
Né(e) à ... le ...
Et décédé(e) à ... le ...
Les cendres ont été dispersées en date du ...
La présente fiche a été modifiée le ... par ... (nom de l'agent).

Article 22 (L1232-2 § 3) :

Tout cimetière traditionnel, c'est-à-dire le cimetière qui n'est pas exclusivement réservé aux modes de sépulture relatifs à la crémation, dispose d'une parcelle d'inhumation des urnes cinéraires, d'une « parcelle » de dispersion, d'un columbarium et d'un ossuaire. Le gestionnaire public veille à leur entretien.

Article 23 (L1232-2 § 4) :

Chaque cimetière dispose d'une parcelle des enfants et des étoiles afin de permettre aux parents d'un fœtus nés sans vie entre le 106^e et le 180^e jour de grossesse de l'inhumer ou de procéder à la dispersion de ses cendres.

Article 23 bis (L-1232-4) :

Les cimetières sont clôturés de manière à faire obstacle, dans la mesure du possible, au passage et aux vues.

Article 24 :

Les cimetières communaux sont exclusivement réservés aux inhumations :

- a) des personnes décédées ou trouvées mortes sur le territoire de la commune,
- b) des personnes qui, inscrites aux registres de population de la commune, au registre des étrangers ou au registre d'attente de celle-ci, sont décédées hors du territoire de la commune,
- c) des personnes non domiciliées dans la commune et décédées hors de son territoire, pour lesquelles une concession de terrain a été accordée.

Article 25 :

Les inhumations sont faites les unes à la suite des autres, ce qui est réglé par les concessions de terrain, dans le sens de la numérotation du plan du cimetière, sauf lorsqu'une fosse a été concédée antérieurement au décès, comme il est prévu à l'article 42.

Si une parcelle a été reprise ou remise à la commune, l'inhumation peut être proposée dans cette dite parcelle dans l'état où elle se trouve.

Article 26:

Sauf octroi d'une concession, l'inhumation, la dispersion des cendres et la mise en columbarium est gratuite pour les indigents, les personnes inscrites dans le registre de la population de la commune, le registre des étrangers de la commune ou le registre d'attente de la commune.

Toutes autres opérations et notamment celles visant au placement du caveau, à son ouverture et fermeture ainsi qu'à l'ouverture et la fermeture d'une cellule de columbarium en (de)scellant ou (dé)plaçant une pierre, une plaque ou un monument ne sont pas gratuites ;

Article 27 (L1232-5) :

Les cimetières sont soumis à l'autorité, à la police et à la surveillance des autorités communales, qui veillent à ce qu'aucun désordre ni acte contraire au respect dû à la mémoire des morts ne s'y commettent et à ce qu'aucune exhumation n'ait lieu sans l'autorisation du Bourgmestre, conformément à l'article 133, alinéa 2, de la nouvelle loi communale.

Les compétences, dans les cimetières, sont exercées par les autorités de la commune.

TITRE V - Concessions

Article 28 :

Le Conseil communal peut accorder des concessions dans les cimetières traditionnels ou cinéraires

Les concessions peuvent porter sur :

1° une parcelle en pleine terre;

2° une parcelle avec caveau;

3° une sépulture existante dont la concession a expiré ou dont l'état d'abandon a été constaté et qui est donc revenue à la commune;

4° une cellule de columbarium.

Les concessions sont incessibles, cela signifie qu'elles ne peuvent être vendues par le titulaire de la concession à un tiers.

Le titulaire de la concession peut dresser et modifier, de son vivant ou par dispositions écrites ou testamentaires, la liste des bénéficiaires de la concession. Cette liste est communiquée à l'administration communale pour figurer au registre des cimetières.

Après le décès du titulaire de la concession, les bénéficiaires peuvent de commun accord décider de l'affectation des places non désignées ou des places désignées devenues libres.

A défaut d'accord, les ayants droit du titulaire de la concession peuvent décider de l'affectation des places non désignées ou des places désignées devenues libres.

Les ayants droit des défunts reposant dans la sépulture concédée peuvent faire rassembler dans un même cercueil les restes de plusieurs corps inhumés depuis plus de trente ans.

Ils peuvent également faire rassembler les cendres inhumées depuis plus de dix ans.

Dans ces deux cas, l'autorisation du Bourgmestre est requise et transcrite au registre des cimetières.

A défaut de liste des bénéficiaires de la concession, une même concession ne peut servir qu'à son titulaire, son conjoint, son cohabitant légal, ses parents ou alliés jusqu'au 4^{ème} degré.

Une même concession peut servir aux membres d'une ou de plusieurs communautés religieuses ou aux personnes qui en expriment chacune leur volonté auprès de l'autorité communale.

La demande de concession peut être introduite au bénéfice de tiers.

Pour les personnes qui au moment du décès de l'une d'elles constituaient un ménage de fait, une concession peut être demandée par le survivant.

Article 29 (L1232-8) :

La durée de la concession ou celle qui fera l'objet d'une demande de renouvellement ne pourra excéder 30 ans.

Article 30 (L1232-8 § 2) :

Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, le Bourgmestre ou son délégué ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date qu'il fixe.

Les demandes de renouvellement peuvent être refusées en l'absence de garantie financière suffisante présentée par la personne qui sollicite le renouvellement et, également, si l'état d'abandon a été constaté et qu'aucune démarche n'a été réalisée pour mettre la sépulture en conformité.

Une copie de l'acte est envoyée au titulaire de la concession ou, s'il est décédé, à ses héritiers ou ayants droit.

Une copie de l'acte est affichée pendant un an au moins sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Article 31:

Sur demande introduite par toute personne intéressée avant l'expiration de la période fixée, des renouvellements successifs peuvent être accordés.

Les renouvellements ne peuvent être refusés que si la personne intéressée n'est pas à même de présenter les garanties financières suffisantes pour l'entretien de la concession ou si l'état d'abandon a été constaté conformément à l'article L1232-12 au moment de la demande de renouvellement. Le Gouvernement peut reconnaître des associations dotées de la personnalité juridique créées dans le but de présenter les garanties financières, et il peut fixer des règles à ces garanties

Tout renouvellement portera sur une période de 10 ans.

Article 32 (L1232-8 § 4) :

Sur demande introduite par toute personne intéressée avant l'expiration de la période fixée, une nouvelle période de même durée prend cours à partir de chaque nouvelle inhumation dans la concession. Au cas où aucun renouvellement n'est demandé entre la date de la dernière inhumation dans la concession et l'expiration de la période pour laquelle celle-ci a été consentie, la sépulture est maintenue pendant un délai de cinq ans prenant cours à la date du décès si celui-ci est intervenu moins de cinq ans avant la date d'expiration de la concession.

Article 33 (L1232-9) :

En application de l'article L1232-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Conseil communal délègue au Collège communal le pouvoir de concéder des parcelles de terrain, au prix fixé par le Conseil communal et aux conditions fixées par le présent règlement d'administration intérieure. La décision du Collège communal reproduisant ce dernier règlement est notifiée au demandeur.

Le Conseil communal adapte proportionnellement les tarifs des concessions et de leur renouvellement dans les règlements-redevances.

Dans les cas visés à l'article 32 de la présente ordonnance, la rétribution qui peut être exigée par le gestionnaire public est calculée au prorata du nombre d'années qui excède la date d'expiration de la période précédente.

Article 34 :

A la demande du concessionnaire, la Commune peut reprendre, en cours de contrat, une parcelle de terrain concédée, lorsque cette dernière est demeurée inoccupée ou lorsqu'elle le devient suite au transfert des restes mortels dans une parcelle de terrain concédée pour une durée au moins égale à celle restant à courir dans la parcelle délaissée. La Commune n'est tenue, pour cette reprise, qu'à un remboursement calculé au prorata du temps restant à courir et sur base de la redevance payée lors de l'octroi.

Article 35 (L1232-10) (Sort des anciennes concessions à perpétuité) :

Les anciennes concessions à perpétuité visées dans le décret du 06 mars 2009 (prochain article L1232-10 du CDLD) sont celles qui ont été ramenées par l'effet de la loi du 04/07/1973 à 50 ans (et donc pas les anciennes concessions temporaires de 50 ans ou plus qui suivent leur propre régime) et qui, à l'entrée en vigueur du Décret du 6 mars 2009, ne sont pas couvertes par un titre valable de concession, c'est-à-dire :

- les anciennes concessions à perpétuité octroyées avant le 31/12/1925 et qui n'ont pas fait l'objet d'un renouvellement pour 50 ans à la demande de toute personne intéressée au plus tard le 31/12/1975 ;
- les anciennes concessions à perpétuité octroyées après le 31/12/1925 et qui n'ont pas fait l'objet d'un renouvellement par toute personne intéressée dans le délai de deux ans qui a pris cours à l'expiration de la cinquantième année de la concession.

Autrement dit, toutes ces anciennes concessions à perpétuité qui ne sont plus couvertes par un titre valable de concession pour n'avoir par fait l'objet d'un renouvellement en bonne et due forme sont supposées arriver à échéance le 31/12/2010, sauf demande de renouvellement introduite conformément à l'article L1232-8 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation.

Ces renouvellements s'opèrent gratuitement.

Article 36 (L1232-12) :

L'entretien des sépultures sur terrain concédé incombe à toute personne intéressée visée à l'article 1. 9° de la présente ordonnance.

L'état d'abandon est constaté par un acte du Bourgmestre.

Une copie de l'acte est affichée pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière. A défaut de remise en état à l'expiration de ce délai, la sépulture revient au gestionnaire public qui peut à nouveau en disposer.

Article 37 :

Aussi longtemps que l'étendue du cimetière le permet, et dès qu'une inhumation a été faite, il est concédé des parcelles de terrain aux personnes qui désirent y fonder leur sépulture et celle de leurs conjoints, parents ou alliés, à un prix fixé par le Conseil communal.

Toutefois, lorsque le futur concessionnaire désire construire ou placer un caveau, une concession pourra lui être accordée avant inhumation (par construction d'un caveau, on entend le caveau terminé et l'emplacement recouvert d'une dalle ou d'un monument).

Article 38 :

Le contrat de concession est caduc si la redevance n'a pas été payée dans les trois mois à compter de la date de la facture, après les rappels d'usage transmis par le Receveur communal.

Article 39 :

Dans les parcelles de terrain concédées pour l'inhumation de plusieurs corps, l'emplacement d'un corps peut être occupé par des urnes cinéraires.

TITRE VI - Inhumations

Article 40 (L1232-17 bis) :

L'autorisation gratuite pour l'inhumation de la dépouille est accordée par l'Officier de l'état civil de la commune où le décès a été constaté, ou par le procureur du Roi de l'arrondissement du lieu où est située soit la sépulture, soit la résidence principale du défunt dans le cas où le décès a eu lieu à l'étranger.

Article 41 (L1232-18) :

Les inhumations ne peuvent avoir lieu que dans les 12 cimetières communaux repris ci-après :
Bourseigne-Neuve, Bourseigne-Vieille, Gedinne, Houdremont, Louette-St-Denis, Louette-St-Pierre, Malvoisin, Patignies, Rienne, Sart-Custinne, Vencimont et Willerzie

Article 42 (L1232-19) :

Tout cercueil inhumé en pleine terre l'est dans une fosse séparée, horizontalement, à quinze décimètres au moins de profondeur. Toute urne inhumée en pleine terre l'est dans une fosse séparée à huit décimètres au moins de profondeur.

L'intervalle entre les fosses ne pourra excéder deux décimètres.

Article 43 :

Dans les « nouveaux cimetières » (à savoir les parties vierges), les concessions en pleine terre auront une largeur obligatoire de 1 mètre ou de 1 mètre augmenté d'1 ou plusieurs mètres (ex : 2 m, 3 m,...), une longueur égale à l'alignement des tombes et seront attribuées les unes à la suite des autres.

Dans les « anciens cimetières », les concessions seront délivrées au choix du demandeur, suivant les places disponibles et auront une largeur soit de 1 mètre, soit comprise entre 1 mètre et 2 mètres si la place disponible entre les deux emplacements voisins est inférieure à 2.10 mètres et une longueur égale à l'alignement des tombes.

Article 44 (L1232-20) (Inhumation des cercueils et urnes) :

La profondeur d'inhumation des cercueils et des urnes dans les caveaux est de 60 centimètres au moins. La profondeur d'inhumation se calcule à partir du plancher du cercueil ou de la base de l'urne. L'aménagement des sépultures au-dessus du sol est interdit. Toutefois, les inhumations dans les constructions au-dessus du sol existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent décret peuvent continuer comme par le passé.

Article 45 (L1232-21) (Inhumation en terrain non concédé) :

Les sépultures non concédées doivent être conservées pendant un minimum de 5 années. A l'issue de cette période et dans la mesure jugée nécessaire par le gestionnaire public de récupérer la sépulture (c'est-à-dire l'emplacement où repose la dépouille mortelle) pour procéder à de nouvelles inhumations, il conviendra de laisser une année supplémentaire pour informer les personnes intéressées et leur permettre de reprendre les éventuels signes indicatifs de sépulture.

Destination des restes mortels découverts dans l'enceinte du cimetière

Les restes mortels sont soit déposés dans l'ossuaire, soit incinérés et les cendres dispersées sur la parcelle réservée du cimetière ou déposées dans l'ossuaire, le tout en ayant égard à l'éventuel acte de dernières volontés du défunt.

Article 46 :

L'inhumation des urnes cinéraires se fait en fosses ordinaires ou en terrain concédé.

Les urnes cinéraires destinées aux fosses ordinaires sont inhumées dans les concessions parmi les corps non incinérés. L'Administration communale met à la disposition des familles des défunts un columbarium ainsi qu'une parcelle cinéraire pour la dispersion des cendres. Les familles peuvent faire l'acquisition de concessions réservées uniquement à l'inhumation des urnes cinéraires.

Article 47 :

Les parcelles de terrain pour l'inhumation en pleine terre sont concédées pour une durée de 30 ans; celles pour l'inhumation en caveau le sont pour la même durée.

La durée du contrat de concession prend cours à la date de notification. Si le concessionnaire ou ses héritiers en font la demande, les concessions sont renouvelées par décision du Collège communal. Tout renouvellement portera sur une période de 10 ans.

Les renouvellements ont lieu aux prix et conditions en vigueur au moment de la demande de renouvellement.

TITRE VII - Exhumations

Article 48 :

Aucune exhumation, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut être effectuée sans un arrêté d'autorisation du Bourgmestre. Si la personne à exhumer est décédée à la suite d'une maladie contagieuse, épidémique ou infectieuse, le Bourgmestre refuse l'autorisation ou prescrit des mesures spéciales.

Article 49:

Les exhumations ont lieu en présence des personnes qui ont qualité pour y assister : un membre de la famille à sa demande, le policier local et le fossoyeur.

Le policier en dresse procès-verbal.

L'exhumation doit se faire obligatoirement avant 07 heures ou après 20 heures durant la période printemps-été et avant 8 heures et après 19 heures durant la période automne-hiver, et une fois commencée, elle continuera sans désemparer.

Article 50 :

Une redevance sera due par la personne qui demande l'autorisation d'exhumation à un prix à fixer par le Conseil communal.

Article 51 :

Les frais résultant de l'enlèvement et du remplacement éventuel des dalles, bordures, monuments, ouvertures et fermetures des caveaux sont à charge des familles.

TITRE VIII - La crémation

Article 52:

La crémation est subordonnée à une autorisation délivrée par l'Officier de l'état civil qui a constaté le décès ou par le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel est situé soit l'établissement crématoire soit la résidence principale du défunt, si la personne est décédée à l'étranger.

Article 53 (L1232-23) :

Toute demande d'autorisation est signée par la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles ou par son délégué, cette demande indiquant le lieu où doit s'effectuer la crémation.

Un acte satisfaisant aux conditions de capacité et de forme des actes testamentaires, par lequel le défunt exprime la volonté formelle de faire incinérer ses restes mortels peut tenir lieu de demande d'autorisation.

L'autorisation est refusée par l'Officier de l'état civil ou par le procureur du Roi si, par un acte satisfaisant aux conditions de capacité et de forme des actes testamentaires, le défunt a marqué sa préférence pour un autre mode de sépulture.

L'autorisation ne peut être délivrée avant l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures après l'établissement de l'attestation visée à l'article L1232-15 (transport).

Article 54 :

A la demande d'autorisation est joint un certificat dans lequel le médecin traitant ou le médecin qui a constaté le décès indique s'il y a eu mort naturelle ou violente ou suspecte ou une cause de décès impossible à déceler.

Au certificat délivré par le médecin visé à l'alinéa précédent et confirmant qu'il s'agit d'une mort naturelle, est joint, en outre, le rapport d'un médecin assermenté commis par l'Officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès, indiquant s'il y a eu mort naturelle ou violente ou suspecte ou une cause de décès impossible à déceler.

La demande de crémation est remise au bureau de l'état civil, avec les documents ci-dessus. Elle indique le lieu de l'incinération et celui de l'inhumation des cendres ou de leur dispersion.

Les honoraires et tous les frais y afférents du médecin commis par l'Officier de l'état civil, sont à charge de la Commune dans laquelle le défunt est inscrit dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou, à défaut, dans laquelle le décès est survenu.

Article 55 :

Sur le vu de l'autorisation d'incinérer et de l'accord de l'établissement crématoire, l'Officier de l'état civil délivre le permis de transport à exhiber à l'arrivée du corps à l'établissement crématoire.

Ce permis de transport mentionne :

- la date de l'autorisation de crémation,
- la constatation par l'autorité communale, que la mise en bière a été effectuée dans les conditions prescrites,
- le lieu d'inhumation et l'autorisation d'inhumer les cendres ou les disperser,
- l'accord de l'établissement crématoire.

Article 56 (L1232-26 § 1) :

Les cendres des corps incinérés peuvent être recueillies dans des urnes qui sont, dans l'enceinte du cimetière :

1° soit inhumées à au moins 8 dm de profondeur en terrain non concédé, en terrain concédé ou dans une sépulture existante dont la concession a expiré ou dont l'état d'abandon a été constaté.

2° soit placées dans un columbarium.

Les cendres des corps incinérés peuvent être :

1° soit dispersées sur une parcelle du cimetière réservée à cet effet;

2° soit dispersées sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique.

Les cendres du défunt sont traitées avec respect et dignité et ne peuvent faire l'objet d'aucune activité commerciale, à l'exception des activités afférentes à la dispersion ou à l'inhumation des cendres ou à leur translation à l'endroit où elles seront conservées.

Article 57:

Si le défunt l'a spécifié par écrit ou à la demande des parents, s'il s'agit d'un mineur d'âge, ou, le cas échéant à la demande du tuteur, ou à défaut d'écrit du défunt, à la demande de la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles, les cendres des corps incinérés peuvent :

1° être dispersées à un endroit autre que le cimetière. Cette dispersion ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière. La dispersion des cendres se fait consécutivement à la crémation.

2° être inhumées à un endroit autre que le cimetière. Cette inhumation ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière. L'inhumation se fait consécutivement à la crémation;

3° être mises dans une urne à la disposition des proches pour être conservées à un endroit autre que le cimetière.

Lorsque le terrain sur lequel les cendres du défunt seront dispersées ou inhumées n'est pas sa propriété, une autorisation écrite du propriétaire du terrain préalable à la dispersion ou l'inhumation des cendres est requise.

En l'absence d'autorisation écrite préalable du propriétaire du terrain ou s'il est mis fin à la conservation des cendres à un endroit autre que le cimetière, les cendres sont transférées dans un cimetière pour y être inhumées, placées dans un columbarium ou dispersées.

La personne qui prend réception des cendres est responsable du respect de ces dispositions.

Article 58 (L.1232-26 § 3) :

Une partie symbolique des cendres du défunt peut être confiée, à leur demande, au conjoint, au cohabitant légal et aux parents ou alliés au premier degré. Ces cendres sont déposées dans un récipient fermé et transportées de manière digne et décente. Cette disposition n'est pas applicable aux fœtus.

TITRE IX - Signes indicatifs de sépulture

Article 59 (L1232-27) :

Sauf volonté contraire du défunt ou opposition de ses proches, toute personne a le droit de faire placer sur la tombe de son parent ou de son ami un signe indicatif de sépulture sans préjudice du droit du titulaire de la concession.

Article 60 (L1232-28) :

Lorsqu'il est mis fin à une concession de sépulture ou lorsque la demande de transfert n'a pas été introduite, les signes indicatifs de sépulture non enlevés ainsi que les constructions souterraines qui subsisteraient deviennent propriété de la commune.

Lorsque des terrains non concédés doivent être utilisés pour de nouvelles inhumations, un avis, affiché aux accès de ces terrains et à l'entrée du cimetière, informe les intéressés du délai pendant lequel ils peuvent enlever les signes indicatifs de sépulture; à l'expiration de ce délai ou de la prorogation décidée par le Collège communal, la commune devient propriétaire des matériaux.

Article 61 :

Le déplacement ou l'enlèvement des signes indicatifs de sépulture antérieurs à 1945 qui n'ont pas été repris à l'issue de la période d'affichage ou des signes indicatifs qui sont reconnus d'importance historique locale par le gestionnaire du cimetière quelque soit leur ancienneté fait l'objet d'une autorisation au Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle « Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie ».

Article 62 (Sépultures d'importance historique locale)

Le Collège communal établit une liste des sépultures d'importance historique locale qui peuvent être considérées comme des éléments du patrimoine immobilier.

Les sépultures d'importance historique locale sont conservées et entretenues par le gestionnaire public pendant 30 ans prorogables en cas de décès du titulaire et des bénéficiaires de la concession et en l'absence d'héritiers.

Article 63 : Stèles mémorielles

Les plaquettes commémoratives seront disposées sur une stèle mémorielle aux endroits prévus à cet effet à proximité des parcelles de dispersion et des ossuaires.

Elles respecteront les prescriptions suivantes :

- dimensions : 10x 5 cm
- inscription : nom-prénom-date de naissance-date de décès

TITRE X - Mesures de police générale

Article 64 :

L'entrée des cimetières est interdite aux jeunes enfants non accompagnés, aux personnes accompagnées de chiens ou d'autres animaux.

Article 65 :

Il est défendu de faire pénétrer des voitures dans le cimetière, ainsi que des vélos, des cyclomoteurs et des motocycles à l'exception des véhicules automobiles servant aux cortèges funèbres, au personnel d'entretien des cimetières et au personnel d'entretien et de création de monuments funéraires, tombes ou assimilées.

Article 66 :

Les parents sont civilement responsables des infractions commises par leurs enfants mineurs ; les maîtres et patrons, des infractions commises par leurs domestiques ou ouvriers.

Article 67 :

Tout travail de construction et terrassement est interdit dans les cimetières les dimanches, sauf autorisation contraire à conférer en cas d'urgence par le Bourgmestre ou son délégué (creusement de fosses, inhumations, placement de caveaux, placement de monuments funéraires, etc.). Cette interdiction ne s'applique pas à la pose de simples signes indicatifs de sépulture, ni au dépôt de couronnes, fleurs, médaillons,...

Article 68 :

La commune n'est pas responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles. Celles-ci éviteront de déposer sur les tombes des objets qui pourraient tenter la cupidité.

TITRE XI - Placement de caveaux et constructions de monuments funéraires dans les cimetières de l'entité

Article 69 :

Avant toute construction de monuments, caveaux, ainsi que plantations d'arbres ou arbustes sur fosse concédée, une demande écrite doit être adressée au Collège communal.

Article 70:

L'autorisation de construire un monument ou un caveau est subordonnée aux conditions suivantes que le Collège communal est chargé de rappeler dans l'autorisation :

- en aucun cas la construction de caveaux ne pourra dépasser les dimensions de la concession du demandeur à savoir : largeur : 1 m pour une cellule et 2 m pour deux cellules, longueur : alignement des tombes,
- la hauteur du monument ou des plantations est limitée à 1,50 m du socle en béton.

Article 71 :

Les concessionnaires, les constructeurs de caveaux ou monuments funéraires devront faire enlever sans délai les terres provenant des fouilles. Elles seront transportées en dehors des cimetières aux endroits désignés par le Collège communal.

Article 72 :

Le mortier, béton ou tout mélange quelconque nécessaire à la construction du monument se fera OBLIGATOIREMENT à l'endroit prévu pour cet usage, avec obligation de remise en état des lieux à la fin des travaux.

Article 73 :

Les alignements et emplacements des tombes sont indiqués aux entrepreneurs et aux concessionnaires par le chef des travaux.

Article 74 :

Les matériaux seront apportés au fur et à mesure des besoins. Ils seront déposés provisoirement à proximité des travaux, aux emplacements désignés par le responsable. Les pierres de taille, les dalles et les plaques devront être apportées à pied d'œuvre, prêtes à être placées immédiatement, elles ne pourront être retravaillées dans les cimetières.

Article 75 :

La construction de caveau doit être faite de façon telle qu'il soit possible de procéder aux inhumations sans toucher aux allées macadamisées ou aux fosses contiguës.

Article 76 :

Il ne peut être placé ou construit plus de trois cases-caveaux dans le sens de la hauteur et par place. Lorsque le demandeur est propriétaire de plusieurs places, il peut placer autant de cases-caveaux qu'il lui plaira dans le sens de la largeur.

Toutefois, toute place entamée par des placements ou constructions de caveau ne pourra servir qu'à placer des caveaux, il sera interdit d'y inhumer un corps en pleine terre.

Il est strictement interdit d'inhumer un corps sur un caveau. Il est strictement interdit de placer un caveau sur un corps sauf si la dernière inhumation remonte à plus de 30 ans.

Article 77 :

Les blindages, échafaudages et étançonnements devront être placés de manière à ne nuire, ni aux constructions, chemins, plantations, ni à la circulation. Ils seront suffisamment résistants pour ne présenter aucun danger soit pour les ouvriers, soit pour des tiers. Aucun dépôt, même momentané de terre, matériaux, outils, etc. n'est autorisé sur les tombes contiguës. Il est défendu de déplacer ou d'enlever, sous aucun prétexte, les signes funéraires existant aux abords de la construction. Les concessionnaires ou entrepreneurs prendront, sous leur entière responsabilité, les mesures nécessaires pour préserver les sépultures voisines.

Article 78 :

Immédiatement après l'achèvement des travaux, les concessionnaires ou les entrepreneurs devront débarrasser les chemins et les allées de tous les matériaux, décombres, déchets, etc. faire nettoyer les abords des monuments et remettre en état les lieux où les travaux ont été exécutés, ainsi que tous les ouvrages qui auraient souffert de cette exécution.

Article 79 :

Tout dégât ou dommage causé aux plantations, chemins ou tombes sera immédiatement constaté par le responsable des cimetières de manière à ce que l'administration et les familles puissent en poursuivre la réparation, sans préjudice de l'application des pénalités de droit.

Les concessionnaires et les entrepreneurs sont responsables de tout accident qui serait le résultat soit de l'exécution des travaux, d'un manque de précaution, négligence ou imprudence.

Article 80 :

En cas de contravention au présent règlement, la police locale dressera procès-verbal, fera immédiatement stopper les travaux et, sur l'ordre du Bourgmestre, ordonnera de rétablir les lieux dans leur pristin état.

Article 81 :

Lorsqu'une concession de sépulture est abandonnée au sens de l'article 11 de la loi du 20.07.1971, et notamment lorsque les monuments funéraires menacent ruine, l'autorité communale pourra recouvrer le terrain concédé, s'il apparaît comme certain qu'aucun ayant-droit ne peut revendiquer la conservation du terrain concédé.

TITRE XII - Mesure d'ordre concernant l'érection des monuments sur les caveaux et sur les concessions de pleine terre

Article 82:

Les demandes de placement de monuments sont à introduire et à retirer gratuitement au bureau population de l'Administration communale.

Après autorisation et début des travaux, les monuments doivent être placés dans l'alignement indiqué par l'autorité communale. Les croix verticales et autres signes sépulcraux doivent être établis solidement de manière à ne pas incliner par suite du tassement des terres et de ne pas s'écrouler lors du creusement des fosses. A ce dernier égard, ni la commune, ni le fossoyeur ne seront responsables des dégâts ou accident pouvant survenir. Toute responsabilité à provenir d'une mauvaise construction sera imputée à ceux qui l'ont fait ériger.

Article 83 :

Il est interdit au concessionnaire ou entrepreneur lors de travaux d'érection des monuments de mélanger du mortier, du béton, ou tout autre amalgame, dans les chemins et sentiers recouverts de tarmac.

L'enlèvement et la remise des dalles des monuments en cas d'inhumation seront à charge du concessionnaire qui, au préalable, se sera mis en rapport avec l'entreprise privée. L'Administration communale ne peut être tenue pour responsable des dégâts occasionnés aux dalles des monuments lors des inhumations.

Article 84:

Tout signe funéraire (monument, pierre sépulcrale, croix, etc.) qui menace ruine ou qui est dégradé doit être soit réparé, soit enlevé par les familles intéressées.

Après une mise en demeure restée sans suite, il est procédé d'office, aux frais des intéressés et sur l'ordre du Bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des objets détériorés.

En cas de démolition d'office des monuments, si les concessionnaires ou les ayants-droit ont disparu ou sont décédés ou s'ils ne réclament pas endéans l'année de la démolition, les matériaux qui en proviennent appartiennent à la commune.

Un avis de mise en demeure sera, comme la loi le prévoit, affiché à l'entrée du cimetière.

TITRE XIII – Morgue et caveaux d'attente.

Article 85

Doivent obligatoirement être déposés à la morgue communale, les corps des personnes :

- a. décédées d'une maladie contagieuse ou épidémique ;
- b. décédées inopinément sur la voie publique, dans un établissement ou un lieu public ;
- c. décédées de mort violente ou pour lesquelles il y a des signes ou indices de mort suspecte ou violente ;
- d. décédées et pour lesquelles les autorités judiciaires ordonnent une autopsie ;
- e. trouvées mortes sur le territoire de la commune et dont l'identité n'a pu être établie ;
- f. à transporter d'urgence sans mise en bière possible et non transportables à domicile ;
- g. exhumées et dans l'attente de leur ré-inhumation.

Article 86

Chaque cimetière dispose d'un caveau communal d'attente où pourront être déposés les restes mortels, sur demande de la famille du défunt ou de toute personne intéressée, moyennant l'autorisation préalable du Bourgmestre et après constatation du décès.

Le caveau d'attente est destiné à recevoir provisoirement :

- les restes mortels en attente d'inhumation dans une concession
- les restes mortels exhumés et en attente de ré-inhumation dans une concession. Dans ce cas, toutes les mesures d'hygiène prescrites par les dispositions légales et par le service des sépultures seront strictement observées par l'entrepreneur de pompes funèbres et les familles, aux frais de celles-ci
- les restes mortels en transit, à destination d'autres communes ou de l'étranger.
- Les restes mortels dont le transport est nécessaire en vue de la sauvegarde de la salubrité publique.

Article 87

Préalablement au placement de la dépouille dans le caveau d'attente, la famille ou la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles doit :

- acquitter la redevance fixée par le Conseil Communal, couvrant une période de deux mois
- s'engager à acquérir, dans un délai de deux mois, une concession de sépulture

Article 88

Le séjour des restes mortels en caveau d'attente ne peut dépasser deux mois, sauf autorisation du Bourgmestre ou de son délégué.

Aucun signe indicatif de sépulture ne peut être placé sur le caveau communal d'attente.

Article 89

L'accès à la morgue ou aux caveaux d'attente n'est permis qu'aux membres de la famille ou à la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles, et ce, en accord avec les autorités communales.

Vu le caractère dramatique, en cas de dépôt d'un corps la nuit, les membres de la famille du défunt pourront demander à accéder à la morgue afin de s'y recueillir.

L'accès à la morgue et aux caveaux communaux d'attente peut être interdit par le Bourgmestre lorsque la sécurité, la tranquillité ou l'hygiène publique l'exigent.

Article 90

A l'issue du délai prévu à l'article 15, et sauf dérogation accordée en vertu du même article, le service des sépultures fait procéder à l'inhumation d'office, dans une parcelle par lui désignée et à un moment de son choix, après que le cercueil ait été rendu conforme aux dispositions du présent règlement aux frais de la famille.

Article 91

Si, en raison de conditions météorologiques ou d'autres cas de force majeure, il n'est pas possible de procéder aux inhumations, les corps pourront être placés provisoirement en caveau d'attente

TITRE XIII - Règlement sur les concessions de sépulture

Article 92 :

Le Conseil communal délègue au Collège communal l'octroi des concessions de sépulture temporaires d'une durée de 30 ans

Concessions :

- a) destinées aux inhumations en pleine terre ou à la construction de caveaux en vue d'inhumation,
- b) destinées aux cendres cinéraires inhumées en pleine terre
- c) à titre gratuit pour une durée de 10 ans, le corps des personnes indigentes domiciliées dans la commune. Un signe distinctif pourra y être placé.

Les emplacements ou loges du columbarium sont accordés également pour une durée de 30 ans.

L'épandage des cendres cinéraires ne pourra se faire que sur la parcelle désignée à cet effet.

Le prix des concessions fait l'objet d'un tarif déterminé par le Conseil communal.

Toute personne ayant été domiciliée à Gedinne et qui pour des raisons personnelles, de santé ou vieillesse, se trouve dans l'obligation d'être hébergée dans une maison de repos ou auprès de sa famille en dehors du territoire de Gedinne, peut, à sa demande, être inhumée dans la concession familiale.

Article 93

La demande de concession de sépulture comporte l'engagement de se conformer aux dispositions réglementaires existantes, ainsi qu'aux modifications qui pourraient y être apportées.

Article 94

Le chef des travaux détermine les terrains à concéder.

Article 95

L'Administration communale, à la demande des familles, vend et rédige une fiche lors du choix d'une concession. Elle donne aux familles tous les renseignements nécessaires quant à leurs droits et devoirs et leur remet, lors de l'achat, un document résumant leurs droits et propriété, extrait du présent règlement concernant les concessions et sépultures. Elle acte la vente au plan. Le chef des travaux détermine le tracé sur les lieux et, après achèvement des travaux, vérifie si le terrain occupé n'excède pas les dimensions mentionnées dans l'acte de concession.

Article 96:

Dans les concessions de sépulture pour l'inhumation en pleine terre vendues pour un terme de 30 ans, la superposition des corps est autorisée tout en se conformant au Code de la démocratie locale et de la décentralisation concernant la profondeur des fosses. Il en est de même en cas d'inhumation de morts nés ou d'un membre ainsi que l'inhumation d'urnes cinéraires.

Article 97

L'entretien des sépultures sur terrain concédé incombe aux intéressés. Le défaut d'entretien, qui constitue l'état d'abandon, est constaté lorsque, d'une façon permanente, la sépulture est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée ou en ruine et également lorsque la tombe est dépourvue des signes indicatifs de sépulture exigés par le règlement des cimetières. A défaut de remise en état de la sépulture déclarée abandonnée, elle revient au gestionnaire du cimetière qui peut à nouveau en disposer.

L'état d'abandon est constaté par un acte du Bourgmestre ou de son délégué, affiché pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière, soit deux fêtes de la Toussaint. Après expiration de ce délai et à défaut de remise en état, le Conseil communal peut mettre fin au droit à la concession.

TITRE XIV – Redevances et taxes

Article 98

Le principe des tarifs du présent règlement est fixé par un règlement-redevance arrêté par le Conseil communal.

Article 99

Toute personne qui introduit une demande de concession de terrain ou de cellule de columbarium ou tout concessionnaire qui souhaite modifier les termes de son contrat sera soumis au paiement de la redevance.

Article 100

Lorsqu'une personne décède en dehors du territoire de la commune et qu'elle n'y est pas domiciliée, la famille est soumise à la taxe relative à l'inhumation, au dépôt de l'urne ou à la dispersion des cendres, prévue par le règlement arrêté par le Conseil communal, sauf s'il est présenté un contrat de concession.

TITRE XIV - Dispositions finales

Article 101

Les contrevenants aux dispositions du présent règlement pourront être punis de peines de police.

En séance du 28 décembre 2011.
Pour extrait conforme,

Par le Conseil,

La Secrétaire communale,
s) Ginette Brichet.

Le Bourgmestre,
s) Vincent Massinon

Pour expédition conforme,

La Secrétaire communale,
Ginette Brichet.

Le Bourgmestre,
Vincent Massinon

16/25

PROVINCE
de
NAMUR

**Du registre aux délibérations du CONSEIL COMMUNAL de cette Commune, a été
extrait ce qui suit :**

ARRONDISSEMENT
de
DINANT

SEANCE DU 12/03/2012

COMMUNE
de
HAVELANGE

PRESENTS : MM COLLINGE Michel, Bourgmestre-Président ;
BEAUVOIS Louis, LECOMTE Henri, MAILLEUX Christine, Echevins ;
GATHY Jean, POLET Jean-Marie, DELORME Florent, COLLARD Rolande,
DELLIEU Renaud, NIZET Paulette, TATON Bénédicte, GIGOT André-Marie,
DUCHESNE Annick., LIBERT Marc et FOSSION Alfred ; Conseillers Communaux ;
MANDERSCHIED F., Secrétaire Communale ;

Le Conseil Communal, en séance publique,

Objet : Consommation d'alcool sur la voie publique – Règlement – Approbation

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 119, alinéa 1^{er}, 119 bis et
135 § 2 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L
1122-30 ;

Vu l'Arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse visant à
prévenir les troubles que peut causer, dans les lieux publics, une personne en état d'ivresse
manifeste, c'est-à-dire, selon la définition de la Cour de Cassation, sous l'influence de la
boisson au point de n'avoir plus le contrôle permanent de ses actes, sans avoir perdu
nécessairement la conscience de ceux – ci ;

Considérant que même en l'absence d'un tel état d'ivresse qui n'est pas toujours
facile à apprécier, la consommation de boissons alcoolisées, est susceptible d'entraîner des
comportements troublant la tranquillité et la propreté publiques (cris, jets de bouteilles, de
verres, ... sur la voie publique et également dans les propriétés privées) et qu'à été
constatée la présence de personnes majeures et mineures en état d'ivresse sur la voie
publique, état ayant nécessité l'intervention des services sociaux ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants d'une
bonne police, notamment de la sûreté et de la propreté dans les espaces publics (rues, lieux
et édifices publics) et qu'il y a lieu pour l'application de cette ordonnance d'entendre par
espace public : la voirie (en ce qui compris ses accessoires : accotements, trottoirs, talus,
...), les parcs et jardins publics, les aires de parking, les plaines de jeux, les bois et sentiers
publics, les cours d'eau, les terrains publics non bâtis ainsi que tout lieu tel que défini ci-
avant sur assiette privée mais dont la destination est publique ;

DECIDE, par 14 voix pour et 1 abstention (Monsieur Marc LIBERT)

Article 1^{er} :

il est interdit de consommer, de vendre et de distribuer des boissons alcoolisées dans les espaces publics.

Article 2 :

Cette interdiction ne s'applique pas pour la consommation d'alcool sur les terrasses dûment autorisées ni lors de manifestations commerciales, festives ou sportives dûment autorisées par l'autorité communale ;

le Bourgmestre peut accorder des dérogations motivées à cette interdiction et les assortir de toute condition qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances.

Article 3 :

Il est interdit d'abandonner des bouteilles, canettes et autres objets, déchets ou débris sur la voie publique.

Article 4 :

Le Bourgmestre peut prendre toute mesure de Police administrative susceptible de faire respecter les interdictions formulées aux articles 1 et 3 de la présente ordonnance.

Article 5 :

Les infractions à la présente ordonnance sont punies de peine de Police.

Article 6 :

Le présent règlement sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et mentionné au registre des délibérations suivant l'article L1133-2 dudit Code.

Article 7 :

Le règlement entre en vigueur dès sa publication, soit le 1^{er} avril 2012.

Article 8 :

Expédition du présent règlement sera transmis au Greffe du Tribunal de Première Instance de Dinant, au Greffe du Tribunal de Police de Dinant et à Monsieur le Commissaire – Divisionnaire de la Zone de Police Condroz-Famenne

Indicateur: 050 op.5	Entré le: 22/03/2012	Délat:
Nature:	Agent traitant:	
Mots clef: Règlements		

RECUEIL	2 MAR 2012	COPIE
	2012/006/12	SERVICES
	0006 DIRECTO	MAIR

PAR LE CONSEIL

La Secrétaire,
(s) F. MANDERSCHIED

le Président,
(s) M. COLLINGE

POUR EXTRAIT CONFORME

La Secrétaire Communale.,

Le Bourgmestre,

F. MANDERSCHIED

M. COLLINGE

12/26

PROVINCE
de
NAMUR

**Du registre aux délibérations du CONSEIL COMMUNAL de cette Commune, a été
extrait ce qui suit :**

ARRONDISSEMENT
de
DINANT

SEANCE DU 12/03/2012

COMMUNE
de
HAVELANGE

PRESENTS : MM COLLINGE Michel, Bourgmestre-Président ;
BEAUVOIS Louis, LECOMTE Henri, MAILLEUX Christine, Echevins ;
GATHY Jean, POLET Jean-Marie, DELORME Florent, COLLARD Rolande,
DELLIEU Renaud, NIZET Paulette, TATON Bénédicte, GIGOT André-Marie,
DUCHESNE Annick., LIBERT Marc et FOSSION Alfred : Conseillers Communaux ;
MANDERSCHIED F., Secrétaire Communale.

Le Conseil Communal,

Objet : charte de Bien Vivre Ensemble - Règlement général de police harmonisé.

Vu la décision du Conseil communal du 25/10/2010 adoptant le RGP harmonisé notamment en fonction du Décret « déchets » ;

Considérant qu'il y a lieu, depuis lors, de prévoir des adaptations au règlement général de police (RGP) portant sur :

- Adaptation de la section 2 du chapitre IV (De la tranquillité publique – Lutte contre le bruit) - Titre I - par l'insertion d'un article 36 bis sur la consommation d'alcool sur la voie publique (voir règlement CC de ce même ordre du jour – point 10) ;
- Adaptation de la section 1 du chapitre VI (Des animaux) – Titre II - par l'insertion d'un article 150bis libellé comme suit : « Il est interdit, sauf autorisations spéciales délivrées par l'autorité communale et à présenter à toute demande, dans tous lieux privés d'attirer, d'entretenir et/ou de contribuer à la fixation d'animaux errants tels que les chats, chiens, pigeons ou autres oiseaux. » ;
- Adaptation du chapitre IV (De la conservation de la nature) – Titre II – par l'insertion d'un paragraphe supplémentaire à l'article 243 relatif au règlement en vue d'endiguer certaines plantes invasives (décision du Conseil communal de Havelange du 07/02/2011) ;

DECIDE, à l'unanimité

D'approuver le règlement général de police harmonisé sur base des modifications apportées ;

Le présent règlement sera soumis à tutelle spéciale d'approbation et à tutelle générale

PAR LE CONSEIL

La Secrétaire,
(s) F. MANDERSCHIED

le Président,
(s) M. COLLINGE

POUR EXTRAIT CONFORME

La Secrétaire Communale,
F. MANDERSCHIED

Le Bourgmestre,
M. COLLINGE

Indice de la délibération	0520005
Année	2012
Mois	03
Jour	12
Commune	Havelange
Titre	Règlements

RECEU
2 MAR 2012
2012/00613
SERVICE PUBLIC DE WAJONGNE F805 - DIRECTION DE NAMUR

Charte de Bien Vivre Ensemble
Règlement général de police harmonisé,
adopté par le Conseil communal de Havelange le
12 mars 2012

TITRE I Les infractions communales passibles de sanctions administratives
--

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en particulier les articles L1122-30, L1122-32 et L1122-33 ;

Vu l'article 119 bis de la Nouvelle Loi communale;

Chapitre I - Dispositions générales

Article 1 .

Pour l'application du présent règlement, la voie publique est la partie du territoire communal affectée en ordre principal à la circulation des personnes et/ou des véhicules et accessibles à tous dans les limites prévues par les lois, par les arrêtés et par les règlements. Elle s'étend en outre, dans les mêmes limites légales et réglementaires aux installations destinées au transport et à la distribution de matières d'énergie et de signaux.

Elle comporte entre autres :

- a) les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs;
- b) les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés;
- c) les installations de transport et de distribution.
- d) les parcs, bois, forêts, cours d'eau, plaines et aires de jeu.

Article 2 .

§ 1. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité des communes de Ciney, Hamois, Havelange, Somme-Leuze.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le Collège communal lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement, conformément à la procédure prévue à l'article L1122-33 § 2 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Cette suspension ou ce retrait se fera sans qu'il soit dû par la commune une quelconque indemnité.

§ 2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

La Commune de HAVELANGE n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§ 3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question avec tous les autres documents requis (assurance en responsabilité civile,...) ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours, avec tous les autres documents requis (assurance en responsabilité civile,...).

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police.

Article 3 .

Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.

Les propriétaires, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le Bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défailants, lesquels seront tenus solidairement des frais.

Article 4 .

La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

La commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

Article 5 .

§1^{er} Toute personne se trouvant sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des fonctionnaires de police en vue de :

- faire respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements;
- maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publique ;
- faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police y est entré sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

§2 Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 euros quiconque contrevient aux dispositions du présent article.

Article 6 .

Lorsqu'une demande d'autorisation est introduite en dehors des délais prescrits par le présent règlement, la recevabilité de celle-ci sera appréciée en fonction de la pertinence du motif invoqué pour justifier le retard.

Chapitre II - De la propreté et de la salubrité publiques

Section 1. Propreté de l'espace public

Article 7 .

§1^{er} *Indépendamment des articles 223, 224 et 233 du RGP*, il est interdit de souiller de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise :

- tout espace ou objet d'utilité publique tel que voies publiques, places, ruelles, sentiers, trottoirs, **RAVEL**, filets d'eau, accotements, abris-bus, etc... ;
- tout endroit de l'espace public ;
- les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public ;
- les façades jouxtant le domaine public.

§2 Quiconque a enfreint les dispositions visées ci-dessus doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi il y sera pourvu par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 8 .

§1^{er} Sauf autorisation préalable du Collège communal, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur les chaussées et trottoirs de l'espace public.

Le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

§2 *Indépendamment des articles 219 à 228 du RGP*, sont interdits les dépôts ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices en dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement.

§3 Est interdit le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou de porter atteinte à la propreté publique.

Article 9 .

Indépendamment de l'article 229 relatif à la propreté des abords immédiats des commerces vendant des marchandises destinées à être consommées sur place, les commerçants ambulants et maraîchers participant aux marchés publics et/ou marchés du terroir veilleront à respecter les dispositions des règlements communaux particuliers qui leurs sont applicables.

De même, il est interdit à la clientèle des surfaces de distribution d'abandonner les caddies sur la voie publique, et plus généralement en dehors des limites de ces centres commerciaux. Les exploitants sont tenus de prendre toutes les mesures propres à garantir le respect de la présente disposition.

Article 10 .

Il est interdit de souiller, dégrader, abîmer, détruire, de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tout monument et édifice publics ou privés établis sur l'espace publique.

Article 11 .

Les terres provenant du trop-plein des caveaux et des fosses ne pourront jamais être déposées dans le cimetière ni dans les environs de ce dernier.

Elles devront être transportées au loin par les intéressés.

Il est défendu d'introduire dans le cimetière aucune espèce de véhicules ou d'animaux, sans l'autorisation du Collège communal.

Article 12 .

Il est interdit d'uriner ou de déféquer sur l'espace public ainsi que dans les lieux et parcs publics, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet. Il en est de même contre ou dans les propriétés riveraines bâties. Il est interdit de cracher en tout lieu accessible au public.

Article 13 .

Il est interdit de déposer, d'épandre, de laisser s'écouler ou de transporter des matières incommodes ou nuisibles lorsqu'il existe un risque de porter atteinte à la salubrité publique.

Article 14 .

§1^{er} Il ne peut être établi aucun dépôt de cendres ou matières destinées à l'amendement des sols, pulpes de betterave, fientes de volaille, déchets urbains ou autres détritiques ou résidus de nature à répandre une odeur désagréable, si ce n'est à une distance minimum de 10 mètres des rues, chemins et 100 mètres des places et habitations.

Toutefois, les dépôts existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement peuvent être maintenus, pour autant qu'ils aient été, si nécessaire, autorisés en vertu du Règlement général sur la protection du travail.

§2 Nonobstant les réglementations en vigueur en la matière, notamment le code des bonnes pratiques agricoles, dans tous les cas, le délai maximum d'enfouissement ne pourra excéder 24 heures.

Article 15 .

Il est interdit d'établir des fosses et des dépôts de fumier (en grand) le long de la voie publique à moins de 10 mètres de celle-ci et 100 mètres des habitations.

Article 16 .

Les écoulements de purin, ceux de fosses et dépôts de fumier, des silos à pulpes de betteraves ou à fourrages verts quelconques sur la voie publique sont formellement interdits.

Le curage desdites fosses doit être effectué chaque fois que nécessaire par le propriétaire de l'immeuble et/ou son occupant et/ou son gardien en vertu d'un mandat.

Section 2. Entretien des trottoirs, accotements et des propriétés

Article 17 .

§1er Les trottoirs, filets d'eau et accotements des immeubles habités ou non, bâtis ou non, doivent être entretenus et maintenus en bon état de propreté. Ces obligations incombent :

- pour les immeubles habités : aux propriétaires ou aux copropriétaires de l'immeuble ou aux personnes chargées de l'entretien régulier des lieux ;
- pour les immeubles non affectés à l'habitation : à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble ou aux concierges, portiers, gardiens ou aux personnes chargées de l'entretien régulier des lieux ;
- pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis : à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble ou aux locataires, à l'exception des zones non habitées.

Ces obligations comprennent entre autres l'enlèvement des mauvaises herbes et plantes.

§2 Par temps de gel, il est interdit de déverser ou de laisser s'écouler sciemment de l'eau sur la voie publique.

§3 En cas de chute de neige ou de formation de verglas, tout riverain d'une voie publique est tenu de veiller à ce que, devant la propriété qu'il occupe, un espace suffisant pour le passage des piétons soit, sans délai, déblayé et rendu non glissant. Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles et qui surplombent la voie publique doivent être enlevées dès qu'elles présentent un danger pour les passants. La neige et les glaçons évacués ne peuvent constituer une gêne ou un danger pour les usagers de la voie publique.

Ces obligations incombent aux mêmes personnes que celles reprises à l'article 17§1.

§4 Sans préjudice du §3, les trottoirs, filets d'eau et accotements ne peuvent être nettoyés qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique.

Le trottoir s'entend de l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons.

L'accotement s'entend de l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.

Article 18 .

§1er Le bon état des terrains non bâtis ainsi que des parties non bâties des propriétés, doit être assuré en tout temps, ce qui comporte le soin de veiller à ce que la végétation qui y pousse ne menace pas la propreté ni la sécurité publique.

De même, tout terrain, situé en zone d'habitat, en zone d'habitat à caractère rural et en zone de loisirs, doit être entretenu de manière à ne pouvoir nuire en rien de quelque façon aux propriétés voisines par la présence et la prolifération d'orties, de chardons, de ronces et plus généralement de mauvaises herbes, mais aussi de déchets, détritiques de toute sortes tels que sacs poubelles, conteneurs ou autres

objets susceptibles de nuire à la qualité de l'environnement ou d'incommoder le voisinage.

Cette végétation, y compris orties, chardons, ronces et plus généralement les mauvaises herbes, doit être fauchée au minimum deux fois par an, dont une fois avant le premier juillet ; de façon, plus générale, les propriétaires, locataires, usufruitiers de terrains visés aux deux alinéas précédents, sont tenus de les entretenir au minimum deux fois par an, dont une fois avant le premier juillet.

§2 Nonobstant, l'amende administrative qui pourrait être infligée, au cas où ces travaux d'entretien ne seraient pas réalisés selon les modalités prévues par le présent règlement, le Bourgmestre pourra, après un premier avertissement et audition de l'intéressé, les faire exécuter aux frais du propriétaire du terrain. Les frais exposés seront remboursés par le propriétaire sur simple présentation d'un état de frais.

Article 19 .

Tout propriétaire d'un immeuble, bâti ou non, est tenu d'obtempérer à l'ordre du Bourgmestre de clôturer cet immeuble ou de lui appliquer des mesures d'entretien et d'assainissement dans le but de préserver la propreté, la salubrité, la sûreté ou la tranquillité publiques.

Nonobstant, l'amende administrative qui pourrait être infligée, au cas où ces travaux d'entretien ne seraient pas réalisés selon les modalités prévues par le présent règlement, le Bourgmestre pourra, après un premier avertissement et audition, les faire exécuter aux frais du propriétaire du terrain. Les frais exposés seront remboursés par le propriétaire sur simple présentation d'un état de frais.

Section 3. Evacuation de certains déchets

Article 20 .

L'utilisation de conteneurs déposés sur le domaine public par l'administration communale ou avec l'accord de celle-ci est strictement réservée aux personnes et objets que l'autorité a déterminés. L'autorisation de placer un container sur l'espace public est donnée par le Collège communal. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices que ceux autorisés.

Article 21 .

§1^{er} Sur l'ensemble du territoire de la commune, il est interdit de procéder ou faire procéder à l'une des quelconques opérations suivantes :

- rassembler ou stocker de façon non conforme au règlement particulier tout déchet autre que des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés.
- incinérer les déchets ménagers et déchets ménagers assimilés, que ce soit en plein air ou dans des bâtiments, des ateliers ou des locaux, en utilisant ou non des appareils tels que poêles, feux ouverts, brûle-tout ou autres appareils et procédés similaires, et ce sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail.
- présenter à la collecte tout objet susceptible de provoquer des accidents engendrant des dégâts corporels (blessures ou contaminations) ou matériels au dépend du service de collecte ou de tout tiers.
- présenter notamment en collecte en porte-à-porte les objets suivants :
 - o les pneus de voiture

- les déchets inertes
 - les bouteilles de gaz ou autres objets explosifs
 - les câbles et chaînes, ficelles en grandes quantités
 - les cadavres d'animaux
 - les matières inflammables
 - les eaux usées et déchets liquides
 - les pièces lourdes et massives ou qui, par leur encombrement, risqueraient d'abîmer ou de détériorer le véhicule de collecte.
- déposer dans les poubelles publiques des déchets autres que ceux dont les usagers de la voie publique de passage sont amenés à se débarrasser.
 - repousser sur la voie publique, ses accotements et dans les bouches d'égouts des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés ainsi que tout produit ou objet tel que huile, graisse ou dérivé de pétrole qui peut gêner ou rendre dangereuse la circulation ou obstruer ces équipements.
 - brûler les déchets de plastiques agricoles, les déposer ou les abandonner sur un terrain public ou privé.
 - est toutefois autorisée, l'incinération des déchets végétaux provenant de l'entretien des jardins pour autant que le feu soit surveillé et distant d'au moins 100 m de toute habitation ou d'un bois.

§2 Quiconque dépose, sur la voie publique ou à proximité de celle-ci, des déchets destinés à être enlevés par les services de nettoyage, est tenu de les rassembler dans un récipient obturé de façon à ce qu'ils ne puissent pas souiller la voie publique. Il est interdit de fouiller dans les récipients contenant les déchets.

Article 22 .

§1^{er} Les personnes physiques ou morales ayant conclu une convention avec une société pour l'enlèvement de leurs immondices autres que ménagères doivent indiquer dans cette convention les jours et heures d'enlèvement. Elles veilleront également à ce que les sacs ou récipients contenant ces immondices ne puissent être la source de nuisances ni de souillures, et qu'ils ne puissent attirer les animaux.

§2 Lorsque la collecte des immondices ménagères, par le biais de sacs ou récipients, a lieu le matin, les sacs ou récipients seront déposés la veille de la collecte après 18 heures ou le jour même de la collecte, avant le passage du camion.

§3 Après en avoir informé les habitants, l'administration communale peut modifier les heures de dépôt des sacs ou récipients pour immondices prévues au paragraphe 2 lorsque celles-ci ne correspondent pas avec les impératifs tirés de la sécurité, de la tranquillité ou de la santé publique.

§4 Les riverains doivent déposer les récipients et sacs devant l'immeuble qu'ils occupent, en respectant l'alignement des propriétés de telle façon que ceux-ci ne gênent pas la circulation et soient parfaitement visibles de la rue. Les habitants des ruelles et impasses doivent les déposer à front de la voie publique la plus proche permettant le passage des véhicules collectant les ordures ménagères.

§5 Il est interdit de placer dans ces récipients et sacs autre chose que des déchets et, notamment tout objet susceptible de blesser ou contaminer le personnel chargé de l'enlèvement des immondices. Le poids des sacs ne dépassera pas vingt-cinq kilos. Il est interdit de fouiller dans les récipients contenant des déchets, de les déplacer, de les détériorer sciemment ou de les vider entièrement ou partiellement sur la voie publique.

§6 Toute personne qui fera charger ou décharger devant son immeuble et sur la voie publique des combustibles, marchandises, matériaux ou autres objets, est tenue de nettoyer ou de faire nettoyer parfaitement après évacuation immédiate, la partie de la voie publique où seraient restés des résidus provenant de ceux-ci.

§7 Les récipients et sacs contenant des déchets qui, pour toute raison, n'ont pas été collectés par le service d'enlèvement doivent être rentrés au plus tard en début la soirée du jour d'enlèvement.

Section 4. De l'utilisation des bulles à verre et des parcs à conteneurs

Article 23 .

Le dépôt de verre aux « bulles à verre » est interdit entre 22.00 heures et 07.00 heures le matin.

Article 24 .

§1^{er} L'accès et l'utilisation du parc à conteneurs sont soumis au respect des obligations et interdictions définies par le gestionnaire.

§2 Les utilisateurs des parcs à conteneurs ne peuvent :

- déposer des déchets devant la porte d'entrée ou aux abords des parcs à conteneurs. Cette pratique est assimilée à un dépôt sauvage ;
- faire du feu aux abords des parcs à conteneurs ;
- endommager de quelque manière que ce soit, la clôture, les conteneurs, les bâtiments, les plantations ou l'équipement. La réparation des dégâts est à charge de l'utilisateur du parc à conteneur qui a occasionné les dégâts.

Section 5. Entretien et nettoyage des véhicules- abandon de véhicules

Article 25 .

§1^{er} Il est interdit de procéder sur l'espace public à des travaux d'entretien, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défektivité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

§2. Indépendamment de l'article 226 du RGP, il est interdit de garder, de stationner sur l'espace public ou sur un espace privé visible de l'espace public, immatriculés ou non, des véhicules automobiles ou autres, carcasses de véhicules, véhicules accidentés, remorques, remorques de camping, caravanes, remorques de chantier, véhicules hors d'état de circuler ou autres, qui sont soit notoirement hors d'état de marche, soit affectés à un autre usage que le transport de choses ou de personnes, qu'ils soient recouverts ou non d'une bâche ou de tout autre moyen similaire de couverture.

Les véhicules ou autres en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police dans un délai de huit jours, faute de quoi il sera procédé d'office à l'enlèvement desdits véhicules se trouvant sur l'espace public aux frais, risques et périls du contrevenant.

Lorsqu'en application de dispositions légales ou réglementaires, l'autorité compétente procède à l'enlèvement de véhicules, elle peut procéder à l'entreposage de ces véhicules en un endroit qu'elle désigne.

§3. Sauf autorisation expresse de l'autorité communale, il est interdit de stationner sur l'espace public:

- pendant plus de huit heures pour les véhicules dont la masse est supérieure à 7,5 tonnes,
- pendant plus de trois heures pour les véhicules publicitaires.

§4. Le lavage des véhicules, à l'exception de ceux servant au transport de marchandises ou au transport de personnes en commun, rémunéré ou non, est autorisé sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité; il ne pourra en aucun cas être effectué entre 22.00 heures et 07.00 heures.

Les travaux de lavage ou de nettoyage ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble occupé par le propriétaire du véhicule ou devant son garage. Le lavage des véhicules à proximité des cours d'eau et des réservoirs d'eau (captage) est strictement interdit.

Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations de réparation ou de lavage de véhicules doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

§5. En dehors des opérations d'enlèvement et/ou de livraison, l'autorité communale peut décider que le stationnement des véhicules de plus de 7,5 tonnes et/ou partie de ces véhicules (cabine, tracteur ou remorque) est interdit sur l'ensemble du territoire de la commune.

A cette fin, la commune peut mettre à la disposition des conducteurs un parking camions accessible 24h/24 aux conditions qu'elle détermine via un règlement d'ordre intérieur. C'est le cas pour la commune de Ciney depuis le 01/01/2010.

Cette disposition n'est pas applicable aux aires de parking situées sur terrain privé ou le long de la E411 ou de la N4 et qui se trouvent sur le territoire de la commune.

Section 6. Feu et fumées

Article 26 .

§1^{er} Il est interdit d'incommoder de manière intempestive le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques, ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature.

§ 2 *En complément des articles 214 et 215 du présent règlement, les opérations de combustion ne sont autorisées qu'à la condition que la fumée ainsi provoquée n'entrave pas la circulation sur la voie publique. Les feux peuvent être allumés de 8.00 heures à 20.00 heures. Les feux sont interdits le dimanche et les jours fériés légaux. Ces jours sont exclusivement le 1^{er} jour de l'An , Pâques, et lundi de Pâques, 1^{er} mai, Ascension, Pentecôte, 21 juillet, 15 août, 01 et 11 novembre et 25 décembre.*

§3 Les « grands feux » organisés lors de festivités seront soumis à autorisation stricte de l'autorité communale et sous certaines conditions.

§4 Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, les barbecues sont autorisés dans les jardins privés ainsi que dans les endroits publics prévus à cet effet.

Section 7. Logement et campements

Article 27 .

Sauf autorisation du Collège communal et hormis le cas de force majeure et ce qui est prévu à l'article suivant, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de l'espace public, de loger, de camper, de quelque manière que ce soit, et notamment sous tente, dans un véhicule, une caravane, motor-home ou tout autre véhicule aménagé.

Sauf autorisation du Collège communal, il est également interdit sur un terrain privé d'utiliser comme moyen de logement des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes ou motor-homes, roulottes pendant plus de 24 heures consécutives.

Le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Article 28 .

§1^{er} Sauf cas de force majeure ou autorisation préalable et écrite du Bourgmestre :

- Les nomades ne peuvent stationner avec des demeures ambulantes, roulottes, caravanes, etc. ... pendant plus de 24 heures sur le territoire de la Commune.
- Les campeurs, habitants de roulottes, caravanes, etc. ... ne peuvent stationner sur les terrains du domaine public de la commune, sauf ceux spécialement aménagés à cet effet. Néanmoins, même dans ce cas, le Bourgmestre peut ordonner le départ de ceux d'entre eux qui mettent en danger la salubrité et/ou la sécurité publique ou qui, par leur comportement, sont une source de dérangements pour la population.
- Tout groupe ou toute famille de nomades ou campeurs qui s'installe est tenu d'en informer la police dès son arrivée.

- Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque les nomades ou campeurs stationnent sur un terrain spécialement aménagé par la Commune à leur intention. Dans ce cas, les utilisateurs doivent se conformer au règlement particulier qui en régit l'utilisation (avec dépôt éventuel d'une caution). Le Bourgmestre peut ordonner que ceux d'entre eux qui mettent en danger la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique, soient tenus de quitter immédiatement les lieux.

§2 La police a en tout temps accès aux terrains sur lesquels les roulottes sont autorisées de stationner. En cas d'infraction aux conditions imposées dans l'autorisation et indépendamment des peines prévues dans le présent règlement, le Bourgmestre peut décider de l'expulsion des contrevenants.

Section 8. Lutte contre les animaux nuisibles

Article 29 .

Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public et dans les lieux publics tels que parcs et jardins, toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons, à l'exception des aliments destinés aux oiseaux en temps de gel.

Les propriétaires, gérants ou locataires d'immeubles doivent procéder, de manière permanente, à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, ainsi que faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés.

Section 9. Affichages

Article 30 .

§1. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, il est interdit d'apposer ou de faire apposer des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques, des tracts et des « papillons » sur la voie publique et sur les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments, abris voyageurs ou autres objets qui la bordent sans autorisation, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées par l'autorité compétente dans l'acte d'autorisation.

L'autorité compétente pourra prononcer la suspension ou le retrait de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

§2 Il est également interdit d'apposer ou de faire apposer des affiches, reproductions picturales et photographiques, tracts ou des autocollants sur des biens privés, qui bordent ou qui sont à proximité immédiate de l'espace public, sans autorisation préalable et écrite du Bourgmestre et sans l'accord préalable et écrit du propriétaire ou de celui qui en a la jouissance, qui sera obligatoirement repris dans l'acte d'autorisation.

§3. Cependant, sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires relative à la matière et moyennant l'autorisation préalable et écrite du Collège communal sollicitée un mois à l'avance, les panneaux annonçant des manifestations occasionnelles et temporaires d'ordre culturel, charitable, religieux, sportif ou récréatif, à l'exclusion de toute publicité commerciale, pourront être installés dans le respect strict des conditions imposées. L'accord écrit, spécifiant les modalités et réserves éventuellement émises, du gestionnaire de la voirie concernée ou du

propriétaire du terrain ou de l'immeuble sur lequel le panneau publicitaire est implanté ou fixé sera joint à la demande d'autorisation.

§4. Les paragraphes 1^{er} et 2 jouent également pour les affiches à caractère électoral.

§5 Pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2, l'autorisation préalable doit être sollicitée un mois à l'avance.

§6. De plus, nonobstant l'application de la sanction administrative, les affiches, panneaux, reproductions picturales et photographiques, tracts ou des autocollants apposés en contravention au présent règlement devront être enlevés à la première réquisition de la police faute de quoi, le Bourgmestre fera procéder d'office, aux frais, risques et périls du contrevenant, à leur enlèvement

§7 On ne peut, sans autorisation préalable demandée quinze jours à l'avance au Bourgmestre, circuler et stationner sur la voie publique dans un but de publicité avec des voitures, brouettes, tables ou tout autre objet de nature à gêner la circulation ou à mettre en péril la sécurité ou la commodité du passage.

§8 Le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation visée aux paragraphes 2 et 3, si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

30bis

*Conformément à l'article 1716 du Code Civil, toute mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large implique, dans toute communication publique ou officielle, que figure notamment le montant du loyer demandé et des charges communes.
Tout non-respect par le bailleur ou son mandataire de la présente obligation pourra justifier le paiement d'une amende administrative.*

Chapitre III - De la sécurité publique et de la commodité du passage

Section 1. Attroupements, manifestations, cortèges et bals

Article 31 .

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à encombrer la voie publique, à diminuer la liberté ou la sécurité du passage, de provoquer du désordre ou de troubler la paix ou la sécurité des habitants.

Article 32 .

§1^{er} Tout rassemblement en plein air avec ou sans chapiteau, tels que les manifestations, bals, soirées dansantes, fêtes, cortèges, spectacles et exhibitions, de quelque nature que ce soit (privé ou publique), sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, sont subordonnés à l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit, sur base du formulaire *ad hoc*, au Bourgmestre au moins trente jours ouvrables avant la date prévue, doit être datée et signée par le ou les responsable(s) de l'organisation et doit comporter, pour chaque manifestation, les éléments suivants :

- l'objet de l'événement (bal, concert...) et son contexte (carnaval, tournoi...);
- la date et l'heure de début prévues de la manifestation;
- les noms et adresses des associations et/ou personne organisatrice(s);
- le nom du responsable de la manifestation et ses coordonnées complètes (numéro de téléphone...);
- le nom du DJ ou du/des groupes amenés à se produire;
- la localisation précise avec, si nécessaire, un plan de situation et notamment un relevé d'implantation des éventuelles structures temporaires s'il y a lieu (accès, issues, chapiteaux, tentes, podiums, buvettes, friteries, etc.) et de leurs alternatives;
- le timing de la manifestation (montage et démontage inclus)
- l'itinéraire projeté s'il y a lieu ;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège s'il y a un ;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement ;
- les dispositions prises par l'organisateur en matière de prévention et de sécurité (service de gardiennage, dispositif médical, lutte contre l'incendie, ...) ainsi que les mesures adoptées pour garantir le libre accès des services de secours (ambulance, pompiers, police, ...), nom de la société chargée de la sécurité et le nombre d'agents sur place ;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus ;
- les parkings prévus pour les stationnements lors de l'évènement et leur localisation;
- les références du contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'organisateur
- le prix d'entrée et le prix moyen des consommations.

Le formulaire *ad hoc* est à reprendre auprès de l'administration communale, sur son site web (www.havelange.be) ou auprès du bureau de police locale.

§2 Par contre, lorsque la manifestation publique est organisée en lieux clos et couverts, une simple déclaration préalable reprenant tous les éléments concernant l'évènement doit être déposée au Bourgmestre dans le même délai que ce lui visé à l'article 32§1^{er} alinéa 2.

Article 33 .

Selon l'ampleur ou la nature de la manifestation, le Bourgmestre peut convoquer une réunion de coordination regroupant l'organisateur, les responsables des services de police et de secours ainsi que toute personne ou tout organisme jugés utiles aux fins de déterminer les mesures à prendre pour préserver l'ordre public.

Article 34 .

De plus, la manifestation publique telle que visée à l'article 32 devra respecter, s'il échet, les aspects suivants :

- si des boissons sont vendues, elles seront, de préférence, servies dans des gobelets en matière plastique. Les boissons seront servies en échange de tickets, la vente de ces derniers devra être arrêtée une demi- heure avant l'heure de fin de la manifestation. Si les boissons sont servies contre argent comptant, la vente sera arrêtée un quart d'heure avant l'heure de fin.
- le niveau sonore de la manifestation devra respecter les normes acoustiques prévues par l'arrêté royal du 24 février 1977. A la requête des autorités ou des forces de police, l'émission sonore sera baissée ou coupée, si elles le jugent nécessaire notamment si le niveau sonore est dépassé ou si le maintien de l'ordre ou de la tranquillité publique l'exige.
- toute émission de musique sera, à ces occasions, stoppée à 03 heures du matin , sauf dérogation du Bourgmestre en application de la section 3 du chapitre IV du présent règlement.
- Aux endroits où sont installées des barrières destinées à contenir des spectateurs ou tout autre public, un espace d'au moins 2,5 mètres de profondeur doit rester libre de toute occupation privative, à la disposition des piétons, du côté extérieur de la voie publique.

Article 35 .

L'autorisation visée à l'article 32 §1^{er} est délivrée à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

Le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées et ou lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement, conformément à la procédure prévue à L1122-33 § 2 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

De plus, si la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques sont compromises et également en cas de non-respect de l'article 5 du présent règlement, le Bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent et pourra interdire ou interrompre les soirées dansantes au cours desquelles l'ordre public est troublé ou simplement menacé.

Article 36 .

Sauf autorisation du Collège communal, il est interdit de se dissimuler le visage sur l'espace public par le port d'un masque ou tout autre moyen, à l'exception du « mardi gras », carnaval local et fête d'halloween.

Article 36bis

§1-II est interdit à toute personne de consommer, de vendre et de distribuer des boissons alcoolisées sur la voie publique.

§2- Indépendamment des articles 133 à 142 de la présente Charte, cette interdiction ne s'applique pas pour la consommation d'alcool sur les terrasses dûment autorisées ni lors des manifestations commerciales, festives, ou sportives dûment autorisées par l'autorité communale ; le Bourgmestre peut accorder des dérogations motivées à cette interdiction et les assortir de toute condition qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances.

§3. La vente de boissons alcoolisées par l'intermédiaire de distributeurs automatiques est interdite sur le territoire de la commune.

Section 2. Activités incommodes ou dangereuses sur l'espace public

Article 37 .

Il est interdit, de se livrer sur l'espace public, dans les lieux accessibles au public, à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, et notamment:

- jeter, lancer ou propulser des objets quelconques, sauf autorisation du Collège communal; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ainsi qu'aux jeux de fléchettes ou de boules pratiqués ailleurs que sur l'espace public ;
- faire usage d'armes à feu, à gaz, à air comprimé, ou de jet tels que arcs, arbalètes, excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir. Cette interdiction formulée ne vise pas l'usage d'une arme de tir sur la voie, à proximité ou en direction de celle-ci fait par une personne investie d'une fonction de police, pour autant qu'elle agisse dans l'exercice de celle-ci.
- faire usage de pièces d'artifice, sauf autorisation du Collège communal;
- escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques;
- se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants ;
- réaliser tous travaux quelconques, sauf autorisation du Collège communal;
- se livrer à des prestations de nature artistique visibles depuis la voie publique sauf autorisation du Collège communal
- battre, secouer ou brosser une pièce de linge ou de tissu ou un tapis au-dessus de la voie publique lorsqu'il existe un risque d'incommoder les passants.

Les armes, munitions ou pièces d'artifice utilisées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies.

Les autorisations visées au présent article doivent être demandées à l'autorité communale compétente au moins un mois avant la date prévue pour l'évènement.

Article 38 .

Il est interdit à toute personne exerçant une activité sur l'espace public, que celle-ci ait requis ou non une autorisation :

- d'entraver l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés ;
- d'être accompagné d'un animal agressif ;
- de se montrer menaçant ;
- d'entraver la progression des passants ;
- d'exercer cette activité sur la chaussée et la piste cyclable.

En cas d'infraction au présent article, la police pourra faire cesser immédiatement l'activité. Le Collège communal pourra, le cas échéant, prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation qui aura été accordée.

Article 39 .

L'usage de trottinettes, de patins à roulettes ou de planches à roulettes n'est autorisé que sur les trottoirs, accotements en saillie ou de plain-pied qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons et autres usagers ni la commodité du passage. Le Collège communal peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.

Article 40 .

Le transport, la manipulation, le chargement, le déchargement ou le stationnement d'objets quelconques sur la voie publique doivent être effectués en prenant soin de ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir ou de ne pas les incommoder.

Article 41 .

Sauf autorisation du Collège communal, sont interdits, sur l'espace public, les collectes et les ventes-collectes, tant de fonds que d'objets ;

Les demandes d'autorisation doivent être introduites dans un délai de 10 jours ouvrables précédant l'activité. L'autorisation et un document officiel d'identification doivent être présentés d'office par le collecteur aux personnes qu'il sollicite.

Le Collège communal pourra, le cas échéant, prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées ou s'il enfreint une disposition du présent article.

Article 42 .

Sans préjudice des autres dispositions prévues dans le présent règlement, nul ne peut, même momentanément, étaler des marchandises sur l'espace public sans une autorisation du Collège communal.

Le Collège communal pourra, le cas échéant, prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées ou s'il enfreint une disposition du présent article.

Article 43 .

§1^{er} Les personnes se livrant aux occupations de crieur, vendeur ou distributeur de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les rues et autres lieux publics ne peuvent sans autorisation du Collège communal utiliser du matériel pour l'exercice de cette activité, sauf pour ce qui concerne l'emplacement sur le marché public réservé à la Commune.

§2 Les distributeurs ambulants de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques sont tenus de ramasser ceux qui seraient jetés par le public.

§3 Sauf autorisation du Collège communal, il est défendu au crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques :

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur la voie publique ou sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles ;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants;

§4 Le Collège communal pourra, le cas échéant, prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si le titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées ou s'il enfreint une disposition du présent article.

Article 44 .

§1^{er} Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement.

§2 En cas d'infraction aux dispositions du présent article, le Collège communal pourra prononcer la fermeture administrative de l'établissement ou, le cas échéant, la suspension administrative ou le retrait administratif d'une autorisation afférente à l'établissement.

Article 45 .

§1^{er} Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, divertissement ou réunion quelconque sur la voie publique autorisée par le Collège communal.

L'accès à la scène est interdit à toute personne qui n'y est pas appelé par son service.

§2 Il est interdit au public des salles de spectacles, de fêtes, de concerts ou de sport :

- de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
- d'interpeller ou d'apostropher les artistes ou de troubler autrement le spectacle, la fête ou le concert ;
- de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits.

Article 46 .

§1. - Les personnes se livrant sur le territoire communal à toute forme de mendicité, même sous le couvert de l'offre non professionnelle d'un service quelconque, ne

peuvent troubler l'ordre public, ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publiques.

§2. - Il leur est interdit de harceler les passants ou les automobilistes et de sonner ou frapper aux portes pour importuner les habitants.

§3. -Le mendiant ne peut être accompagné d'un animal agressif ou susceptible de le devenir et il ne peut exhiber aucun objet de nature à intimider les personnes qu'il sollicite. De même, l'utilisation de mineurs d'âge aux fins d'apitoyer les personnes sollicitées est strictement interdite.

Section 3. Occupation privative de l'espace public et aspects relatifs aux plantations privées et/mitoyennes

Sous-section 1. Occupation privative de l'espace public

Article 47 .

§1^{er} Sauf autorisation préalable et écrite du Collège communal, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :

- - toute occupation ou utilisation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol, notamment tout objet (en ce compris les véhicules) ou matériau fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné ;
- - le dépôt, la suspension et/ou le placement, à une fenêtre ou à une autre partie élevée d'une construction de tout objet qui en raison d'un manque d'adhérence suffisante est susceptible de choir sur la voie publique et de porter atteinte, de ce fait, à la sûreté ou à la commodité du passage. Tout ouvrage ou construction, faisant saillie ou non sur la voie publique et de nature à porter atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage, doit être maintenu en bon état d'entretien et signalé s'il échet, de jour comme de nuit, de manière visible et non équivoque. Cette obligation s'impose au propriétaire et/ou son occupant et/ou celui qui en a la garde en vertu d'un mandat.

Sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.

§2 Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 80.2 du code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

Aucun objet ne pourra non plus masquer, de part sa situation sur l'espace public, même partiellement, les portes et fenêtres des façades jouxtant la voie publique.

§3 Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police, faute de quoi il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Article 48 .

Toute occupation provisoire ou permanente de la voie publique ou en accotement de celle-ci, et autorisée sur base de l'article 47, qu'il s'agisse de terrasse, d'échoppe, d'établi, d'étal, d'exposition, de baraque de jeux ou de foire, de cirque, de théâtre ou d'autre occupation ou installation de/sur la voie publique, ne peut être réalisée au-dessus d'une vanne de fermeture de canalisation quelconque, sauf si cette vanne reste accessible en permanence et si elle est signalée de façon adéquate.

Article 49 .

La terrasse ou toute autre installation ne peut empêcher l'aération, indispensable des caves, chaufferies, locaux où se trouvent les compteurs de gaz, qui doit toujours se faire à l'air libre.

Article 50 .

Le plancher de la terrasse ou de toute autre installation sur la voie publique ou en accotement de celle-ci, doit être aisément amovible pour permettre l'accès aux branchements et canalisations qu'il couvre. Il doit être pourvu d'ouvertures munies de grilles dont les mailles ont au maximum un centimètre carré, afin d'aérer l'espace situé sous la terrasse.

Article 51 .

La terrasse ou l'installation ne peut gêner la vue sur la voie carrossable. La distance minimale entre la terrasse ou l'installation et la voie carrossable ou des obstacles fixes, doit être d'un mètre vingt. L'autorité communale compétente peut imposer une distance supérieure selon la disposition des lieux. Là où n'existe pas de voie carrossable, l'autorité communale compétente détermine la saillie maximale de la terrasse ou de l'installation.

Article 52 .

Les terrasses doivent être équipées d'un mobilier uniforme, de bonne qualité et doivent, en tous temps, être maintenues en parfait état de propreté et de sécurité. Les parois de la terrasse ne peuvent avoir des saillies dangereuses.

Article 53 .

Les terrasses ne peuvent empiéter sur les trottoirs voisins ou, à défaut, le long des propriétés voisines sauf accord préalable et écrit des voisins concernés approuvé par le Collège communal.

Article 54 .

Les terrasses ne peuvent être chauffées que par des appareils qui évacuent leurs produits de combustion à l'air libre.

L'orifice des conduites d'évacuation des fumées sera placé de manière à n'offrir aucun danger.

Article 55 .

La personne qui a été autorisée à établir une terrasse ou autre installation sur la voie publique, est tenue responsable des situations qui en découlent tels que l'abandon de gobelets en plastique, morceaux de verre brisé. Il pourra donc être tenu de remettre les lieux en état par les services de police. A défaut, il y sera procédé aux risques, frais et périls du contrevenant.

Article 56 .

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de placer de manière permanente sur les façades des bâtiments ou de suspendre à travers la voie publique des calicots, banderoles ou drapeaux, sans l'autorisation du Collège communal.

Article 57 .

Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes placées sur les toits ou parties élevées des immeubles doivent en vérifier régulièrement la stabilité.

Article 58 .

Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique.

Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets.

Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Article 59 .

Tout locataire ou propriétaire d'une propriété située en bordure de la voirie communale, désireux de construire un aqueduc pour accéder à sa propriété est tenu d'en faire la demande écrite à l'autorité communale qui déterminera les conditions d'établissement de l'ouvrage.

En tout cas, tout aqueduc sera établi au moyen de tuyaux en béton d'un diamètre qui ne pourra être inférieur à 30 centimètres.

Les deux extrémités de la canalisation seront renforcées par une tête d'aqueduc en béton d'une dimension imposée par le Collège communal.

L'ouvrage devra absolument être exécuté sous la surveillance d'un cantonnier communal désigné par le Collège communal.

Article 60 .

Les fossés sur lesquels sont établis des aqueducs privés seront convenablement curés au moins une fois l'an ou lorsque le nettoyage s'impose sur une longueur de 2 mètres en amont et en aval des dits aqueducs.

Article 61 .

Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique sont constamment maintenus en bon état et ne peuvent être ouverts :

- que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture ;
- qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Ces deux conditions sont cumulatives.

De même, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, et pour autant que des conditions particulières d'exploitation prévues dans les dispositions précitées n'aient été prises, les puits et excavations ne peuvent être laissés ouverts de manière à présenter un danger pour les personnes et les animaux.

Article 62 .

Sans préjudice de tous droits de propriété de la Commune sur l'assiette réelle des chemins, il est interdit de labourer ou d'implanter une clôture à moins de 1 mètre de la partie aménagée d'une chaussée empierrée ou asphaltée.

Article 63 .

Il est interdit d'utiliser la voirie comme place de manoeuvre pour les machines lors des travaux agricoles et de traîner les bois sur la chaussée asphaltée lors des travaux de débardage.

Article 64 .

Il est interdit à tout exploitant forestier d'utiliser la voirie communale, ses accotements ou les aires de débardage aménagées pour y effectuer des dépôts de bois ou des travaux de débardage ou de voiturage sans autorisation préalable et écrite de l'agent forestier, sollicitée au moins une semaine à l'avance. La dite autorisation peut être subordonnée à l'établissement d'un état des lieux et au dépôt d'une caution.

Article 65 .

Quiconque a exécuté ou fait exécuter des travaux forestiers est tenu de remettre la voirie ou les aires de débardage dans l'état où elles se trouvaient avant l'exécution des travaux éventuellement précisé par l'état des lieux ou dans l'autorisation visée à l'article 64. A défaut de satisfaire à cette obligation dans le délai fixé par l'autorisation, il y est procédé d'office aux frais du contrevenant.

Article 66 .

§1^{er} Il est interdit d'embarasser la voie publique par des voitures, charrettes, du matériel agricole, des instruments aratoires et autres objets qui diminuent la liberté ou la sûreté de passage sans l'autorisation du Collège communal.

De plus, il est interdit de traîner sur la voie publique des instruments aratoires qui ne sont pas montés sur roues.

§2 Le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Sous-section 2. Aspects relatifs aux plantations privées et/mitoyennes

Article 67 .

§1^{er} Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être émondés de manière que toute branche surplombant la voie publique :

- ne fasse saillie sur la voie carrossable, à moins de 4,5 mètres au-dessus du sol;
- ne fasse saillie sur l'accotement ou le trottoir, à moins de 2,5 mètres au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 mètre au moins en retrait de la voie carrossable;

- ne puisse d'aucune manière masquer la signalisation routière quelle que soit la hauteur;
- ne nuise à la visibilité nécessaire pour la circulation routière, spécialement aux croisements et jonctions de voiries;

Sans préjudice des dispositions urbanistiques et du code rural et forestier, les haies servant de clôture entre propriétés ne pourront dépasser 2 mètres de hauteur, ni 50 centimètres d'épaisseur du milieu de la haie à la limite de la voie publique.

A tout le moins, les propriétaires, locataires, tous titulaires d'un droit réel sur les arbres, plantations et haies, bordant la voie publique, sont tenus de les élaguer ou de les tailler avant le 30 juin de chaque année.

§2 Les arbres et les plantations ne peuvent en aucun cas masquer le flux lumineux de l'éclairage public, ni masquer tout objet d'utilité publique, et doivent se trouver à une distance horizontale minimale de 4 m des armatures.

§3 Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, la police pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués au plus tard le huitième jour de la notification y relative. A défaut de satisfaire à la présente disposition, les travaux seront effectués par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du défaillant, nonobstant l'amende administrative qui pourrait être infligée.

Section 4. De l'utilisation des façades d'immeubles

Article 68 .

§1^{er} Tout propriétaire d'immeuble est obligé d'apposer ou de permettre le placement par l'administration communale de façon visible à l'extérieur à front de rue le numéro qui lui a été attribué par la commune et ce, dans les huit jours qui suivent la réception de ladite plaque soit de la notification de ce numéro.

§2 Il est interdit de masquer, d'arracher, de déplacer, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles attribués par l'administration ainsi que les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

§3 En cas de changement de numéro, l'ancien devra être traversé d'une barre noire et ne pourra être maintenu que deux ans au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'administration.

§4 Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

Article 68bis

En cas d'immeuble comprenant plusieurs logements, les noms des occupants doivent apparaître sur leurs boîtes aux lettres, sonnettes et/ou interphones respectifs.

Article 69 .

§1. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même

lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie :

- la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment ;
- la pose de tous les signaux routiers;
- la pose de tous les supports conducteurs intéressants la sûreté et l'utilité publique;
- la pose de caméras urbaines destinées à la sécurité des citoyens et la fluidité de la circulation

§2 Si ces plaques ou autres signaux et appareils routiers ont été enlevés, endommagés, déplacés ou effacés par suite de reconstruction ou de réparation, ils seront replacés dans les plus brefs délais et au plus tard dans les huit jours après la fin des travaux. A défaut, il est rétabli aux frais, risques et périls du maître des travaux et à défaut du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble et/ou de celui qui en a la garde en vertu d'un mandat.

Article 70 .

Les propriétaires, locataires, habitants ou responsables à titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique.

Les façades des immeubles doivent être parfaitement entretenues

Article 70 bis

§1. Sans préjudice de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, toute personne qui a pris la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu fermé non accessible au public, doit

- Notifier sa décision à la commission de la Protection de la vie privée et au Chef de corps de la zone de police où se situe le lieu.
- S'assurer que la ou les caméras de surveillance d'une entrée privée située à front d'un lieu ouvert ou d'un lieu fermé accessible au public, est ou sont orientée(s) de manière à limiter la prise d'images de ce lieu à son strict minimum.
- Doit apposer à l'entrée du lieu fermé non accessible un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra.

§2. Est interdite toute utilisation cachée de caméras de surveillance.

Section 5. Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Article 71 .

Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, police locale ou fédérale et d'autres services de secours.

Article 72 .

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Article 73 .

Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Article 74 .

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'administration communale ou par le propriétaire de l'installation de manoeuvrer les robinets des conduites ou canalisations de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication, excepté les cabines téléphoniques, placés sur ou sous le domaine public ainsi que dans les bâtiments publics.

Article 75 .

Il est interdit de détériorer tous appareils automatiques placés sur la voie publique tels que les guichets et distributeurs automatiques, les horodateurs, automates de paiement, etc., par l'introduction de toute matière ou objets autres que les jetons, les pièces de monnaie, les billets de banques, les cartes de paiement, etc. dûment conformes à leur usage.

Article 76 .

Ceux qui auront dirigé, contre des corps constitués ou des particuliers, des injures autres que celles prévues au chapitre V, titre VIII, livre II du Code Pénal, seront passibles des sanctions prévues au chapitre XII du présent règlement.

Article 77 .

Ceux qui seront auteurs de voies de fait ou de violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé, ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans l'intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller, seront passibles des sanctions prévues au chapitre XII du présent règlement.

Section 6. De la prévention des incendies et calamités

Sous section 1 – Généralités

Article 78 .

En dehors des cas prévus par l'article 422 bis et 422 ter du Code pénal, quiconque constate l'imminence ou l'existence d'un évènement de nature à mettre en péril la salubrité ou la sécurité publique est tenu d'alerter immédiatement l'autorité publique, soit au bureau de police, soit au poste de pompiers, soit au centre d'appel d'urgence 100 ou 112.

Article 79 .

Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en donner immédiatement avis au centre d'appel d'urgence 100 ou 112.

Article 80 .

Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Article 81 .

§1^{er} .- Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

§2.- Il est interdit de dénaturer, dissimuler ou laisser dissimuler, dégrader, déplacer ou faire disparaître les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

§3.- Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

Article 82 .

§1^{er} .- Les exploitants d'établissements qui sont habituellement accessibles au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions, sont tenus de se conformer aux recommandations et directives du Service régional d'incendie compétent.

Aussi longtemps que ces recommandations et directives ne sont pas respectées, les exploitants ne peuvent admettre le public dans leur établissement.

§2.- Les organisateurs de fêtes et divertissements tels que fêtes, événements culturels et divertissements accessibles au public tels que représentations théâtrales, bals, soirées dansantes, soirées spectacles, etc., qui ont lieu dans des établissements non habituellement accessibles au public pour ce genre d'activités, doivent, selon que le rassemblement s'effectue en plein air ou en lieu clos et couvert, introduire une demande ou une déclaration préalable et écrite au Bourgmestre, l'article 32 de la section 1 du Chapitre III du présent règlement étant rendu applicable.

Article 83 .

Si un événement tel que défini à l'article précédent est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation ou des codes de bonnes pratiques en matière de sécurité d'incendie, le Bourgmestre pourra interdire ou interrompre l'évènement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement.

Sous section 2 – De la prévention du risque d'incendie, d'explosion et de panique dans les immeubles et locaux accessibles à 50 personnes ou plus

Article 84 .

§1^{er} .- Les dispositions de la présente section fixent les conditions minimales de sécurité à l'égard du risque d'incendie, d'explosion ou de panique auxquelles doivent répondre les immeubles et locaux où le public est admis soit gratuitement, soit contre paiement, soit sur présentation d'une carte de membre, d'abonnement, etc., dont la contenance théorique s'élève à 50 personnes au moins, en vue d'assurer la sécurité du public. Elles s'appliquent sans préjudice aux autres dispositions légales applicables en la matière.

Ces immeubles et locaux sont désignés ci-après par le terme « l'établissement ».

Les gares, lieux de culte, centres commerciaux, etc. sont des établissements accessibles au public.

§2.- La contenance théorique est déterminée comme suit :

- 1) Dans les locaux et magasins de vente accessibles à la clientèle :
 - pour les sous-sols : une personne par 6 mètres carrés de surface totale des sous-sols ;
 - rez-de-chaussée : une personne par 3 mètres carrés de surface totale du rez-de-chaussée ;
 - étages : une personne par 4 mètres carrés de surface totale de chaque étage.
- 2) Dans tous les établissements accessibles au public où les sièges sont fixés à demeure, la contenance théorique est déterminée par le nombre de sièges et par les surfaces libres accessibles au public, à raison d'une personne par mètre carré.
- 3) Dans les autres établissements accessibles au public, cette contenance théorique est calculée sur la base d'une personne par mètre carré de surface totale des parties de l'établissement accessibles au public.

La surface totale comprend l'aire couverte par le mobilier, qu'il soit fixé ou non à la structure de l'immeuble.

Article 85 .

La contenance autorisée de l'établissement sera déterminée par le nombre et les largeurs cumulées des chemins d'évacuation à emprunter pour évacuer l'établissement, ainsi que par la densité maximum admissible d'occupation des surfaces libres, chemins d'évacuation exclus :

- 1°) La densité d'occupation maximum ne peut dépasser 1 personne par m² de la surface totale accessible au public ;
- 2°) La densité maximum admissible ne peut en aucun cas dépasser une personne par 0,65 m² de surface nette accessible au public. La surface nette accessible au public ne comprend pas l'aire couverte par le mobilier, l'épaisseur des murs, etc. ;
- 3°) La contenance autorisée d'un établissement recevant du public, travailleurs éventuels compris, ne peut dépasser, en nombre de personnes, la largeur cumulée, exprimée en centimètres, des voies d'évacuation et issues de l'établissement ;
- 4°) En aucun cas, la contenance autorisée ne peut dépasser :
 - 100 personnes si moins de deux possibilités d'évacuation sont présentes dans l'établissement ;
 - 500 personnes si moins de trois possibilités d'évacuation sont présentes dans l'établissement.

En complément, là où deux sorties ou plus sont exigées, aucun point ne peut se trouver à plus de 30 mètres de la 1^{ère} évacuation et à plus de 60 mètres d'une seconde.

Ces contraintes d'occupation sont applicables à tous les locaux, espaces, niveaux, etc., intégrés à l'établissement, pris individuellement.

La contenance autorisée doit être mentionnée dans le registre de sécurité que doit tenir chaque établissement visé par les dispositions de la présente section. Ce nombre doit en outre être inscrit sur un panneau placé dans l'établissement par les soins de l'exploitant, de telle façon qu'il soit visible de chacun.

Article 86 .

La terminologie générale de la présente sous-section est celle de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire ainsi que ses modifications ultérieures.

Article 87 .

L'établissement doit être accessible en permanence aux moyens d'intervention du service d'incendie de manière à pouvoir y procéder à des opérations de sauvetage dans les conditions normales d'intervention.

Le service incendie est seul juge de l'adéquation des possibilités d'accès à et dans l'établissement à l'exécution des opérations de sauvetage dans des conditions normales.

Article 88 .

§1^{er} .- Les baies percées dans les parois devant assurer, de par l'application des présentes dispositions, une résistance au feu, qu'elle soit d'une heure ou d'une demi-heure, sont équipées de portes résistantes au feu une demi-heure sollicitées à la fermeture ou sollicitées à la fermeture en cas d'incendie.

§2. – Une résistance au feu d'au moins une heure est requise pour les éléments de constructions suivants :

- les éléments portants, colonnes, poutres, complexe plafond/planchers, des immeubles comportant plusieurs étages ;
- les éléments portants des escaliers ;
- les parois séparant les locaux accessibles au public de ceux qui ne le sont pas ;
- les parois séparant les établissements entre-eux ou séparant un établissement de locaux n'appartenant pas à l'établissement ;
- les parois des chaufferies ;
- les parois des réserves à combustible ;
- les éléments structuraux de la toiture des bâtiments moyens et élevés pour autant qu'elle soit en contact direct avec le lieu accessible au public ;
- les gaines techniques dans les bâtiments de plus de 2 niveaux

§3.- Une résistance au feu d'au moins une demi-heure est requise pour les éléments de constructions suivants :

- les éléments structuraux, les parois et murs portants des immeubles ne comprenant qu'un seul étage ;
- les parois et accessoires des gaines, telles que les gaines pour conduites et les vide-ordures ;
- les éléments structuraux de la toiture des bâtiments bas pour autant qu'elle soit en contact direct avec le lieu accessible au public.

§4.- Une stabilité au feu d'une demi-heure est requise pour les plafonds, les faux plafonds ainsi que leurs éléments de suspension s'il n'est pas requis une résistance au feu.

§5.- Les revêtements de parois doivent répondre aux critères suivants :

	Revêtement de sol	Revêtement de parois verticales	Plafonds et faux plafonds
Locaux et espaces techniques, parkings, garages intérieurs	A1	A1	A0
Cuisines collectives	A2	A1	A1
Chemins d'évacuation, y compris les cages d'escalier	A2	A1	A1
Locaux accessibles au public	A2	A2	A1

Les parements extérieurs des parois de façade sont constitués de matériaux appartenant au moins à la classe A2, même s'ils sont en bois.

Cette disposition ne concerne pas les menuiseries, ni les joints d'étanchéité.

Aucune matière combustible ne peut exister dans l'intervalle séparant éventuellement les matériaux de revêtement et parois.

Les matériaux d'isolation doivent assurer une réaction au feu classée A2 au minimum.

Le propriétaire des lieux doit pouvoir présenter au Bourgmestre ou à son délégué les documents prouvant le respect des critères de résistance, de stabilité et de réaction au feu exigés par la présente réglementation.

Article 89 .

§1^{er}. – Un système rationnel de ventilation fonctionnant naturellement et de façon permanente doit garantir un apport suffisant d'air frais dans les locaux accessibles au public. Le diamètre des canaux d'évacuation de l'air doit être proportionné au volume du local et au nombre maximum de personnes admises.

§2.- Lorsque les circonstances locales laissent présager en cas d'incendie une génération de fumée susceptible de mettre la sécurité du public en péril des moyens de désenfumage, naturels ou mécaniques, répondant aux normes en vigueur doivent être mis en place.

Article 90 .

§1^{er} .- Les escaliers, chemins d'évacuation et sorties doivent permettre une évacuation rapide et aisée des personnes. Toutes les issues doivent donner directement ou indirectement sur la voie publique.

Les chemins d'évacuation ne peuvent être occupés en permanence par le public accueilli dans l'établissement.

Les établissements ayant une contenance autorisée d'au moins cent personnes doivent disposer de deux issues minimum.

Les établissements ayant une contenance autorisée de cinq cents personnes doivent disposer de trois issues au moins.

§2.- La largeur cumulée des issues doit au moins être égale en centimètres à la contenance autorisée de l'établissement, déterminé conformément à l'article 85.

Aucune issue ne peut avoir une largeur inférieure à 70 centimètres.

Dans les nouveaux établissements, cette largeur minimum est portée à 80 centimètres.

§3.- Sans préjudice aux autres dispositions légales applicables en la matière, les nouveaux établissements doivent disposer au minimum d'une issue et d'un chemin d'évacuation adaptés aux personnes à mobilité réduite.

§4.- Il est interdit de laisser le public accéder à l'établissement ou à une partie de l'établissement si la contenance autorisée est atteinte.

§5.- Il est interdit de placer ou de laisser placer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les issues ou réduire leur largeur utile.

§6.- Lorsque l'établissement comporte en sous-sol ou aux étages des locaux accessibles au public, ceux-ci doivent être desservis par au moins un escalier fixe, même s'il existe d'autres moyens d'accès.

§7.- Des escaliers roulants ou tournants, des escaliers en colimaçon, ainsi que des plans inclinés dont la pente est supérieure à 10%, n'entrent pas en ligne de compte pour satisfaire aux exigences du présent article.

§8.- Les escaliers doivent être composés de volées droites. Les marches doivent être antidérapantes. La pente des escaliers ne peut être supérieure à 37 degrés.

§9.- Les escaliers doivent avoir une largeur totale qui, en centimètre, est au moins égale au nombre maximum de personnes qui doivent les utiliser pour quitter l'établissement, multiplié par 1,25 pour les escaliers descendants et 2 pour les escaliers montants. La largeur libre de chaque escalier ne peut être inférieure à 80 centimètres entre mains courantes.

§10.- Chaque escalier mécanique doit pouvoir être immobilisé immédiatement par deux commandes placées l'une en haut, l'autre en bas de l'escalier.

§11.- Dans les magasins, bazars et établissements analogues, les rayons, présentoirs, comptoirs seront solidement fixés au sol de telle sorte qu'ils ne puissent constituer une entrave quelconque à la libre circulation du public.

Les engins mobiles à la disposition de la clientèle seront rangés de manière à ne présenter aucune entrave lors de l'évacuation de l'établissement.

§12.- Les portes doivent s'ouvrir dans les deux sens ou dans le sens de la sortie. Les portes à tambours et tourniquets ne sont pas admises à la sortie.

Les vantaux des portes en verre porteront une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

Toute porte automatique qui ne peut être facilement ouverte à la main doit être équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte vient à faire défaut, celle-ci s'ouvre automatiquement et libère la largeur totale de la baie.

L'emploi de portes coulissantes automatiques n'est autorisé que pour les issues donnant accès directement à la voie publique. Cette disposition n'est pas applicable aux portes coupe-feu ni aux portes d'ascenseurs.

§13.- Chaque sortie ou issue de secours doit être indiquée par un « pictogramme ». Ces inscriptions sont de couleur verte sur fond blanc ou blanche sur fond vert. Les voies vers les sorties ou issues de secours doivent être balisées de façon à être perçues de n'importe quel endroit de l'établissement.

Leur éclairage doit être branché sur le circuit d'éclairage normal et sur un circuit de sécurité.

Si l'aménagement des lieux l'exige, la direction des voies et escaliers, qui conduisent vers les sorties sera indiquée au sol d'une façon très apparente par des flèches de couleur verte sur fond blanc ou blanche sur fond vert.

Les portes qui n'ouvrent pas sur une issue doivent porter la mention bien lisible « Pas d'issue ».

Article 91 .

§1^{er} .- Les locaux doivent être éclairés. Seule l'électricité est admise comme source générale d'éclairage artificiel.

§2.- Sans préjudice de l'article 63 Bis du règlement général pour la protection du travail, les établissements ayant une capacité d'au moins cent personnes doivent être pourvus d'un éclairage de sécurité. Cet éclairage sera aménagé dans tous les locaux accessibles au public, ainsi que dans les issues et issues de secours. L'éclairage de sécurité doit donner suffisamment de lumière pour assurer une évacuation aisée avec un minimum de deux lux à n'importe quel endroit.

Il entre automatiquement et immédiatement en action quand l'éclairage normal fait défaut, pour quelque cause que ce soit, et il doit pouvoir fonctionner pendant au moins une heure.

Article 92 .

§1^{er} .- En ce qui concerne l'installation de chauffage, toutes les dispositions doivent être prises pour éviter toute surchauffe, explosion, incendie, asphyxie ou autre accident.

§2.- Les appareils de chauffage non électriques doivent être raccordés à une cheminée. Ils ne peuvent être mobiles.

§3.- Les portes des locaux où sont installés la chaufferie **ou** le réservoir de combustibles doivent assurer une résistance au feu d'une demi-heure minimum et elles ne peuvent être munies d'un système permettant de les bloquer en position entrouverte. En toute circonstance, il est interdit de maintenir ces portes en position ouverte.

§4.- En ce qui concerne les installations de chauffage fonctionnant avec des hydrocarbures, les conduites d'alimentation et de retour doivent être métalliques et parfaitement fixées.

Ces conduites doivent être pourvues de vannes d'arrêt situées en dehors du local d'entreposage de combustible et de la chaufferie, à un endroit facilement accessible et à proximité de celle-ci. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour que, en cas de rupture d'une conduite, tout danger de siphonage soit exclu.

Le brûleur doit être protégé par un extincteur automatique et être muni d'un avertisseur sonore et optique et également d'un dispositif de coupure de l'alimentation électrique et en mazout.

§5.- En ce qui concerne les établissements chauffés au gaz naturel, un dispositif d'arrêt sera placé sur la canalisation de distribution et en dehors du bâtiment. Son emplacement doit être signalé sur la façade par la lettre « G ».

Le compteur à gaz doit être établi dans un local uniquement réservé à cet effet.

§6.- Les dépôts et installations au gaz de pétrole liquéfié doivent être conformes aux dispositions légales, aux normes, aux règles de l'art et aux conditions techniques de bonne pratique les concernant, en particulier :

- aux conditions d'exploiter formulées en application du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (dépôts fixes et dépôts en récipients mobiles lorsque le volume total des récipients est supérieur à 300 litres) ;
- à la dernière version des normes NBN D 51 006-1,2 et 3 (installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bars et placement des appareils d'utilisation) ;
- aux dispositions du présent article.

Les récipients de stockage de gaz de pétrole liquéfiés, en particulier les bouteilles mobiles, ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50m au moins des fenêtres et 2,50m au moins des portes.

Un dispositif permettant d'interrompre la distribution de gaz, doit être placé sur les tuyauteries à proximité de leur entrée dans les bâtiments. Ce dispositif doit se trouver à l'extérieur des bâtiments. Son emplacement est aisément repérable.

Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas par rapport au sol environnant et à 2,50m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches, des broussailles, ou une charge calorifique importante à moins de 2,50m des récipients de stockage de gaz liquéfié.

Les récipients mobiles et l'appareillage associé sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lesquels ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustibles ;
- est convenablement aéré par le haut et le bas.

Un dispositif destiné à éviter la vidange des tuyauteries lors du remplacement d'un récipient vide par un plein est placé sur la tuyauterie propre à chaque récipient mobile. Ce dispositif peut consister soit en une vanne, soit en un clapet anti-retour, soit en un coupleur inverseur dans le cas où l'alimentation est assurée par deux récipients.

Article 93 .

§1^{er} .- Les établissements seront pourvus de moyens de secours contre l'incendie selon l'importance et la nature des risques présentés. Dans tous les cas, il sera prévu au minimum un extincteur à poudre polyvalente de 6 kilos minimum de charge ou d'un système équivalent, pour 150 m².

§2.- Le matériel de lutte contre l'incendie doit toujours être maintenu en bon état de fonctionnement et protégé contre le gel ; il sera clairement signalé, facilement accessible et judicieusement réparti. Ce matériel doit pouvoir fonctionner immédiatement en toutes circonstances.

§3.- L'emploi d'extincteurs contenant du bromure de méthyle, du tétrachlorure de carbone ou autres produits dégageant des gaz nocifs est interdit.

§4.- En cas de début d'incendie, le personnel doit pouvoir être averti au moyen d'un signal d'alerte particulier. De plus, dans les établissements ayant une contenance autorisée d'au moins cent personnes, et sans préjudice de l'article 52.10.1 du règlement général pour la protection du travail, un signal d'alarme doit permettre d'inviter clairement les personnes présentes à quitter le plus rapidement possible l'établissement.

§5.- L'établissement doit disposer d'au moins un poste téléphonique raccordé au réseau du téléphone public. Les numéros de téléphone des services de secours seront affichés près de l'appareil téléphonique qui doit être facilement accessible. En cas d'existence d'un réseau téléphonique intérieur, celui-ci sera réalisé de telle manière qu'une interruption quelconque de la distribution de l'énergie électrique ne puisse empêcher d'établir une communication extérieure.

§6.- Le personnel doit avoir reçu des instructions précises en ce qui concerne les missions à accomplir en cas d'incendie. Il doit être entraîné au maniement des appareils de lutte contre l'incendie.

Article 94 .

§1^{er} .- La conformité des installations électriques, de gaz naturel, de gaz L.P.G., de l'éclairage de secours, du matériel d'extinction, et des installations de chauffage aux dispositions légales, réglementaires, normatives et aux codes de bonne pratique qui les concernent seront vérifiés complètement au moins une fois par an par un organisme agréé.

La date de ces contrôles et les constatations faites à leur occasion sont consignées dans un registre de sécurité et, pour les extincteurs, en plus sur une carte de contrôle attachée à l'appareil.

Ce registre et ces cartes seront toujours tenus à la disposition du Bourgmestre, de son délégué ou du fonctionnaire compétent.

Toute mention portée au registre de sécurité est datée et signée.

§2.- L'exploitant n'admettra le public dans son établissement qu'après avoir vérifié journalièrement si les prescriptions de la présente sous-section sont respectées.

§3.- L'exploitant permettra à tout moment l'accès des locaux au Bourgmestre ou à son délégué.

§4.- Si l'exploitant reste en défaut de satisfaire aux présentes dispositions, le Bourgmestre peut ordonner la fermeture de l'établissement.

Article 95 .

Dans les parties de l'établissement qui sont accessibles à la clientèle, il est interdit d'aménager des cuisines ou installations similaires sauf autorisation écrite du Bourgmestre et à condition que toutes les mesures de sécurité aient été prises.

Article 96 .

Sans préjudice d'autres dispositions légales applicables en la matière, certains immeubles peuvent bénéficier d'une ou de plusieurs dérogations aux prescriptions des articles 88 et 90§13 du présent règlement.

Ces dérogations accordées par le Bourgmestre après réception d'un avis écrit émanant d'un technicien en prévention du service incendie, sont limitées aux immeubles qui contiennent des éléments (façades, cages d'escaliers, plafonds, ensembles décoratifs fixes, toitures, etc...) d'une réelle valeur historique, architecturale ou folklorique ou des situations pour lesquelles le gain en sécurité des occupants de l'établissement est disproportionnellement faible par rapport au coût de réalisation de l'aménagement et /ou de l'équipement.

L'octroi de la dérogation peut être conditionné à la mise en place de mesures de sécurité alternatives.

La demande de dérogation doit être écrite, adressée au Bourgmestre, et être accompagnée d'un rapport justificatif détaillé établi par le demandeur.

Article 97 .

A titre transitoire, les établissements en cours d'exploitation lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance de police disposeront d'un délai d'un an pour réaliser les travaux d'adaptation nécessaires.

Sous section 3 – Réglementation de la protection contre l'incendie et la panique dans des immeubles comprenant des logements individuels ou collectifs loués, créés ou aménagés dans des locaux n'ayant pas été construits initialement à cet usage

1. CHAMPS D'APPLICATION

Article 98 .

La présente réglementation fixe les conditions minimales, en matière de prévention des incendies, auxquelles doivent satisfaire les bâtiments ou installations individuels ou collectifs loués, créés et aménagés dans les locaux n'ayant pas été construits à cet usage de plus d'un niveau, disposant d'un minimum de quatre chambres ou

permettant le logement de quatre personnes minimum, tels qu'immeubles à appartements, meublés ou logements collectifs.

Ces dispositions sont également applicables aux kots d'étudiants, chambres garnies ou non louées, aux flats, etc..

Les conditions minimales en matière de prévention des incendies auxquelles doivent satisfaire les bâtiments ou installations existants dans lesquels sont créés et aménagés, après la date d'entrée en vigueur de la présente réglementation, sont celles des annexes 1 à 5 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

Lorsque moins de quatre logements collectifs ou individuels loués sont créés et aménagés dans des locaux n'ayant pas été construits initialement à cet usage, après la promulgation de la présente réglementation, les articles 98 à 122 sont d'application.

Ces immeubles, locaux, sont désignés ci-après par le terme « l'établissement ».

L'exploitant de l'établissement est tenu de prendre les mesures imposées par le présent règlement.

Il est également tenu de faire valoir tout moyen de preuve (facture, ouverture de compteurs, permis d'urbanisme,...) afin de permettre la détermination de la date de réalisation des travaux et par conséquent, les critères de sécurité qui s'appliquent aux logements.

On entend par exploitant, toute personne de droit public ou privé qui exploite une des catégories d'établissements repris ci-dessous qu'elle soit propriétaire ou non.

2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERMIS DE LOCATION

Article 99 .

Si un permis de location est nécessaire, celui-ci ne sera délivré par le Collège communal qu'à la condition expresse que la demande soit de nature à satisfaire à la fois aux prescriptions imposées par la Région wallonne et aux stipulations figurant dans le présent règlement.

Article 100 .

Le permis de location comprendra, en annexe, une attestation de conformité aux exigences énumérées dans les dispositions suivantes.

Article 101 .

§1^{er} Les définitions générales sont celles de l'annexe 1 de l'Arrêté Royal du 07 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire tel que modifié par l'Arrêté Royal du 19 décembre 1997.

Sauf dérogation expresse, la signification donnée aux termes utilisés dans le présent règlement, notamment non-combustibilité, ininflammabilité et vitesse de propagation des flammes, est celle qui leur est donnée par la norme NBN S 21-203.

§2 La détermination du degré de résistance au feu se fait conformément à la NBN 713-020.

3. RESISTANCE AU FEU DES ELEMENTS DE CONSTRUCTION/REACTION AU FEU DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Article 102 .

La terminologie générale est celle de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire ainsi que ses modifications ultérieures.

Article 103 .

Les bâtiments concernés par la présente réglementation doivent disposer d'une façade avec baies facilement accessibles, sur toute leur longueur, par l'autoéchelle du service incendie.

Le service incendie est seul juge du caractère facilement accessible d'une façade par l'auto échelle.

L'auto échelle doit pouvoir atteindre, via des baies vitrées permettant le passage d'une personne normalement constituée, par la façade accessible, chaque niveau du bâtiment.

En dessous du niveau d'évacuation le plus bas, aucun logement ne peut être situé.

Article 104 .

§1^{er}.- Les éléments de construction mobiles, dont les portes, volets, etc. intégrés dans des éléments de construction fixes pour lesquels une résistance au feu (Rf) est exigée assureront, sauf prescription particulière, une Rf moitié de celle exigée pour l'élément de construction fixe.

§2.- Les percements réalisés dans des éléments de construction Rf ne peuvent altérer le caractère Rf de ces éléments de construction.

§3.- Les portes Rf, hormis celles des logements, doivent être systématiquement sollicitées à la fermeture.

§4.- Les parties résidentielles du bâtiment, y compris leurs voies d'évacuation, doivent être séparées des parties de l'immeuble affectées à un autre usage et des immeubles voisins par des éléments de construction Rf 1h.

§5.- Les éléments de construction porteurs des logements et de leurs voies d'évacuation, quelle que soit leur localisation, doivent assurer :

- Rf 1h pour les immeubles de plus de 2 niveaux ;
- Rf 1h pour les immeubles comprenant au moins un logement ne disposant que d'une seule possibilité d'évacuation (cfr. Article 104§1^{er});
- Rf 1/2h pour les autres bâtiments.

§6.- Les parois limitant les logements doivent assurer Rf 1/2h minimum. Ce critère est porté à Rf 1h lorsque l'immeuble comporte au moins un logement ne disposant que d'une seule possibilité d'évacuation ainsi que pour les bâtiments de plus de deux niveaux.

§7.- Les parois des chemins d'évacuation doivent assurer Rf 1h pour les bâtiments de plus de deux niveaux et pour les bâtiments dans lesquels au moins un logement ne dispose que d'une seule possibilité d'évacuation.

Pour les autres bâtiments, ces parois doivent assurer Rf 1/2h.

§8.- Les portes des logements doivent assurer Rf 1/2h sauf si le service incendie estime que les portes en place, vu leur caractère massif et leur mode de placement, assurent une résistance au feu similaire.

Une porte métallique ne présente pas la similitude requise.

La liberté laissée au service incendie d'apprécier la similitude de la résistance au feu pour une porte en place n'est pas autorisée pour les bâtiments de plus de deux niveaux et pour les bâtiments dans lesquels au moins un logement ne dispose que d'une seule possibilité d'évacuation.

§9.- Les escaliers seront stables au feu d'1h ou présenteront la même conception de construction qu'une dalle de béton RF 1h. Lorsque la stabilité au feu ne peut être prouvée, le dessous des escaliers doit être protégé ou constitué de matériaux assurant une Rf 1h. Cette disposition ne s'applique pas à l'escalier reliant deux niveaux d'un logement duplex.

Le cloisonnement des escaliers, lorsqu'il est exigé, doit assurer Rf 1h minimum.

§10.- Le sous-sol doit être séparé des étages supérieurs par des éléments de construction assurant Rf 1h.

§11.- Les parois verticales et horizontales des chaufferies, des locaux contenant des cuves à mazout et des garages intérieurs doivent assurer Rf 1h.

Cette imposition ne s'applique pas aux locaux dans lesquels une chaudière murale est installée.

§12.- Les parois horizontales et verticales du local de stockage des poubelles doivent assurer Rf 1h.

§13.- Les faux plafonds des chemins d'évacuation doivent assurer une stabilité au feu d'une 1/2h.

L'espace entre le plancher haut et le faux plafond est divisé par le prolongement de toutes les parois verticales Rf.

§14.- Les revêtements de parois doivent répondre aux critères suivants, qui sont ceux de l'annexe 5 de l'Arrêté Royal du 07 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire :

	Revêtement de sol	Revêtement de parois verticales	Plafonds et faux plafonds
Locaux et espaces techniques, parkings, garages intérieurs	A1	A1	A0
Cuisines collectives	A2	A1	A1
Chemins d'évacuation, y compris les cages d'escalier	A2	A1	A1
Cuisines particulières	A2	A2	A2
Logements	A2	A2	A2

§15.- Les parements extérieurs des parois de façade sont constitués de matériaux appartenant au moins à la classe A2, même s'ils sont en bois.

Cette disposition ne concerne pas les menuiseries, ni les joints d'étanchéité.

§16.- Aucune matière combustible ne peut exister dans l'intervalle séparant éventuellement les matériaux de revêtement et parois.

§17.- Les matériaux d'isolation doivent assurer une réaction au feu classée A2 au minimum.

§18.- L'exploitant doit pouvoir présenter au Bourgmestre ou son délégué les documents prouvant le respect des critères de résistance, de stabilité et de réaction au feu exigés par la présente réglementation.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

A défaut de preuve de conformité, il pourra être conclu qu'il n'est pas satisfait à l'exigence relative à la résistance au feu.

4. EVACUATION ET ISSUES

Article 105 . .

§1^{er} .- Les logements doivent disposer chacun de minimum deux possibilités d'évacuation compartimentées l'une par rapport à l'autre.

Le nombre d'évacuations sera déterminé par le Service incendie.

La 2^{ème} et 3^{ème} évacuation peut être désignée comme « issue de secours ».

§2.- Une fenêtre permettant le passage d'une personne normalement constituée et facilement accessible à l'auto échelle du service incendie peut être considérée comme une possibilité d'évacuation. Le service incendie est seul juge de la capacité de passage des personnes par les fenêtres et de l'accessibilité de ces dernières pour l'auto échelle.

§3.- Un lanterneau placé dans une toiture à versant n'est pas une fenêtre facilement accessible à l'auto échelle du service incendie.

§4.- Chaque logement doit disposer d'une sortie donnant directement accès à un chemin d'évacuation.

§5.- La distance à parcourir entre la porte d'entrée du logement et l'extérieur du bâtiment ne peut dépasser 30 mètres, longueur des éventuels escaliers à emprunter comprise.

§6.- Chaque niveau est desservi par au moins un escalier intérieur.

§7.- Les escaliers, dégagements et sorties, y compris le vantail des portes des logements, doivent permettre une évacuation aisée et rapide des personnes. Leur largeur doit être au moins de 0,70m sauf dans les bâtiments de plus de deux niveaux ou comprenant au moins un logement ne disposant que d'une seule possibilité d'évacuation. Dans ces cas, la largeur minimum des voies d'évacuation desservant ces logements est portée à 0,80m.

De plus, en fonction de la configuration des lieux, l'escalier devra répondre aux critères suivants :

- largeur libre de 0,80 m minimum ;
- main-courante et garde-corps d'une hauteur de 1m20 minimum ;
- plinthe de 20 cm sur toute la longueur de l'escalier y compris les paliers ;
- giron des marches en tout point égal à 20 cm minimum ;
- hauteur des marches ne peut dépasser 18 cm ;
- pente ne peut dépasser 75% (angle de pente maximum 37°) ;
- type droit ;
- volée de maximum 17 marches séparées par un palier d'une longueur d'1m minimum ;
- stabilité au feu ½ heure ;
- marches antidérapantes.

La largeur utile des volées d'escaliers et des paliers est au moins égale en centimètres au nombre de personnes appelées à les emprunter en cas d'évacuation, multiplié par 1,25 ou par 2, suivant qu'il est prévu que ces personnes descendent ou montent l'escalier considéré pour atteindre un niveau normal d'évacuation.

S'il s'agit d'une échelle de secours, elle devra répondre aux critères suivants :

- la distance entre les échelons, mesurée dans l'axe est 250 à 300 millimètres ;
- l'échelon supérieur se trouve à 1m50 au-dessus du niveau le plus élevé y donnant accès ;
- l'issue de secours doit permettre une évacuation aisée, rapide et en toute sécurité. Elle doit déboucher en des endroits où les utilisateurs peuvent se mettre en sécurité.

§8.- Il est interdit de placer ou de laisser placer des objets quelconques pouvant gêner ou entraver la circulation vers les issues, ou de réduire celles-ci.

§9.- La distance à parcourir en cul de sac sur le parcours susceptible d'être emprunté pour évacuer ne peut être supérieure à 15m.

§10.- Les escaliers à emprunter par les occupants d'un logement ne disposant que d'une seule possibilité d'évacuation ou situés dans des immeubles de plus de deux niveaux doivent être encloués.

§11.- Une baie débouchant à l'air extérieur doit être prévue à la partie supérieure de chaque cage d'escaliers enclouée de manière à assurer l'évacuation facile des fumées. Cette baie présente une section aérodynamique d'au moins 1m².

§12.- Son dispositif d'ouverture est pourvu d'une commande manuelle placée à un niveau d'évacuation. Ce dispositif est clairement signalé en accord avec le service d'incendie.

§13.- Dans le cas d'une cage d'escaliers enclouée, l'ouverture de la baie peut être commandée automatiquement par l'installation de détection incendie.

§14.- A l'exception des extincteurs, des colonnes humides pour la lutte contre l'incendie, des canalisations électriques de l'éclairage de sécurité, des appareils d'éclairage et de chauffage, aucun autre objet ne peut se trouver dans les cages d'escaliers, ni gêner l'accès à celles-ci.

§15.- Aucun point d'une échelle extérieure ne peut être situé à moins de 1m d'une baie, partie vitrée ou éléments de construction n'assurant pas Rf 1h sauf si ces échelles sont protégées par des écrans étanches aux flammes. Le service incendie peut imposer la pose de portes et d'écrans étanches aux flammes devant toute baie ou partie vitrée des bâtiments, si la nature de la charge calorifique contenue dans les locaux jouxtant cette échelle l'exige.

§16.- L'emplacement ainsi que la direction des sorties et sorties de secours doivent être clairement signalés par des pictogrammes conformément aux prescriptions du Code sur le bien-être au travail (titre III, chapitre I, section I et annexes).

§17.- Sur demande du service incendie un plan de chaque niveau est affiché à chaque accès à ce niveau.

Sur demande du service incendie, un plan des niveaux en sous-sol est affiché au rez-de-chaussée et au départ des escaliers conduisant au sous-sol. Ces plans indiquent la distribution et l'affectation des locaux et notamment l'emplacement des espaces techniques.

5. CHAUFFAGE ET COMBUSTIBLES/ECLAIRAGE/INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Article 106 .

§1^{er}.- Les chaufferies doivent être pourvues d'une ventilation haute et d'une ventilation basse efficaces.

§2.- Les éventuels chauffages d'appoint doivent répondre aux normes en vigueur.

§3.- Les vides ordures sont interdits.

§4.- Les locaux doivent être éclairés. Seule l'électricité est admise comme source générale d'éclairage artificiel.

Sans préjudice des textes légaux et réglementaires en la matière, le Règlement Général sur les Installations électriques (R.G.I.E.) est d'application.

§5 Sans préjudice de l'article 63 bis du R.G.P.T., les établissements doivent être pourvus d'un éclairage de sécurité.

Cet éclairage sera aménagé dans tous les locaux communs et dans les voies d'évacuation. L'éclairage de sécurité doit donner suffisamment de lumière pour assurer une évacuation aisée des occupants, il sera conforme aux normes NBN L13-005 et C71-100, les blocs autonomes seront conformes à la CEI EN 60598-2-2.

§6 Les appareils de cuisson et les appareils de chauffage de liquides dans les cuisines doivent être placés sur des supports de classe A0.

§7.- Les conduits d'évacuation des gaz de combustion et des vapeurs de cuisines doivent être constitués de matériaux de la classe A0.

Les conduits doivent évacuer le gaz de combustion et les vapeurs à l'extérieur des bâtiments et ne peuvent être raccordés à aucun autre conduit.

§8.- Les précautions d'usage seront prises pour que les hottes ne créent des dysfonctionnements au niveau des systèmes de chauffages individuels.

§9.- Le local de stockage des poubelles doit être largement ventilé, directement vers l'extérieur.

Article 107 .

§1^{er}.-Les installations électriques sont réalisées conformément aux prescriptions du « Règlement Général sur les Installations Electriques », ainsi qu'aux prescriptions décrites dans la présente réglementation.

§2.- Les éclairages artificiels sont obligatoirement électriques.

§3.- Des points d'éclairage de sécurité conformes aux normes en vigueur doivent être installés dans les chemins d'évacuation où ils doivent également éclairer la signalisation relative à l'évacuation et aux moyens de lutte contre l'incendie.

L'éclairement à atteindre doit être de 2 lux minimum en tout point des voies d'évacuation.

§4.- Dès que l'alimentation en énergie électrique du réseau fait défaut, la source autonome de courant doit assurer automatiquement et immédiatement le fonctionnement des installations susdites pendant une heure.

Article 108 .

Les installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par des canalisations, doivent être conformes :

- à l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz et de canalisation.
- aux dernières versions des normes belges NBN D51-003 (installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations) et D51-004.
- à la dernière version de la norme belge NBN D51-001 (locaux pour postes de détente de gaz naturel).

La tuyauterie des appareils d'utilisation ne comprend que des éléments rigides.

Article 109 .

§1^{er}.- Les dépôts et installations au gaz de pétrole liquéfié doivent être conformes aux dispositions légales, aux normes, aux règles de l'art et aux conditions techniques de bonne pratique les concernant, en particulier :

- aux conditions d'exploiter formulées en application du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (dépôts fixes et dépôts en récipients mobiles lorsque le volume total des récipients est supérieur à 300 litres) ;
- aux dispositions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts en réservoirs fixes ;
- à la dernière version des normes NBN D 51006-1,2 et 3 (installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bars et placement des appareils d'utilisation) ;
- aux dispositions du présent article.

§2.- Les récipients de stockage de gaz de pétrole liquéfiés, en particulier les bouteilles mobiles, ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50m au moins des fenêtres et à 2,50m au moins des portes.

§3.- Un dispositif permettant d'interrompre la distribution de gaz, doit être placé sur les tuyauteries à proximité de leur entrée dans les bâtiments. Ce dispositif doit se trouver à l'extérieur des bâtiments. Son emplacement est aisément repérable.

§4.- Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas par rapport au sol environnant et à 2,50m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

§5.- Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches, des broussailles, ou une charge calorifique importante à moins de 2,50m des récipients de stockage de gaz de pétrole liquéfiés.

§6.- Les récipients mobiles et l'appareillage associé sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lesquels ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustibles ;
- est convenablement aéré par le haut et par le bas.

§7.- Un dispositif destiné à éviter la vidange des tuyauteries lors du remplacement d'un récipient vide par un plein est placé sur la tuyauterie propre à chaque récipient mobile. Ce dispositif peut consister soit en une vanne, soit en un clapet anti-retour, soit en un coupleur inverseur dans le cas où l'alimentation est assurée par deux récipients.

§8.- Il est interdit de fumer, de s'approcher avec des objets en ignition, de produire du feu à moins de 5m des récipients de gaz de pétrole liquéfiés et à moins de 2,50m des récipients mobiles de ces gaz. Cette interdiction est signalée.

Article 110 .

§1^{er}.- Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible gazeux sont équipés de dispositif coupant automatiquement :

- l'alimentation en combustible du brûleur, pendant l'arrêt de celui-ci ainsi que lors des surchauffes ou surpressions à l'échangeur ;
- toute alimentation en combustible, dès l'extinction accidentelle de la flamme de la veilleuse.

Ces appareils sont conformes à l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz.

§2.- Les appareils locaux assurant le chauffage complémentaire ou d'appoint sont électriques et répondent aux conditions suivantes :

- tout contact même fortuit d'un objet quelconque avec les résistances chauffantes est exclu ;
- la température de l'air à l'orifice de sortie ne dépasse en aucun cas 80°C ;
- la température des surfaces extérieures accessibles des appareils ne peut en aucun cas dépasser 70°C.

§3.- Les dispositifs d'appoints ne peuvent servir de source principale de chauffage.

Les chauffages mobiles au pétrole lampant et assimilés sont considérés comme chauffage d'appoints et ne peuvent en aucun cas servir de sources principales de chauffage. Leur emploi est conditionné à un apport régulier en air frais et à une bonne évacuation des gaz de combustion.

§4.- Les poêles à bois seront utilisés en observant les instructions du constructeur et les règles de bonnes pratiques applicables en la matière.

Un récipient métallique sera disponible pour transporter les cendres.

Une distance minimum de 95 cm entre toute partie du poêle à bois et les matériaux combustibles environnants les plus proches doit être maintenue. Si cette distance ne pouvait être respectée, des écrans constitués de matériaux incombustibles et isolants devraient être interposés.

Le poêle à bois reposant sur une surface combustible doit être séparé de celle-ci par un matériau isolant dépassant la projection verticale sur le sol des parois du poêle d'une distance de 45 cm minimum.

Le conduit d'évacuation des gaz de combustion, lorsqu'il est non isolé, doit être écarté de tout matériau combustible par une distance de 50 cm au minimum. Si cette distance ne pouvait être respectée, des écrans de matériaux incombustibles et isolants devraient être interposés.

§5.- Les conduits fixes ou mobiles servant à l'évacuation des fumées ou des gaz de combustion sont maintenus en bon état. Tout conduit brisé ou crevassé doit être réparé ou remplacé avant sa remise en service.

Après un feu de cheminée, le conduit de fumée où le feu s'est déclaré est visité et ramoné sur tout son parcours, un essai d'étanchéité est ensuite effectué par le propriétaire.

6. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 111 .

§1^{er} -Les logements seront équipés de détecteurs de fumée dont le type et le mode de placement sont ceux imposés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 et ses modifications.

§2.- Les abords des endroits où sont placés ou installés des appareils ou moyens d'annonce, d'alerte et d'extinction des incendies nécessitant une intervention humaine, sont maintenus constamment dégagés, afin que ces appareils ou moyens puissent être utilisés sans délai.

Article 112 .

§1^{er} Les extincteurs sont conformes aux normes les concernant.

§2 Le service incendie doit déterminer la nature et le nombre des moyens d'extinction à prévoir dans l'immeuble.

Dans tous les cas, il sera prévu au minimum une unité d'extinction par 150 m² de surface, avec au moins 1 extincteur polyvalent de type ABC par niveau.

Dans les cuisines communautaires, seront installés au minimum un extincteur CO² kg et une couverture anti-feu.

§3 A la demande du service incendie, en fonction des lieux et des risques, des dévidoirs conformes à la norme NBN EN 671-1 et 2 seront placés.

§4 Le matériel de lutte contre l'incendie doit être facilement accessible, parfaitement visible et judicieusement réparti.

Ce matériel qui doit pouvoir fonctionner immédiatement et en toutes circonstances, sera toujours maintenu en bon état de fonctionnement et protégé contre le gel.

Il sera signalé par le pictogramme réglementaire et placé à proximité d'un bloc d'éclairage de sécurité afin d'en repérer la présence en cas de coupure de l'éclairage principal.

§5 Un signal d'alarme permettant d'inviter clairement les personnes présentes à quitter le plus rapidement possible l'établissement peut être exigé par le service incendie en fonction du type d'établissement et des risques qu'il comporte.

§6 L'établissement doit disposer d'un système d'annonce permettant d'avertir immédiatement les secours en cas d'incendie.

§7 Les canalisations électriques alimentant l'éclairage de secours, les installations d'annonce, d'alerte éventuelle, d'alarme et les installations éventuelles d'évacuation des fumées doivent présenter une RF 1h selon l'addendum 3 de la norme NBN 713-020.

Cet article n'est pas d'application si le fonctionnement des installations ou appareils reste assuré même si la source d'énergie qui les alimente est interrompue.

Article 113 .

Les installations électriques, y compris les installations d'éclairage de sécurité sont réceptionnées et visitées :

- par un organisme agréé par le Ministère des Affaires économiques selon les modalités prévues par le Règlement Général pour la Protection du travail sur les installations électriques,
- lors de leur mise en service, ainsi qu'à l'occasion de toute modification importante,
- une fois tous les cinq ans ; toutefois, ce délai est porté à 20 ans pour les bâtiments exclusivement utilisés à des fins d'habitation unifamiliale.

Le propriétaire des lieux doit pouvoir présenter au Bourgmestre ou à son délégué les rapports, établis par un organisme agréé prouvant la conformité des installations électriques aux dispositions légales applicables.

Article 114 .

Préalablement à la mise en service d'une installation de gaz ou partie d'installation neuve, celle-ci est vérifiée comme prescrit par l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations.

Tous les cinq ans, l'étanchéité ainsi que la conformité de l'installation et des appareils à la NBN 51 003 sont vérifiées par un technicien agréé.

Cette vérification comprendra notamment la suffisance de la ventilation des locaux, le débouché correct des conduits d'évacuation des gaz brûlés, le tirage, le bon fonctionnement des sécurités, la disposition correcte des conduits d'évacuation des gaz de combustion en vue d'éviter les risques d'intoxication oxycarbonée, etc.

Le propriétaire des lieux doit pouvoir présenter au Bourgmestre ou à son délégué les rapports, établis par un organisme agréé, prouvant la conformité de l'installation gaz naturel aux dispositions légales et normatives applicables.

Article 115 .

Les installations de gaz de pétrole liquéfiés sont contrôlées avant mise en service, après toute modification importante ainsi que tous les cinq ans, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 et des prescriptions techniques décrites dans les normes NBN D51 006.

Cette vérification comprendra notamment l'étanchéité de l'installation, la suffisance de la ventilation des locaux, le débouché correct des conduits d'évacuation des gaz brûlés, le tirage, le bon fonctionnement des sécurités, la disposition correcte des conduits d'évacuation des gaz de combustion en vue d'éviter les risques d'intoxication oxycarbonée, etc.

Le propriétaire des lieux doit pouvoir présenter au Bourgmestre ou à son délégué les rapports, établis par un organisme agréé, prouvant la conformité de l'installation gaz LPG aux dispositions légales et normatives applicables.

Article 116 .

Les installations de chauffage central sont inspectées une fois par an par un installateur qualifié.

Cette inspection a notamment pour objet :

- la vérification et le nettoyage des brûleurs ;
- la vérification des dispositifs de protection et de régulation ;
- la vérification et, si nécessaire, le nettoyage des conduits d'évacuation du gaz de combustion.

En ce qui concerne les installations de chauffage central, l'inspection dont question ci-dessus est exécutée avant la mise en route des installations.

Les installations de chauffage central à combustible solide ou liquide sont contrôlées en conformité avec l'arrêté royal du 6 octobre 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides.

Article 117 .

Les installations électriques d'alerte et d'alarme sont réceptionnées et vérifiées annuellement par un organisme agréé, pour le contrôle des installations électriques, par le Ministère des Affaires Economiques.

Les extincteurs portatifs ou mobiles sont vérifiés annuellement.

Les contrôles exigés aux alinéas qui précèdent doivent faire l'objet d'un rapport tenu à la disposition du Bourgmestre ou de son délégué.

La source d'alimentation électrique des détecteurs doit être régulièrement vérifiée. Les piles des détecteurs autonomes de fumées seront remplacées en temps utiles.

Article 118 .

§1^{er}.- Le propriétaire contrôle et fait entretenir les installations suivantes par un technicien qualifié :

- les portes Rf ;
- les hottes des cuisines collectives et leurs conduits d'évacuation ;
- les sources autonomes de courant et l'installation d'éclairage de sécurité ;
- les exutoires de fumées et les installations de désenfumage ;
- les extincteurs.

§2.- Les dates de ces contrôles et les constatations faites au cours de ces contrôles doivent être inscrites dans le registre de sécurité qui doit être tenu à la disposition du Bourgmestre ou de son délégué.

7. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 119 .

Selon son importance, les plans de l'établissement ainsi que les consignes de sécurité seront affichées à l'entrée principale et à proximité des moyens d'annonce.

Article 120 .

L'établissement visé par la présente réglementation sera accessible en permanence aux véhicules des services incendie.

Article 121 .

Sans préjudice des dispositions du règlement général sur la protection du travail, certains immeubles peuvent bénéficier d'une ou plusieurs dérogations aux prescriptions de l'article 98 du présent règlement.

Ces dérogations pourront être accordées pour autant que des équipements de compartimentage RF, de lutte contre l'incendie, de détection incendie soient installés selon les impositions du service incendie, après visite de prévention, chaque immeuble étant traité individuellement.

Article 122 .

En cas d'infraction à un ou plusieurs articles du présent règlement, le Bourgmestre prononcera la fermeture immédiate de l'établissement. Celui-ci ne pourra être réoccupé qu'après constatation, par le Bourgmestre ou son délégué, de l'exécution de tous les travaux prévus, pour le mettre en concordance avec les prescriptions du présent règlement.

Le cas échéant, ces travaux pourront être exécutés d'office par le Bourgmestre.

Le recouvrement du prix et des frais de ces derniers pourra se faire sur présentation de la facture auprès des propriétaires, locataires, tenanciers et exploitants et toute personne quelconque qui s'occupe de l'exploitation de l'établissement.

Section 7. Activités et aires de loisir

Article 123 .

L'accès aux plaines de jeux, aires multisports ou terrains de jeu communaux est autorisé tous les jours, les dimanches et jours fériés compris, entre le lever et le coucher du soleil, sauf disposition contraire affichée.

Article 124 .

§ 1. Les engins mis à la disposition du public dans les plaines de jeu, aires multisports ou terrains de jeu communaux doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.

Les enfants de moins de 12 ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne à la surveillance de qui ils ont été confiés.

Le matériel mis à disposition des enfants sur les aires de jeux permet d'accueillir des enfants jusqu'à l'âge de 13 ans à l'exception des infrastructures sportives accessibles, accessibles à des enfants de plus de 13 ans.

§ 2. Il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

La commune n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale, pour autant que l'aménagement de celle-ci réponde aux prescriptions de l'arrêté royal du 28 mars 2001 relatif à la sécurité des équipements d'aires de jeux.

§ 3. Il est interdit de circuler avec des engins motorisés dans les plaines de jeu, aires multisports ou terrains de jeu communaux.

Section 8. Dispositions relatives aux cimetières

Article 125 .

Dans les cimetières communaux, il est interdit :

- de pénétrer en dehors des heures fixées et affichées à l'entrée ;
- d'abîmer une tombe, un monument, une clôture, une borne ou toute autre construction, de la profaner, de les déplacer, d'en modifier l'ordonnancement sans titre ou de les dégrader de quelque manière que ce soit ;
- d'apposer des affiches, des avis ou annonces, même sur quelque mur, porte, enceinte, bâtiment ou autre construction ;
- d'escalader ou de franchir les murs, clôtures, haies ou autres constructions ;
- d'endommager, de détruire, de déplacer ou d'enlever la terre, le gazon, les fleurs, les arbres et les autres plantations des espaces publics spécialement aménagés ;
- d'amener ou de laisser entrer aucun animal, à l'exception des chiens guides d'aveugles ;
- de jeter ou d'abandonner tout objet ou toute matière de nature à nuire à la propreté ;
- de mendier, de collecter, de colporter, d'étaler ou de vendre des objets quelconques ;
- de s'immiscer, pour l'entretien, dans les attributions des services communaux ;
- de se livrer à des activités politiques ;
- de se comporter de manière à incommoder ou à insulter autrui, ou encore d'une manière incompatible avec la tranquillité et la dignité du lieu ou avec le respect dû aux morts, comme s'adonner à des jeux, utiliser des radios, provoquer du tapage, faire du feu ou pique-niquer ;
- d'effectuer des apports de déchets d'origine extérieure dans les conteneurs ou les endroits spécialement aménagés pour les dépôts des déchets végétaux provenant de l'entretien des tombes ou du site.

Article 126 .

Quiconque enfreint les interdictions visées à l'article précédent ou ne se comporte pas avec le respect dû aux morts, outre les sanctions administratives telles que visées par le présent règlement qui pourraient être appliquées, peut être expulsé du cimetière par le personnel communal affecté au cimetière. En cas de résistance, ce dernier peut demander l'assistance de la police.

Chapitre IV – De la tranquillité publique- lutte contre le bruit

Section 1.Des dispositions générales

Article 127 .

La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets sonores quelconques, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons ou récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants :

- ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés ;
- si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit.

Article 128 .

Sauf autorisation du Bourgmestre, sont interdits sur la voie publique :

- o les auditions vocales, instrumentales ou musicales ;
- o l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
- o les parades et musiques foraines ;
- o l'usage de pétards et de feux d'artifice.

Article 129 .

§1^{er} Sans préjudice de la réglementation relative à la lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores produites dans les propriétés privées ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique ne pourra, si elles sont audibles sur la voie publique, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue. Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par le conducteur.

§2 Sont interdits tous bruits, tapages diurnes ou nocturnes causés sans nécessité ou dus à un défaut de prévoyance ou de précaution, qu'ils soient le fait personnel de leurs auteurs ou qu'ils résultent d'appareils en leur détention ou d'animaux attachés à leur garde.

§3 Sont interdits sur la voie publique, les bruits exagérés et prolongés provenant de cris ou chant de personnes et d'animaux, aboiements intempestifs des chiens et les bruits provenant de l'usage de voitures (mise au point de moteur, claquement de portière répétées), motos, cyclomoteurs.

§4 Sont interdits les bruits faits à l'intérieur des immeubles, des habitations ou de leurs dépendances, tels que ceux qui proviennent de magnétophones, d'appareils de radio-diffusion et télévision, de haut-parleurs, d'instruments de musique, de travaux industriels, commerciaux ou ménagers, de jeux bruyants et de cris d'animaux, qui sont susceptibles de troubler la tranquillité ou le repos des habitants du voisinage ; ces bruits ne peuvent en tout cas être perceptibles de l'extérieur entre 22 heures et 7 heures.

§5 Tous entrepreneurs, industriels, artisans et ouvriers, ne peuvent effectuer en semaine de 20.00 heures à 07.00 heures, ainsi que les dimanche et jours fériés toute la journée, aucun travail requérant l'emploi de machines ou d'appareils occasionnant

des bruits perceptibles hors des usines, ateliers ou chantiers et perturbant la tranquillité des habitants du voisinage.

Les travaux diurnes ne peuvent être effectués qu'à la condition qu'aucun bruit provenant de l'utilisation de machines ou appareils ne retentissent au dehors avec une intensité susceptible d'incommoder les voisins.

§6. L'utilisation des tondeuses, scies circulaires, tronçonneuses et autres engins bruyants, actionnés par un moteur (martelage, motoculteurs...), de quelque nature que ce soit, électrique, à explosion ou à combustion interne, sur tout le territoire de la commune est autorisée, en semaine et le samedi de 08.00 à 22.00 heures et les dimanches *et jours fériés légaux* de 10.00 à 13.00 heures. Ces jours sont exclusivement le 1^{er} jour de l'An, Pâques, et lundi de Pâques, 1^{er} mai, Ascension, Pentecôte, 21 juillet, 15 août, 01 et 11 novembre et 25 décembre.

Cette disposition n'est pas applicable aux tondeuses munies d'un dispositif d'insonorisation et aux engins utilisés par les agriculteurs dans l'exercice de leur profession. Le particulier qui coupe le bois est autorisé à utiliser sa tronçonneuse les dimanche et jours fériés à condition qu'il se trouve à plus de 500 mètres d'habitations.

Ceci sans préjudice des réglementations générales en la matière, et notamment l'AR du 24/02/1977 concernant les normes acoustiques dans les établissements publics et privés.

§7. L'installation de canons d'alarme ou d'appareils à détonation destinés à effrayer les oiseaux et autres animaux, à moins de 500 mètres de toute habitation.

Entre 20.00 heures et 8 heures, il est interdit de faire fonctionner ces engins. Entre 8 heures et 20.00 heures, les détonations doivent s'espacer de 15 minutes entre deux salves d'explosion successives.

Les dimanches et jours fériés légaux susmentionnés, cette interdiction s'applique de 0 à 10 heures et de 12 à 24 heures.

Dans des circonstances particulières et dûment justifiées, une dérogation peut être accordée par le Bourgmestre.

Article 130 .

Les véhicules se trouvant aussi bien sur la voie publique que dans les lieux privés, équipés d'un système d'alarme, ne peuvent incommoder le voisinage. Le propriétaire du véhicule doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Cette disposition est également applicable aux immeubles équipés d'un système d'alarme.

Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas lors du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 131 .

Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Article 132 .

Il est interdit, en dehors des zones autorisées par le Collège communal, de faire de l'aéromodélisme, du nautisme et de l'automobile de type modèle réduit, radio téléguidée ou radio commandée. En tout état de cause, les bruits émis par ces appareils ne pourront porter atteinte à la tranquillité publique.

Section 2. Des dispositions particulières applicables aux établissements habituellement accessibles au public

Article 133 .

§ 1. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§ 2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique.

Article 134

Sans préjudice du règlement particulier de la commune de Ciney en la matière;

§1. Tout commerce servant ou vendant des boissons alcoolisées, même occasionnellement, y compris les dancings situés dans le périmètre urbain sont tenus de fermer à 3 heures toutes les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche ainsi que les jours fériés et à minuit les autres jours.

§2. Le Bourgmestre peut accorder des dérogations aux dispositions ci-dessus sur demande écrite et motivée au moins 30 jours avant la date souhaitée. Les dérogations sont toujours accordées pour une période déterminée. Elles sont renouvelables à l'examen de toute nouvelle demande écrite et motivée. L'exploitant du commerce devra produire l'autorisation à chaque réquisition de la police.

§3. Une dérogation au §1er est octroyée aux cafétérias du Marché couvert de Ciney, uniquement, les nuits des marchés aux bestiaux

Article 134 .

Il est interdit aux cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement, d'en dissimuler l'éclairage et d'occulter les vitrines aussi longtemps que s'y trouve(nt) un ou plusieurs client(s).

Article 135 .

En cas d'infraction aux articles 134 et 135, la police peut en ordonner la cessation immédiate. Au besoin, elle fait évacuer l'établissement.

Article 136 .

Les heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement doivent être lisiblement affichées à la porte d'entrée.

Article 137 .

Le règlement sera affiché de manière visible à l'entrée des établissements concernés. L'exploitant qui n'aura pas affiché le règlement sera passible d'une amende administrative de 50 euros.

Article 138 .

Tout contrevenant au présent règlement, qui en tant qu'exploitant ou membre du personnel de l'établissement concerné, aura toléré ou accepté des personnes dans son établissement après l'heure de fermeture se verra passible d'une amende administrative fixée à 250 euros.

Article 139 .

Tout contrevenant au présent règlement qui sera trouvé dans un établissement concerné, après l'heure de fermeture se verra passible d'une amende administrative fixée à 100 euros.

Article 140 .

Par décision motivée par les exigences de la tranquillité publique ou de maintien de l'ordre, le Bourgmestre peut ordonner suivant la gravité des faits, l'interdiction de diffuser de la musique, la fermeture d'un commerce servant ou vendant des boissons alcoolisées à une heure moins tardive que celle fixée à l'article 134 ou sa fermeture totale.

Article 141 .

La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos du voisinage.

Si les désordres ou bruits perdurent de manière significative, le Bourgmestre pourra prendre toute mesure qu'il juge utile pour mettre fin au trouble, notamment en ordonnant la fermeture partielle ou totale de l'établissement pendant les heures et pour la durée qu'il détermine sans qu'elle ne puisse dépasser 3 mois, conformément à l'article 134 quater de la Nouvelle Loi communale.

§ 5. En cas d'infraction au §.2 ou au § 3 du présent article, le Collège communal pourra prononcer, après notification d'un avertissement préalable écrit conforme à l'article L1122-33§4 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, la fermeture administrative temporaire de l'établissement, pour la durée qu'il détermine.

En cas de récidive dans les 12 mois, le Collège communal pourra, après notification d'un avertissement préalable écrit conforme à l'article L1122-33§4 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, prendre un arrêté ordonnant une fermeture définitive de l'établissement, nonobstant l'application des articles 134 ter et ou quater de la Nouvelle Loi communale.

Les dispositions du présent paragraphe seront portées à la connaissance du contrevenant lors de la constatation des deux premières infractions, conformément à l'article L1122-33 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation.

Article 142 .

§1. L'arrêté du Bourgmestre sera affiché sur la porte d'entrée de l'établissement concerné, tant que durent les mesures prises.

§2. Tout client ou consommateur, avisé de la fermeture, est tenu de quitter l'établissement aussitôt et sans discussion. Il ne peut y rester même si le débitant y consent. Il ne peut non plus essayer de s'y faire admettre pendant la fermeture.

§3. En cas de refus d'évacuer, les forces de police devront être prévenues sur le champ par l'exploitant ou son délégué.

§4. Les exploitants ou délégués sont tenus, à toute réquisition des forces de police de permettre aux membres de celles-ci l'entrée de leurs établissements pour y rechercher les infractions pouvant être commises.

Article 143 .

Les exploitants ou tenanciers devront tenir constamment et visiblement affiché dans les débits de boissons les articles 133 à 134 du présent règlement.

Section 3. Des dispositions particulières applicables aux bals

Article 144 .

§1^{er} Sauf dérogation spéciale accordée par le Bourgmestre et par écrit, les bals publics tant en plein air qu'en lieu clos et couvert doivent prendre fin à 03 heures du matin.

§2 Les organisateurs et leurs préposés sont tenus de faire respecter les heures et conditions ci-avant prescrites ou fixées par le Bourgmestre et d'avertir les services de police en cas de non-respect des règles ci-avant afin qu'une évacuation soit programmée.

§3 Ces dispositions ne sont pas applicables aux dancings.

Article 145 .

§1. Toute salle de danse ou dancing pourra être évacuée par les forces de police avant l'heure de fermeture fixée ci-avant, si des désordres ont lieu ou si le bruit émis ou provoqué est tel que la tranquillité en soit troublée. Toute salle de danse ou dancing fermé par cette mesure de police ne pourra être réouverte qu'au maximum 24 heures plus tard.

§2. Le Bourgmestre pourra ordonner la fermeture de la salle de danse ou du dancing pour une durée d'un mois, lorsque celui-ci aura dû être évacué sur décision des services de police ou par leur intermédiaire.

Chapitre V – Des espaces verts

Article 146 .

Au sens du présent chapitre, par espaces verts, il faut entendre les squares, les parcs, jardins publics et d'une manière générale toute portion de l'espace public situé hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectée, en ordre principal, à la promenade, à la détente ou à l'embellissement.

Article 147 .

Le présent chapitre est applicable à tout usager des espaces verts.

Le Collège communal peut ordonner la fermeture d'un espace vert en cas de nécessité.

Article 148 .

S'il s'agit d'espaces verts avec application d'heures d'ouverture, les heures d'ouverture seront affichées à l'entrée de chaque «espace vert». Nul ne pourra y pénétrer en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture sur décision du Collège communal.

Article 149 .

§1^{er} Nul ne peut, dans les espaces verts, se livrer à des jeux qui puissent gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

§2 Toute personne qui se conduit d'une manière contraire à l'ordre et à la tranquillité publiques est rappelée à l'ordre et, si elle persiste à causer du scandale ou du désordre, elle est expulsée provisoirement par le gardien, le surveillant et/ou généralement toute personne dûment habilitée.

L'entrée peut lui être défendue définitivement ou peut ne lui être autorisée que sous conditions sur décision du Bourgmestre, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par le présent règlement.

Article 150 .

§1^{er} Il est interdit de stationner les véhicules en tout ou partie sur les espaces verts.

§2 Sauf autorisation délivrée par le Collège communal, aucun véhicule à moteur ne peut circuler dans les espaces verts.

§3 Les véhicules non motorisés, les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes, les skis à roulettes, et les patins à roulettes, rollers ou autres, sont interdits dans les espaces verts à l'exception des voitures d'enfants et de personnes moins valides, ainsi que des cycles conduits par des enfants de moins de 11 ans et dans la mesure où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers.

Les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes, rollers et autres peuvent être utilisés aux endroits spécifiquement destinés à cet effet.

Article 151 .

Il est interdit de faire du feu dans les espaces verts, sauf aux endroits spécifiquement prévus à cet effet, ou en cas d'autorisation délivrée par le Collège communal.

Article 152 .

Il est interdit dans les espaces verts d'apposer des panneaux ou affiches publicitaires ou d'utiliser tout autre moyen de publicité commerciale sans autorisation du Collège communal.

Article 153 .

Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de jeux.

Sauf autorisation du Collège communal, il est interdit d'introduire des animaux dangereux ou des objets encombrants dans les espaces verts.

Article 154 .

Il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports, ou à d'autres fins.

Article 155 .

Il est interdit de souiller les espaces verts, de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise.

Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces d'eau des espaces verts, de quelque manière que ce soit en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Il est interdit de se baigner dans les pièces d'eau des espaces verts ainsi que d'y laver ou tremper quoi que ce soit.

Article 156 .

§1^{er} Il est interdit de pêcher dans les pièces d'eaux des espaces verts sans autorisation du Collège communal.

Le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

§2 Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques.

§3 Indépendamment de l'article 243 §7, il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager, et de grimper aux arbres.

Article 157 .

Les pelouses sur lesquelles l'accès est interdit sont signalées par des panneaux spécifiques.

Le Collège communal peut, sur avis du service technique des espaces verts, déroger au présent article pour l'organisation d'évènements exceptionnels.

Chapitre VI- Des animaux

Section 1.Des dispositions générales

Article 159

Il est interdit sur l'espace public :

- de laisser divaguer un animal quelconque ; les animaux divaguant seront placés conformément à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, aux frais, risques et périls du propriétaire ;
- d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes ; cette disposition est également applicable dans les parkings publics ;
- de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés. Cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public.
- de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publiques.
- d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public et dans les lieux publics, toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou sauvages, et les pigeons, à l'exception des aliments destinés aux oiseaux en temps de gel.

Article ~~150 bis~~ 159 bis

Il est interdit, sauf autorisations spéciales délivrées par l'autorité communale et à présenter à toute demande, dans tous lieux privés d'attirer, d'entretenir et/ou de contribuer à la fixation d'animaux errants tels que les chats, chiens, pigeons ou autres oiseaux.

Article 160 .

Sauf autorisation du Collège communal, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public, ainsi que le dressage de chiens d'attaque dans les clubs canins.

L'exploitation d'un «club canin»est soumise à l'autorisation du Collège communal.

Cette disposition ne s'applique pas au dressage des chiens d'utilité publique et notamment des services publics et de secours en général et des chiens de non-voyants.

Article 161 .

Les animaux doivent être maintenus par tout moyen sous la maîtrise de leur propriétaire ou détenteur, et au minimum par une laisse courte, en tout endroit de l'espace public, en ce compris les parcs publics, et dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessible au public.

Article 162 .

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit, y compris par des aboiements ;
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant sur le domaine public.

Article 163 .

Il est interdit sur la voie publique d'attacher à un véhicule ou à une bicyclette, même à l'arrêt, un animal autre que celui servant à la traction du véhicule en question.

Article 164 .

Il est interdit d'introduire un animal quelconque dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est refusé ou interdit soit par un règlement intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

Article 165 .

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires relatives notamment à l'exploitation d'établissements classés, les écuries, étables et en général tous lieux où l'on garde des poules, pigeons, chèvres, moutons et autres animaux domestiques doivent être maintenus dans un état de propreté correct.

Article 166 .

En cas de danger, d'épidémies ou d'épizooties et sans préjudice d'autres dispositions légales, le propriétaire de l'immeuble infesté ou infecté et/ou son occupant et/ou son gardien en vertu d'un mandat est tenu de procéder à tous travaux de nettoyage, désinfection ou destruction de parasites, sur rapport du médecin ou du vétérinaire requis par le Bourgmestre. A défaut, le Bourgmestre procède aux mesures d'office aux frais, risques et périls du défaillant, nonobstant l'application d'éventuelles sanctions administratives telles que prévues au présent règlement.

Section 2. Des dispositions particulières applicables aux chiens

Article 167 .

§1. Les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de faire disparaître immédiatement les excréments déféqués par l'animal sur le domaine public, en ce compris les espaces verts, mais à l'exception des caniveaux et des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

§2. Quiconque enfreint la disposition visée ci-dessus doit aussitôt remettre les choses en état de propreté. Pour ce faire, les propriétaires ou gardiens seront toujours porteurs d'un sachet approprié pour ramasser immédiatement les déjections, faute de quoi il y sera pourvu par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 168 .

Il est interdit sur l'espace public de faire garder des véhicules et autres engins par des chiens, même mis à l'attache ou placés à l'intérieur des voitures.

Article 169 .

En sus de l'identification par tatouage ou par introduction d'un micro chip imposé par l'arrêté Royal du 17/11/94, les chiens seront porteur d'un collier avec plaque mentionnant les nom et coordonnées du propriétaire. A défaut, l'animal sera réputé errant.

Article 170 .

Tous les chiens circulant sur la voie publique ou dans les lieux publics doivent être tenus en laisse de manière telle que leurs gardiens en aient la maîtrise en fonction de leur race, leur taille et leur nombre.

Article 171 .

§1. A l'exception de ceux utilisés par les services de secours et de sécurité, le port de la muselière est obligatoire pour tout chien, qui se trouve ou circule dans tout lieu public ou privé accessible au public, pouvant constituer un danger potentiel pour autrui en raison de ses attitudes comportementales et/ou caractérielles agressives, ou de sa sélection ou d'antécédents agressifs dont il aurait fait preuve.

§2. Le non-respect, par tout propriétaire, gardien ou détenteur d'un ou plusieurs chiens de cette disposition ou des injonctions qui lui sont données par un fonctionnaire de police entraînera d'office l'identification et la saisie du ou des chiens concernés et ce aux risques et périls du propriétaire, gardien ou détenteur.

Article 172 .

Les chiens estimés dangereux par un fonctionnaire de police ou qui ont présenté une menace pour un tiers pourront être examinés par un médecin-vétérinaire agréé à la demande du Bourgmestre afin d'envisager les mesures adéquates à prendre à leur égard. Dans les cas de dangerosité grave constatée par le médecin-vétérinaire agréé et sur avis de ce dernier, le Bourgmestre peut imposer l'euthanasie du canin.

Article 173 .

Les chiens de garde ne peuvent être mis en liberté dans l'intérieur des lieux gardés que lorsque toutes les portes d'accès auront été fermées à clé.

Article 174 .

§1^{er} Sans préjudice des articles 159 et 161, il est interdit aux propriétaires ou détenteurs de chiens de laisser errer ceux-ci sans surveillance en quelque lieu que ce soit (voies publiques, champs, terres, bois, etc...).

Les animaux divaguant peuvent être saisis et remis à un refuge pour animaux par les agents de la force publique.

§2 S'ils ne sont pas réclamés dans les 15 jours calendrier, ils pourront en disposer. Lorsque le propriétaire réclame la restitution de l'animal avant l'expiration de ce délai, il est redevable des frais de déplacement, d'entretien, de garde et de vétérinaire jusqu'au jour de la restitution.

Article 175 .

Lorsque la saisie administrative du chien s'impose et que l'animal est féroce ou s'il est impossible ou dangereux de le saisir, il pourra être abattu sur place.

Article 176 .

Il est interdit au propriétaire ou gardien d'un chien d'exciter celui-ci et/ou de ne pas le retenir lorsqu'il attaque ou poursuit les passants, même s'il n'en résulte aucun mal ou dommage.

Chapitre VII- Du commerce ambulant, de l'organisation de kermesses et métiers forains

Article 177 .

Le Collège communal attribue les emplacements fixes réservés à l'exercice du commerce ambulant en application de son règlement particulier en la matière.

Ces emplacements ne pourront être occupés qu'avec l'autorisation préalable du Collège communal, selon la procédure déterminée par la commune dans son règlement particulier en la matière.

Si l'intéressé ne se conforme pas aux dites conditions, le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation.

Article 178 .

Il est interdit aux personnes exerçant leur profession sur les emplacements occupés conformément aux dispositions de l'article précédent, d'y annoncer leur présence par des cris ou boniments ou à l'aide d'instruments quelconques.

En cas d'infraction au présent article, le Collège communal pourra retirer l'autorisation qui aura été accordée.

Article 179 .

Les commerçants qui exercent leur activité à l'aide d'un véhicule ne peuvent porter atteinte à la sécurité publique et la commodité du passage, à la tranquillité publique, à la propreté publique ni à la salubrité publique.

Sans préjudice de l'article 33 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, ces commerçants ne pourront pas faire usage, pour informer la clientèle de leur passage, de moyens sonores pouvant porter atteinte à la tranquillité publique.

Article 180 .

§ 1. Il est interdit :

- d'organiser une kermesse ou d'exploiter un métier forain sur un terrain privé accessible au public sans autorisation du Collège communal ;
- d'installer un métier forain ou de maintenir son installation en dehors des endroits et dates prévus pour chaque kermesse ou fête foraine, soit par le cahier des charges y relatifs, soit par l'autorité compétente, ainsi que dans les cas où ce dernier ordonne le retrait de la concession ou de l'autorisation ;
- aux exploitants d'installer leurs véhicules ailleurs qu'aux emplacements désignés par l'administration.

Les métiers forains et les véhicules placés en infraction avec la présente disposition devront être déplacés à la première injonction de la police, faute de quoi il y sera procédé par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

§ 2. En cas d'infraction au présent article, le Collège communal pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation qui aura été accordée.

Article 181 .

§1^{er} Nul ne peut, même momentanément, sans une autorisation du Collège communal, tenir une exposition, étaler des marchandises sur la voie publique, y compris les galeries et passages établis sur le domaine privé mais livrés à la circulation du public, y distribuer des réclames commerciales, imprimés ou dessins quelconques ou y exercer une industrie ou une profession quelle qu'elle soit.

Il est également défendu d'aviser de l'approche des officiers et agents de la police, les camelots, colporteurs, chanteurs ambulants et autres personnes exerçant, soit avec une autorisation régulière, soit illicitement, un commerce, une industrie ou une profession quelconque sur la voie publique.

§2 Sans autorisation du Collège communal, il est interdit à toute personne de stationner habituellement sur la voie publique pour accoster les passants en vue de leur servir de guide ou de leur recommander un établissement quelconque.

L'autorisation donnée par l'autorité compétente détermine les conditions auxquelles elle est subordonnée.

Chapitre VIII – De l'exécution des travaux

Section 1. De l'exécution des travaux en-dehors de la voie publique

Article 182 .

Sont visés par les dispositions suivantes, les travaux exécutés en dehors de la voie publique et qui sont de nature à la souiller ou à nuire à la sûreté ou à la commodité de passage.

Article 183 .

Il est interdit d'exécuter les travaux sans avoir établi une palissade d'une hauteur de deux mètres au moins, sommée d'un panneau incliné vers l'extérieur suivant un angle de 45 degrés assurant la sécurité des usagers de la voirie et du trottoir.

Les portes pratiquées dans la palissade ne peuvent s'ouvrir vers l'extérieur ; elles sont garnies de serrures ou cadenas et quotidiennement fermées à la cessation des travaux.

Le Bourgmestre peut accorder des dérogations à l'interdiction formulée et prescrire d'autres mesures de sécurité.

Article 184 .

L'autorisation de placer la palissade sur la voie publique est accordée par le Bourgmestre.

L'écrit d'autorisation doit se trouver sur les lieux où sont exécutés les travaux et sera exhibé à toute réquisition de la police.

Le Bourgmestre détermine les conditions d'utilisation de la voie publique et peut prescrire des mesures de sécurité complémentaires.

L'autorisation est demandée trente jours au moins avant l'ouverture du chantier. Elle est accordée pour la durée des travaux. Elle peut être retirée en cas d'interruption prolongée et non justifiée des travaux.

Article 185 .

Sauf dérogation accordée par le Bourgmestre, les matériaux ne peuvent être déposés sur la voie publique en dehors de l'enclos.

Article 186 .

Indépendamment des dispositions légales relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme, le maître de l'ouvrage est tenu de prévenir le Bourgmestre et le bureau de police 24 heures au moins avant le début des travaux. De même, il est tenu de le prévenir dans le cas où il y a une impossibilité éventuelle de pouvoir débiter les travaux au jour fixé.

Article 187 .

Les travaux sont commencés immédiatement après l'exécution des mesures de sécurité prescrites. Ils sont poursuivis ; sans interruption de manière à être achevés dans le plus bref délai.

Sur le chantier, sera signalé, bien en vue, de jour comme de nuit, l'identité du responsable avec l'adresse et le numéro d'appel téléphonique où il peut être joint. Les échafaudages, échelles, enclos ou autres obstacles établis sur la voie publique, devront être signalés tant de jour que de nuit conformément aux dispositions légales régissant la circulation routière.

Dès la fin de l'occupation de tout ou partie de la voie publique, le permissionnaire est tenu d'aviser le Bourgmestre et de veiller à la remise des lieux en leur état primitif selon les indications qu'ils fournissent.

Article 188 .

Les parois des fouilles ou des excavations doivent être étançonnées de manière à empêcher tout mouvement de la voirie et à prévenir tout accident. Les remblais ne peuvent contenir aucune matière putrescible ou insalubre.

Article 189 .

Les travaux qui sont de nature à répandre de la poussière ou des déchets sur les propriétés voisines ou sur la voie publique ne peuvent être entrepris qu'après l'établissement d'écrans imperméables.

Article 190 .

Il est interdit de jeter ou d'entreposer des décombres sur la voie publique, en dehors de l'enclos. Ainsi que dans les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées ou dans les cours d'eau.

L'entrepreneur est tenu d'arroser les ouvrages à démolir et les décombres, de manière à limiter au maximum la production des poussières.

Lorsque la voirie est souillée du fait des travaux, l'entrepreneur est tenu de la remettre sans délai en parfait état de propreté avec évacuation des déchets et interdiction de les balayer dans les avaloirs de voirie.

Article 191 .

En cas de construction, de transformation, démolition totale ou partielle d'un bâtiment, la protection des immeubles voisins doit être assurée par des procédés appropriés. Les étales doivent reposer sur de larges semelles. Lorsque celles-ci s'appuient sur la voirie, la charge est répartie sur une surface suffisante.

Article 192 .

Sans préjudice de ce qui est dit ci-avant dans le présent règlement, les échafaudages et les échelles prenant appui sur la voie publique ou suspendus au-dessus d'elle doivent être établis de manière à prévenir tout dommage aux personnes et aux biens et à ne pas gêner la circulation.

Article 193 . .

Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, il est interdit d'installer sur la voie publique des appareils de manutention ou d'élévation ou d'autres engins de chantier sans autorisation du Bourgmestre.

Section 2. De l'exécution des travaux sur la voie publique

Article 194 .

§1^{er}.- Toute traversée de voirie et tout enlèvement de la couverture asphaltée et empierrée d'une voirie ne peuvent être entrepris qu'avec l'accord écrit de l'Administration Communale qui fixe les conditions dans lesquelles ces travaux doivent être effectués. Un état des lieux sera effectué avant le début des travaux. Les remarques éventuelles seront signalées à l'Administration Communale par écrit avant le début des travaux, faute de quoi, l'état des lieux sera considéré comme exempt d'observations.

§2.- Le requérant avisera la Commune trois jours avant la date de commencement des travaux.

Ceux-ci seront exécutés promptement et sans désemperer de manière à ne pas interrompre la circulation des usagers, ni entraver l'écoulement des eaux.

Pendant toute la durée des travaux, une signalisation de chantier sera mise en place par le requérant conformément aux plus récentes prescriptions en cette matière.

A cette fin et en vue d'éviter tout obstacle sur la voie publique, la Commune se mettra, préalablement à l'ouverture du chantier, en rapport avec les services de police.

§3.- Avant tous travaux, il appartiendra au requérant de s'informer auprès des divers concessionnaires (eau, gaz, électricité, téléphone) de la position de leurs conduites enterrées et de leurs câbles.

Bien que les travaux soient placés sous la surveillance de l'autorité communale, le requérant reste seul responsable des dégradations qu'il pourrait occasionner aux installations publiques ou privées.

Il est garant de toutes indemnités aux tiers, y compris celles dues en cas d'accident survenu sur la voirie du fait des travaux alors même qu'il n'aurait commis aucune faute dans la conception ou la surveillance de ceux-ci.

Le requérant aura la charge exclusive de réparer les dégradations conséquentes à l'exécution des travaux. Quelles qu'en soient les causes, les instructions qui lui auraient été données par les autorités communales ou leurs délégués ne le dégagent en rien de sa responsabilité exclusive.

Le requérant sera tenu pour responsable de toutes les malfaçons qui apparaîtraient durant une durée de deux ans à dater de la réception des travaux par le délégué de l'autorité communale.

§4.- Les dégradations causées à une voirie doivent être réparées immédiatement afin de ne pas être cause d'accident.

La responsabilité des accidents pouvant survenir au cours des travaux, ainsi que des dénivellations qui pourraient apparaître dans ces traversées, incombera au détenteur de l'autorisation pendant une durée de 2 ans à dater de la fin de travaux.

§5.- Pour un chemin empierré : après compactage convenable des tranchées, celles-ci seront comblées de sable additionné de 100 kg de ciment par m³, sur toute la hauteur de la fouille jusqu'au niveau – 20 cm du revêtement de la chaussée existante. Tous les déblais du terrassement seront enlevés et évacués. Le revêtement de la voirie sera ensuite rétabli à l'aide de 20 cm de pierres du type 0/32 ou 056 avec raccords parfaits à la chaussée existante.

Pour les revêtements hydrocarbonés : les bords du revêtement maintenu devront être sciés ou découpés de façon parfaitement rectiligne à 10 cm au moins des bords de la tranchée. Après compactage convenable, les tranchées seront comblées de sable additionné de 100 kg de ciment par m³ et bien damé et ce jusqu'au niveau – 5 cm de la chaussée existante. Tous les déblais du terrassement seront enlevés et évacués. Le revêtement sera ensuite rétabli à l'aide d'un produit hydrocarboné de type IV, couche d'usure sur 5 cm d'épaisseur soigneusement compacté. Les joints de raccordement entre le revêtement en place et le nouveau revêtement seront enduits d'émulsion acide de 55% et grenailles 2/4, aucune dénivellation entre l'ancien et le nouveau revêtement supérieur à 5 mm, ne sera tolérée.

Pour les revêtements pavés : les tranchées seront comblées de sable additionné de 100 kg de ciment par m³ sur toute la hauteur de la fouille et compacté, les pavés reposés soigneusement sur une couche de mortier et colmatés à l'aide d'un mortier au sable du Rhin.

§6.- Dans les cas des chemins dits de « grande communication » et pour les routes en béton, aucune autorisation ne sera accordée sauf pour les traversées exécutées par fonçage à minimum 60 cm de profondeur par rapport au revêtement de la voirie.

Le détenteur d'une autorisation par fonçage devra se renseigner sur la position des différentes canalisations et câbles enfouis dans le sol à l'endroit des travaux.

§7.- Pour le comblement des tranchées en accotement, le remblai est réalisé à l'aide de sable additionné de 100 kg de ciment par m³ jusqu'à -0,30 m sous la surface de l'accotement. Il se termine par la mise en œuvre de terre arable et ensemencement ou de matériaux de même nature que celui en place.

Les accotements sont reprofilés et compactés avec la pente uniforme existant initialement.

Tous les déblais excédentaires du terrassement seront enlevés et évacués.

§8.- En cas de non respect des conditions, un constat sera établi par les autorités communales.

Si la tranchée n'a pas été remblayée de façon conforme aux clauses techniques reprises dans la notice technique, le requérant sera mis en demeure par lettre recommandée de procéder aux réparations dans un délai de quinze jours calendrier à dater de la réception de la lettre.

Si, à l'expiration du délai imparti, les réparations ne sont pas effectuées, celles-ci seront prises en charge par l'administration aux frais du requérant à raison de 21€/heure par ouvrier et 45€/heure par véhicule ou machine avec chauffeur. Les matériaux mis en œuvre seront facturés en supplément.

Chapitre IX- Du raccordement, du débouchage, du nettoyage, de la réparation et de la modification des égouts

Article 195

§1^{er} Indépendamment du Chapitre III du Titre II du RGP et du règlement communal propre à chaque commune relatif aux conditions techniques et administratives de raccordement à l'égout, nous rappelons que toute nouvelle habitation construite en bordure d'une voirie égouttée sera obligatoirement raccordée par et aux frais du propriétaire de l'immeuble, à l'égout, aux conditions techniques imposées par l'administration communale.

Lors de la construction ou de la réfection d'une voirie égouttée ou de l'établissement d'un égout dans une voirie existante, la Commune réalisera à ses frais sur la largeur du domaine public le nouveau raccordement ou le renouvellement du raccordement existant, aux conditions techniques imposées par elle-même.

Ce raccordement est obligatoire et sera réalisé sur le domaine privé par le propriétaire riverain desservi.

§2 Dans tous les cas, le débouchage, la réparation ou le renouvellement partiel ou total du raccordement à l'égout est fait par et aux frais du propriétaire de l'immeuble raccordé, y compris dans le domaine public, sur toute la longueur de ce raccordement, aux conditions techniques de l'administration communale.

Chapitre X- De la salubrité des habitations et des constructions menaçant ruine

Article 195 .

Les présentes dispositions sont applicables aux habitations, jouxtant ou non la voie publique, dont l'état met en péril la salubrité publique, la sécurité des personnes ou des biens publics et privés.

Par habitation, sont visées toute construction, ancrée ou non dans le sol, les roulottes et caravanes.

Article 196 .

Lorsque le péril est imminent, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates et notamment, il peut intimer au propriétaire l'ordre de procéder immédiatement à la réparation, à l'étalement ou à la démolition du bâtiment ou de l'infrastructure menaçant ruine.

En cas d'absence du propriétaire ou du gardien de l'immeuble ou lorsque ceux-ci restent en défaut d'agir, le Bourgmestre fait procéder d'office et à leur frais à l'exécution desdites mesures.

Article 197 .

Lorsque le péril n'est pas imminent, le Bourgmestre fait dresser un rapport d'expertise (ou état des lieux), qu'il notifie aux intéressés avec les mesures qu'il se propose de prescrire.

En même temps qu'il notifie le rapport d'expertise, le Bourgmestre invite les intéressés à lui faire part, dans un délai raisonnable qu'il fixe, de leurs observations à propos de l'état de l'habitation et des mesures qu'il se propose de prescrire.

Après avoir pris connaissance de ces observations ou à défaut de celles-ci, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates et fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

Article 198 .

L'arrêté du Bourgmestre est affiché sur la façade de l'habitation et notifié aux intéressés par pli recommandé à la poste avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Article 199 .

Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occuper une habitation que le Bourgmestre a déclarée inhabitable et dont il a ordonné l'évacuation.

CHAPITRE XI : Des Sanctions administratives

Le présent règlement sanctionne une série de dérangements publics par différentes sanctions administratives.

Section 1. Les sanctions

Article 200 .

Les sanctions administratives sont de quatre types :

§1. Compétence du Fonctionnaire Sanctionnateur

-L'Amende administrative d'un maximum de 250€ (125€ s'il s'agit d'un mineur ayant 16 ans accomplis).

§2 Compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins

-La suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune.

-Le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune.

-La fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Section 2 : De l'amende administrative

Article 201 .

Pour autant que les faits ne soient pas déjà prévus et sanctionnés pénalement ou administrativement par une loi, un décret ou une ordonnance, les infractions aux articles du présent Titre 1 du règlement sont passibles d'une amende administrative de 250€ maximum.

L'amende administrative est infligée par le Fonctionnaire Sanctionnateur désigné par le Conseil Communal.

*Les infractions aux dispositions prévues sont punies pour les majeurs d'une amende administrative d'un montant maximum de 250€.

*Les infractions aux dispositions prévues sont punies pour les mineurs ayant l'âge de 16 ans au moment des faits, d'une amende administrative d'un montant maximum de 125€ .

Dans ce dernier cas, les parents, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende infligée au mineur.

CHAPITRE XII : Procédure

Section 1. Le Fonctionnaire Sanctionnateur

Article 202.

Le Fonctionnaire Sanctionnateur reçoit le PV ou le constat.

Il décide de l'opportunité de sanctionner ou non l'auteur de l'infraction au Règlement communal de police.

Section 2. Le contrevenant fait valoir ses moyens de défense

Article 203.

Le contrevenant recevra du Fonctionnaire désigné, après constatation de l'infraction, une lettre recommandée dans laquelle seront repris :

-la description des faits reprochés;

-de la ou des disposition(s) du RCP visée(s),

-les droits dont il dispose, c'est-à-dire :

*le droit d'exposer ses moyens de défense par écrit et /ou de demander la présentation orale de sa défense ;

*le droit de consulter son dossier ;

*le droit de se faire assister ou représenter par un conseil ;

une copie du P.V. ou constat en annexe.

En ce qui concerne les mineurs, l'article 119bis, §9bis, al. 5 de la nouvelle loi communale prévoit qu'il devra être envoyé au mineur mais également à ses parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Le contrevenant mineur doit toujours se faire assister ou représenter par son avocat. Lorsqu'il n'a pas d'avocat, il lui en est désigné un d'office en avisant immédiatement le Bâtonnier de l'Ordre.

Il incombe au Bâtonnier ou au bureau d'aide juridique de procéder à la désignation d'un avocat au plus tard dans les 2 jours ouvrables.

A partir de la notification de la lettre recommandée du Fonctionnaire désigné, le contrevenant dispose d'un délai de 15 jours pour faire valoir ses observations.

Section 3. La décision

Article 204.

La sanction administrative est proportionnée à la gravité des faits qui la motivent, et en fonction de l'éventuelle récidive.

La constatation de plusieurs infractions concomitantes donnera lieu à une sanction administrative unique, proportionnelle à la gravité de l'ensemble des faits.

Section 4. La notification

Article 205 .

La décision du Fonctionnaire Sanctionnateur est notifiée au contrevenant par lettre recommandée.

La décision d'infliger une amende administrative au mineur doit être notifiée au mineur mais également à ses parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde par lettre recommandée.

Section 5. L'exécution

Article 206 .

La décision a force exécutoire un mois après sa notification sauf en cas d'appel.

Le montant de l' amende est versé sur un compte de l'administration communale ou entre les mains du receveur communal.

Section 6. Le recours

Article 207 .

Le Tribunal apprécie la légalité et la proportionnalité de l'amende imposée et non de son opportunité.

Pour les majeurs

Le contrevenant peut introduire un recours devant Tribunal de police par requête dans le mois de la notification.

Pour les mineurs de plus de 16 ans

Le contrevenant, peut introduire un recours devant Tribunal de la jeunesse par requête dans le mois de la notification

Le recours contre cette décision peut être introduit, par le mineur, par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse.

Ce recours peut également être introduit par les parents, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur.

Section 7. Prescription

Article 208 .

Le délai de prescription est de 6 mois.

Ce délai prend cours à compter du jour de la réception de la copie du procès-verbal ou réception du constat par le fonctionnaire.

Section 8. Les infractions mixtes

Article 209 .

Dans le cas de comportement constituant une infraction, tant du point de vue pénal que du point de vue administratif, l'original du P.V. est adressé au Procureur du Roi et une copie au Fonctionnaire Sanctionnateur désigné. Le Procureur du Roi dispose

d'un délai de deux mois, à compter du jour de la réception du P.V., pour informer le Fonctionnaire désigné de ce que :

*Il ne se saisit pas du dossier, laissant le Fonctionnaire Sanctionnateur le traiter.

ou

*Il se saisit du dossier et

décide :

-qu'une information a été ouverte ;

-que des poursuites pénales ont été entamées ;

-que le dossier est classé sans suite.

L'absence de réaction du parquet dans un délai de deux mois à dater de la réception du procès-verbal, suffit à légitimer l'intervention du Fonctionnaire Sanctionnateur.

Section 9. Préjudice

Article 210 .

L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des restitutions et dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties et ne préjudicie en rien au droit pour le Bourgmestre, de recourir aux frais, risques et périls du contrevenant à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

CHAPITRE XIV : De la médiation

Article 211 .

En cas de contravention constatée à charge d'un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits, l'imposition des sanctions prévues est précédée obligatoirement d'une proposition de médiation.

Le Conseil communal désigne à cet effet un médiateur, qui ne peut être le Fonctionnaire désigné pour infliger l'amende administrative.

Le médiateur, dès qu'il a connaissance des faits reprochés, propose au mineur d'âge et au titulaire de l'autorité parentale un processus de médiation qui vise l'indemnisation et/ ou la réparation du dommage causé en contravention des dispositions de la présente ordonnance. La médiation est également proposée à la victime dans la mesure où celle-ci est identifiée.

La médiation fait l'objet d'un protocole d'accord reprenant les modalités de la réparation et/ ou de l'indemnisation, signé par le médiateur, le mineur, le titulaire de l'autorité parentale et par la victime si elle participe au processus.

L'auteur de la contravention dispose de 60 jours à dater de sa signature de l'accord de médiation pour respecter ses engagements.

En cas de protocole de désaccord ou à défaut d'exécution du protocole d'accord, la procédure d'imposition de la sanction administrative peut être poursuivie.

En cas de contravention constatée à charge d'une personne majeure, le processus de médiation reste facultatif, à la libre appréciation du Fonctionnaire Sanctionnateur.

En pareil cas, les dispositions prévues au présent article seront d'application.

CHAPITRE XV : Mesures exécutoires de police administrative

Article 212 .

§1 : Le Bourgmestre peut prononcer, conformément à l'article 134 ter de la loi communale, dans le cas où tout retard causerait un préjudice grave et par décision motivée, la fermeture administrative, à titre temporaire, d'un établissement ou la suspension administrative provisoire d'une permission ou d'une autorisation qui avait été accordée, lorsque les conditions d'exploitation de l'établissement ou la permission ne sont pas respectées et après que le contrevenant ait fait valoir ses moyens de défense.

§2 : Si l'ordre public autour d'un établissement accessible au public est troublé par des comportements survenant dans cet établissement, le Bourgmestre peut décider, conformément à l'article 134 quater de la loi communale et par décision motivée, de fermer cet établissement pour la durée qu'il détermine et après que le contrevenant ait fait valoir ses moyens de défense.

§3 : Les décisions aux §1 et §2 sont de nature provisoire et d'un délai maximum de trois mois, elles doivent être confirmées par le Collège communal à sa plus prochaine séance.

TITRE II - Délinquance environnementale

Vu les articles D.160 et suivants du Code de l'environnement et notamment les articles D.161, D.167 et R.87 et suivants;

Vu le Règlement communal de gestion des déchets ;

Vu le Règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire bénéficier leurs habitants des avantages d'une bonne police et qu'à cet effet, elles doivent notamment prendre toutes les mesures nécessaires en vue de :

- garantir un cadre de vie sain et de qualité à l'ensemble de leurs habitants,
- promouvoir la propreté et l'hygiène des propriétés tant publiques que privées,
- veiller à la santé, à la sécurité et à la tranquillité de leurs habitants,

Considérant qu'à ces titres les communes ont un rôle fondamental à remplir en matière de recherche, constatation, poursuite et réparation des infractions en matière d'environnement afin de réprimer les comportements qui ne respectent pas les législations environnementales;

Chapitre I. Des opérations de combustion

Article 213 .

La destruction par combustion de tout déchet est interdite, à l'exclusion des déchets végétaux secs provenant de l'entretien des jardins, de déboisement ou défrichement de terrains, d'activités professionnelles agricoles ou forestières conformément aux Codes Rural et Forestier.

Article 214 .

Les feux allumés en plein air doivent être situés à plus de 100 mètres des habitations, édifices, bruyères, , vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, paille, foin, fourrage ou tout autre dépôt de matériaux inflammables ou combustibles ; à plus de 25 mètres des bois et forêts.

Dans le cas où il serait fait usage d'un appareil particulier évitant la production de flammèches, la distance prévue au paragraphe précédent est ramenée à 10 mètres.

Pendant la durée de l'ignition, les feux doivent faire l'objet d'une surveillance constante par une personne majeure.

L'importance des feux doit être maintenue à un niveau tel qu'ils puissent être maîtrisés par ceux qui les ont allumés.

Par temps de grand vent, les feux sont interdits.

Article 215 .

Les utilisateurs des installations de chauffage par combustion doivent veiller à ce qu'il ne résulte, du fonctionnement de leur installation, aucune atteinte à la salubrité publique.

Article 216 .

Les vapeurs, fumées et émanations résultant d'opérations de combustion ou de cuisson doivent être évacuées au moyen de dispositifs empêchant leur pénétration dans les habitations voisines et toute nuisance environnementale.

Article 217 .

Tout occupant d'une habitation ou d'une partie d'habitation est tenu de veiller à ce que les cheminées et tuyaux conducteurs de fumées qu'il utilise soient maintenus constamment en bon état de fonctionnement.

CHAPITRE II. Abandon de déchets

Article 218 .

Sera passible d'une amende administrative, l'abandon de déchets tel qu'interdit par le décret du 27 juin 1996 relatifs aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau.

Section 1. Jet sur la voie publique

Article 219 .

La projection, le jet ou le dépôt de tracts, journaux, échantillons et autres sont interdits sur la voie publique, s'il porte atteinte à l'ordre, la propreté et à la sécurité publique. Dans les mêmes buts et condition, l'apposition de documents sur le véhicule est interdite. Chaque distributeur veillera au ramassage des documents que les gens jetteraient au sol.

Article 220 .

Les imprimés publicitaire ou de la presse d'information gratuite doivent être insérés complètement dans les boites aux lettres.

Article 221 .

Dans un soucis de propreté publique, toute personne s'abstiendra de déposer ces imprimés en violation des indications apposées sur les boites aux lettres notamment « STOP PUB » ou « Pas de publicité. » .

Article 222 .

Il est interdit, en circulant sur la voie publique, de déposer, de déverser ou de jeter sur la voie publique ou sur un terrain situé en bordure de celle-ci, tout ce qui est de nature à porter atteinte à la propreté publique.

Section 2. Des dépôts clandestins

Article 223 .

Il est défendu de jeter, déposer ou abandonner, sur la voie publique des morceaux de papier, pelures, ainsi que des décombres de toute nature (cigarettes), débris de poterie, verres cassés et objets analogues susceptibles de souiller la voie publique.

Article 224 .

Il est également défendu de déposer, dans les corbeilles ou poubelles publiques, des paquets ou sacs contenant des résidus ménagers, des décombres ou ordures, celles-ci étant réservées aux déchets des pique-niques, aux menus déchets des passants et souillures des chiens déposés par leur gardiens lors des promenades si aucun endroit particulier n'est aménagé aux environs.

Article 225 .

A défaut des permis requis, le dépôt de mitrilles, de décombres, de pneus, de véhicules hors d'usage, de véhicules isolés hors d'usage visible de tous points accessibles au public est interdit. Cette interdiction s'applique au propriétaire et/ou au détenteur des objets et par défaut au locataire et/ou propriétaire du terrain où s'opère

de dépôt. Par exception, sont tolérés les dépôts situés dans une enceinte ferroviaire ou portuaire, les dépôts de pneus servant de lestage aux activités agricoles.

Article 225 Bis

Le propriétaire d'un compost est tenu de prendre toutes les mesures possibles pour que le dit compost ne porte pas atteinte à l'hygiène, à la propreté, à la sécurité ou à la salubrité publique. Lorsque les mesures ne sont pas prises ou si ces dernières sont jugées insuffisantes, le Bourgmestre impose au propriétaire du compost, dans le délai qu'il fixe, les mesures à prendre afin de solutionner le problème.

Article 226 .

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter, de laisser à l'abandon ou de maintenir sur la voie publique, dans un immeuble bâti ou sur un immeuble non bâti, des immondices ou tout objet ou matière organique ou inorganique de nature à porter atteinte à la propreté, à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité publique. En cas d'infraction, le contrevenant est tenu de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour enlever les dépôts.

Article 227 .

Le propriétaire ou l'ayant droit d'un immeuble bâti ou non, sur lequel est constitué un dépôt d'immondices ou de tout objet ou matière organique ou inorganique de nature à porter atteinte à la propreté, à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité publique, hormis les compost ménagers, est tenu, outre l'enlèvement visé à l'article ci-dessus, de prendre toutes mesures afin d'éviter qu'un nouveau dépôt soit constitué. Lorsque ces mesures ne sont pas prises et si un nouveau dépôt est constitué, le Bourgmestre impose aux intéressés, dans le délai qu'il fixe, les mesures à prendre afin d'éviter tout dépôt futur.

Section 3. Des déchets de commerce

Article 228 .

Les exploitants de friteries et autres commerces, qui vendent des marchandises à consommer sur place ou dans les environs immédiats, sont tenus d'assurer la propreté du domaine public aux abords de leurs échoppes ou magasins. Pour ce faire, ils placeront, en nombre suffisant, des corbeilles ou sacs poubelles d'un type agréé par l'administration communale. Ils veilleront à vider celles-ci chaque fois que cela sera utile. Avant de quitter leur emplacement ou de fermer leur magasin ou échoppe, ils devront évacuer les déchets provenant de leur commerce et nettoyer tout ce que l'activité de celui-ci aurait souillé.

CHAPITRE III. Protection des eaux de surface

Article 229 .

Sera passible d'une amende administrative celui qui commet une des infractions visées à l'article D.393 du Code de l'eau.

Article 230 .

Commet une infraction de troisième catégorie celui qui :

§1.N'a pas raccordé à l'égout l'habitation située le long d'une voirie qui en est déjà équipée.

§2.N'a pas raccordé pendant les travaux d'égouttage son habitation située le long d'une voirie qui vient d'être équipée d'égouts .

§3.N'a pas sollicité l'autorisation préalable écrite du collège communal pour le raccordement de son habitation.

§4.A déversé l'ensemble de ses eaux pluviales et de ses eaux claires parasites dans l'égout séparatif sur les parties de la voirie ainsi équipée ou n'évacue pas les eaux pluviales par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation.

§5.N'a pas équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires, en n'équipant pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration, en n'évacuant pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration, en ne mettant pas hors service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou en ne faisant pas vider la fosse septique par un vidangeur agréé.

§6.N'a pas raccordé à l'égout existant dans les 180 jours qui suivent la notification de la décision d'un refus de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle en dérogation à l'obligation de raccordement à l'égout.

§7.N'a pas équipé d'origine toute nouvelle habitation construite en zone d'assainissement collectif, le long d'une voirie non encore équipée d'égout d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, lorsqu'il est établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif.

§8.N'a pas équipé d'un système d'épuration individuelle toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lequel s'applique le régime d'assainissement autonome.

§9.N'assure pas que l'égout ne récolte pas les eaux claires parasites en ne raccordant pas l'habitation au réseau d'égouttage dès la mise en service de celui-ci, en n'équipant pas une nouvelle habitation d'une fosse septique by passable munie d'un dégraisseur, le cas échéant, et pourvue de canalisations séparées pour la

récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées, dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu.

§10.N'a pas mis en conformité l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application, et ce en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé.

§11.Vidange et recueille les gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers, soit sans disposer de l'agrément requis, soit en éliminant les gadoues d'une manière interdite.

§12.Nettoie un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire ou à moins de 10 mètres de celle-ci alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler, sans disposer du permis d'environnement requis.

§13.Contrevient à certaines dispositions adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface, en ce compris le fait de ne pas respecter l'article 194 du règlement général de police relatif aux modalités de raccordement à l'égout.

§14.A titre professionnel, fabrique, offre en vente, vend ou utilise des produits qui, s'ils aboutissent après usage dans les eaux d'égouts ou dans les eaux de surface, sont susceptibles soit de polluer les eaux de surface, soit d'y entraver les phénomènes d'auto-épuration, soit de nuire au fonctionnement des installations d'épuration d'eaux usées et des fosses septiques .

§15. Tente :

a) D'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par le Gouvernement, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics, les collecteurs, les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement.

b) De jeter ou de déposer des objets, d'introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface.

Article 231 .

Le transporteur de matières et de matériaux qui, par perte de son chargement, a souillé la voie publique est tenu de procéder sans délai à son nettoyage.

Article 232 .

Toute personne qui a souillé la voie publique par son passage avec des véhicules ou des animaux dont il est gardien est tenue de procéder sans délai à son nettoyage.

Article 233 .

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter ou de laisser s'écouler, dans les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées, ce qui est de nature à les obstruer.

Article 234 .

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter ou de laisser s'écouler dans les fossés et aqueducs ce qui est de nature à les obstruer.

CHAPITRE IV. Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Article 235 .

Sera passible d'une amende administrative celui qui contrevient à l'article D.401 du Code de l'eau

Article 236 .

§1. Est interdit le fait, pour le propriétaire d'une installation privée de distribution de l'eau, de ne pas avoir reçu la certification exigée en vertu de la législation.

§2. Est interdit le fait, pour un abonné qui s'approvisionne par le biais d'une ressource alternative ou complémentaire, de ne pas assurer une séparation complète entre ce réseau d'approvisionnement et le réseau d'eau de distribution.

§3. Est interdit le fait, pour un particulier, de ne pas autoriser l'accès à son installation privée aux préposés du fournisseur dans la mesure où les conditions imposées par l'article D.189 du Code de l'eau ont été respectées.

§4. Est interdit le fait de prélever de l'eau sur le réseau public de distribution en dehors des cas prévus par le Code de l'eau ou sans l'accord du distributeur.

Article 237 .

Est interdit de ne pas se conformer aux décisions et instruction du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, incident techniques ou relatifs à la qualité de l'eau.

CHAPITRE V. Protection des eaux en matière de cours d'eau non navigables

Article 238 .

Est passible d'une amende administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 17 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ou à l'article D.408 du Code de l'eau lorsqu'il sera entré en vigueur, à savoir notamment:

Article 239 .

Il est interdit aux riverains, aux usagers et aux propriétaires d'ouvrage d'art sur les cours d'eau d'entraver le dépôt sur leurs terres ou leurs propriétés des matières enlevées du lit du cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et au passage des engins nécessaires pour l'exécution des travaux.

A défaut de remise en l'état, l'autorité compétente pourra faire procéder aux travaux utiles aux frais, risques et périls du contrevenant. L'obtention de tout dommage supplémentaire se fera par la voie d'une action civile introduite par l'autorité compétente.

Article 240 .

Commet une infraction de quatrième catégorie celui qui:

§1. Etant usager ou propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable, ne veille pas à ce que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au-dessus du niveau indiqué par le clou de jauge placé conformément aux instructions du gestionnaire et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau.

§2. Ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture, la partie de la clôture se situant en bordure du cours d'eau devant se trouver à une distance comprise entre 0,75 m et 1 mètre, mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau, sans créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation du cours d'eau, ceci sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure.

§3. Dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau, obstrue le cours d'eau ou y introduit un objet ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux, laboure, herse, bêche ou ameublit d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 mètre, mesurée à partir de la crête de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres, enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous de jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué du gestionnaire, laisse substituer les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus.

§4. Néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours d'eau:

a) en ne plaçant pas, à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous de jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants.

b) en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées.

c) en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables.

§5. Omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont il a la charge en ce qui concerne les ponts et ouvrages privés dont il est propriétaire.

CHAPITRE VI. De la conservation de la nature

Article 241 .

Sera passible d'une sanction administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 63 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Article 242

Sont constitutifs d'une infraction de troisième catégorie:

§1. Tout fait susceptible de perturber les oiseaux appartenant à une des espèces vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ainsi que leurs sous-espèces, races ou variétés, quelle que soit leur origine géographique, ainsi que les oiseaux hybridés avec un oiseau de ces espèces, ainsi que le commerce ou l'utilisation de ceux-ci.

§2. Tout fait susceptible de porter atteinte à certaines espèces de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés menacés et toute utilisation à but lucratif ou non de ces espèces.

§3. La détention, l'achat, l'échange, la vente ou la mise en vente de certaines espèces wallonnes de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés partiellement protégées, ainsi que la capture, la mise à mort et la perturbation intentionnelle de ces espèces et de leurs œufs, sauf la détention temporaire d'amphibiens ou de leur œufs à des fins pédagogiques ou scientifiques.

§4. L'utilisation de moyens de capture et de mise à mort interdits lorsque cette capture ou mise à mort est autorisée.

§5. L'introduction des souches ou des espèces animales non indigènes (sauf les espèces servant à l'agriculture ou à la sylviculture) dans la nature ou dans les parcs à gibier.

§6. Le fait de tuer, chasser, piéger ou déranger les espèces dans les réserves naturelles;

tout fait susceptible de porter intentionnellement atteinte à certaines espèces végétales ainsi qu'à leur habitat, ainsi que le commerce ou toute autre utilisation de ces espèces.

§7. Le fait de couper, déraciner, mutiler des arbres ou arbustes et d'endommager le tapis végétal dans les réserves naturelles, sauf dans le cas où c'est prévu par un plan de gestion.

§8.

1- Le « responsables » (propriétaire, locataire, occupant, personne de droit public ou de droit privé) d'un terrain où sont présentes la balsamine de l'Himalaya (*Impatiens glandulifera*) et la berce du Caucase (*Heracleum mantegazzianum*) ou toute autre plante exotique invasive faisant l'objet d'une campagne de gestion , est tenu de collaborer à toute campagne de lutte contre lesdites plantes invasives si une opération coordonnée est organisée sur le territoire de la Commune notamment :

- Informer les organisateurs de la campagne de lutte sur les populations de plantes susdites dans son terrain
- Gérer lesdites plantes invasives à la demande des organisateurs de la campagne de lutte selon les méthodes de gestion décrites en annexe au présent règlement ;
- Dans la mesure où le responsable ne peut agir lui-même, prendre contact avec les organisateurs de la campagne de lutte pour autoriser les équipes de gestion

coordonnée à agir sur lesdites plantes invasives dans le périmètre de son terrain ;

2 – Le responsable (propriétaire, locataire, occupant, personne de droit public ou de droit privé) d'un terrain où sont présentes des renouées asiatiques (Fallopa spp.) est tenu d'en limiter la dispersion en évitant des opérations inappropriées.

Article 243 .

Il est interdit de planter ou de replanter des résineux, de laisser se développer leur semis ou de les maintenir, et ce à moins de six mètres de tout cours d'eau.

Article 244 .

Dans les réserves naturelles, il est interdit:

§1. De tuer, de chasser ou de piéger de n'importe quelle manière les animaux, de déranger ou de détruire leurs jeunes, leurs oeufs, leurs nids ou leurs terriers.

§2. D'enlever, couper, déraciner ou mutiler des arbres et des arbustes, de détruire ou d'endommager le tapis végétal.

§3. De procéder à des fouilles, sondages, terrassements, exploitations de matériaux, d'effectuer tous travaux susceptibles de modifier le sol, l'aspect du terrain, les sources et le système hydrographique, d'établir des conduites aériennes ou souterraines, de construire des bâtiments ou des abris et de placer des panneaux et des affiches publicitaires.

§4. D'allumer des feux et de déposer des immondices.

CHAPITRE VII. De la lutte contre le bruit.

Article 245 .

Est passible d'une amende administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 11 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, à savoir, le fait de créer directement ou indirectement, ou de laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement.

Article 246 .

Les organisateurs de soirées en plein air, les propriétaires, directeurs, organisateurs ou gérants de salles de bals, divertissements et spectacles, de cabarets, de dancings, et plus généralement, de tous établissements publics, ont l'obligation de prendre des mesures requises pour éviter que la musique diffusée dans leur établissement ou tout genre de vacarme ne s'entende, de manière à ne pas importuner les voisins. Ils sont tenus de respecter la réglementation en vigueur fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés. Sauf dérogation préalable et expresse du Collège communal, la diffusion de musique cessera à 3 ~~(2)~~ heures.

Ces personnes sont tenues au respect de l'article 11 de la Loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit notamment par le fait de créer directement ou indirectement ou laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement. En cas d'infraction, les appareils pourront être saisis judiciairement pour les suites d'enquêtes par les OPJ dépêchés sur place.

CHAPITRE VIII. Des enquêtes publiques

Article 247 .

Est passible d'une sanction administrative celui qui commet une infraction visée à l'article D.29-28 du Code de l'environnement

Article 248 .

Commets une infraction celui qui fait entrave à l'exercice de l'enquête publique ou soustrait à l'examen du public des pièces du dossier soumis à l'enquête.

CHAPITRE IX. Des établissements classés

Article 249 .

Sera passible d'une sanction administrative celui qui commet une infraction visée à l'article 77 al2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à savoir notamment :

Article 250 .

Commets une infraction de troisième catégorie celui qui :

§1. Ne consigne pas dans un registre de toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou 2 lorsque celle-ci est requise.

§2. N'informe pas les autorités compétentes de la mise en œuvre du permis d'environnement ou du permis unique.

§3. Ne prend pas toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier; le fait de ne pas signaler immédiatement à l'autorité compétente, tout accident ou incident de nature à porter préjudice à l'homme ou à l'environnement; le fait de ne pas informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération, sauf cas de force majeure.

§4. Ne conserve pas l'ensemble des autorisations en vigueur pour l'établissement sur les lieux de ce dernier ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente.

CHAPITRE X. De la pollution atmosphérique

Article 251 .

Commets une infraction de troisième catégorie:

§1. Celui qui détient un bien qui est à l'origine d'une forme de pollution interdite par le Gouvernement;

§2. Celui qui ne respecte pas les mesures contenues dans le plan d'action arrêté pour la qualité de l'air ambiant;

§3. Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire structurellement la pollution atmosphérique, notamment les dispositions visant à restreindre et, dans certains cas, interdire certaines formes de **pollution, ou**

réglementant ou interdisant l'emploi d'appareils ou de dispositifs susceptibles de créer une pollution;

§4.Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire la pollution atmosphérique en cas de pic de pollution dû à un dépassement des normes relatives de qualité de l'air ambiant.

CHAPITRE XI. Des voies hydrauliques

Article 252.

Commet une infraction de troisième catégorie celui qui :

§1.Sans déclaration ou permis d'environnement ou sans autorisation écrite du gestionnaire, empiète sur le domaine public régional des voies hydrauliques ou accomplit un des actes visés à l'article D.51 du Code de l'Environnement ou tout autre acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine.

§2.Dérobe des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

§3.Sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public régional des voies hydrauliques, occupe tout ou partie du domaine public régional des voies hydrauliques.

§4.Sans autorisation écrite du gestionnaire, organise des manifestations récréatives, sportives ou touristiques sur le domaine public régional des voies hydrauliques; se livre à la pratique d'une activité récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional des voies hydrauliques sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement wallon.

§5.Sans autorisation écrite du gestionnaire, place des panneaux-réclames ou publicités quelconques sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

§6.Etant propriétaire, locataire ou usager de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire qui, en période de crues, omet d'enlever tout dépôt de produits agricoles ou de matériel susceptible d'être entraîné par les flots et de causer la destruction ou la dégradation des ouvrages d'art provisoires ou définitifs établis sur ces voies hydrauliques.

§7.Menace la viabilité du domaine public régional des voies hydrauliques ou celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine en pilotant un bâtiment flottant sans adapter sa conduite à la conformation dudit domaine ou aux instructions des fonctionnaires visés à l'article D.425, alinéa 1er. Du Code de l'Environnement.

CHAPITRE XII. Des sanctions

Article 253 .

Suite à l'entrée en vigueur du décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement, les infractions à la partie du règlement communal de police relative à la délinquance environnementale seront passibles d'une amende administrative conformément à la procédure prévue aux articles D.160 et suivants du Code de l'environnement.

Article 254 .

Selon ce décret, certaines infractions de 2ème, les infractions de 3ème et 4ème catégories sont transposables dans un règlement général de police administrative communal et sont passibles alternativement, soit de sanctions pénales, soit d'amendes administratives.

Article 255 .

Les infractions visées aux articles 214, 215, 220 à 229, 234 et 235 font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 2ème catégorie et sont passibles d'une amende de 50 à 100.000 €.

Article 256 .

Les infractions visées aux articles 216 à 218, 231 à, 233, 240, 241, 245, 247, 251 à 253 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 3ème catégorie et sont passibles d'une amende de 50 à 10.000€.

Article 257 .

Les infractions visées aux articles 237, 238, 241, 244, 249 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 4ème catégorie et sont passibles d'une amende de 1 à 1.000 €.

CHAPITRE XIII. Mesures d'office

Article 258 .

En cas d'infraction au présent règlement ou aux arrêtés pris en exécution de celui-ci, le bourgmestre peut procéder d'office, en cas de nécessité, aux frais du contrevenant, à l'exécution des mesures que celui-ci reste en défaut d'exécuter.

TITRE III

Dispositions abrogatoires et diverses communes aux deux titres

CHAPITRE I. Dispositions abrogatoires

Article 259.

A la date d'entrée en vigueur du présent règlement, tous les règlements et ordonnances de police antérieurs dont l'objet est réglé par les dispositions de la présente réglementation sont abrogés de plein droit.

CHAPITRE II. Autorisation

Article 260.

Tout bénéficiaire d'autorisation délivrée en vertu du présent règlement est tenu d'en observer les conditions.

En cas d'infraction à ces conditions, l'autorisation est retirée de plein droit et sans qu'il soit dû par la Commune une quelconque indemnité.

CHAPITRE III. Exécution

Article 261.

Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

La Secrétaire communale,

F. MANDERSCHIED.

Par le Conseil,

Le Bourgmestre,

M. COLLINGE.

TABLES DES MATIERES

REGLEMENT GENERAL DE POLICE HARMONISE, ADOPTE PAR LE CONSEIL COMMUNAL DE .HAVELANGE LE 12 MARS 2012

TITRE I -

<u>CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES</u>	1
<u>CHAPITRE II - DE LA PROPETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES</u>	4
Section 1. Propreté de l'espace public	4
Section 2. Entretien des trottoirs, accotements et des propriétés	6
Section 3. Evacuation de certains déchets	7
Section 4. De l'utilisation des bulles à verre et des parcs à conteneurs	9
Section 5. Entretien et nettoyage des véhicules- abandon de véhicules	9
Section 6. Feu et fumées	11
Section 7. Logement et campements	11
Section 8. Lutte contre les animaux nuisibles	12
Section 9. Affichages	12
<u>CHAPITRE III - DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA COMMODITE DU PASSAGE</u>	14
Section 1. Attroupements, manifestations, cortèges et bals	14
Section 2. Activités incommodes ou dangereuses sur l'espace public	16
Section 3. Occupation privative de l'espace public et aspects relatifs aux plantations privées et/mitoyennes	19
Sous-section 1. Occupation privative de l'espace public	19
Sous-section 2. Aspects relatifs aux plantations privées et/mitoyennes	23
Section 4. De l'utilisation des façades d'immeubles	23
Section 5. Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique	25
Section 6. De la prévention des incendies et calamités	25
Sous section 1 – Généralités	25
Sous section 2 – De la prévention du risque d'incendie, d'explosion et de panique dans les immeubles et locaux accessibles à 50 personnes ou plus	27
Sous section 3 – Réglementation de la protection contre l'incendie et la panique dans des immeubles comprenant des logements individuels ou collectifs loués, créés ou aménagés dans des locaux n'ayant pas été construits initialement à cet usage	35
1. champs d'application	35
2. dispositions applicables au permis de location	35
3. résistance au feu des éléments de construction/réaction au feu des matériaux de construction	36
4. évacuation et issues	38
5. chauffage et combustibles/eclairage/installations électriques	41
6. moyens de lutte contre l'incendie	44
7. prescriptions particulières	47
Section 7. Activités et aires de loisir	47
Section 8. Dispositions relatives aux cimetières	48
<u>CHAPITRE IV – DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE- LUTTE CONTRE LE BRUIT</u>	49
Section 1. Des dispositions générales	49
Section 2. Des dispositions particulières applicables aux établissements habituellement accessibles au public	51
Section 3. Des dispositions particulières applicables aux bals	53
<u>CHAPITRE V – DES ESPACES VERTS</u>	54

<u>CHAPITRE VI- DES ANIMAUX</u>	56
Section 1.Des dispositions générales	56
Section 2. Des dispositions particulières applicables aux chiens	57
<u>CHAPITRE VII- DU COMMERCE AMBULANT, DE L'ORGANISATION DE KERMESSES ET METIERS FORAINS</u>	59
<u>CHAPITRE VIII – DE L'EXECUTION DES TRAVAUX</u>	61
Section 1. De l'exécution des travaux en-dehors de la voie publique	61
Section 2. De l'exécution des travaux sur la voie publique	63
<u>CHAPITRE IX- DU RACCORDEMENT, DU DEBOUCHAGE, DU NETTOYAGE, DE LA REPARATION ET DE LA MODIFICATION DES EGOUTS</u>	65
<u>CHAPITRE X- DE LA SALUBRITE DES HABITATIONS ET DES CONSTRUCTIONS MENAÇANT RUINE</u>	65
<u>CHAPITRE XI : DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES</u>	67
Section 1. Les sanctions	67
Section 2 : De l' amende administrative	68
<u>CHAPITRE XII : PROCEDURE</u>	68
Section 1. Le Fonctionnaire Sanctionnateur	68
Section 2. Le contrevenant fait valoir ses moyens de défense	68
Section 3. La décision	68
Section 4. La notification	68
Section 5. L' exécution	69
Section 6. Le recours	69
Section 7. Prescription	69
Section 8. Les infractions mixtes	69
Section 9. Préjudice	70
<u>CHAPITRE XIV : DE LA MEDIATION</u>	71
<u>CHAPITRE XV : MESURES EXECUTOIRES DE POLICE ADMINISTRATIVE</u>	71
TITRE 2: DELINQUANCE ENVIRONNEMENTALE.	
<u>CHAPITRE I. DES OPERATIONS DE COMBUSTION</u>	73
<u>CHAPITRE II. ABANDON DE DECHETS</u>	73
Section 1. Jet sur la voie publique	75
Section 2. Des dépôts clandestins	75
Section 3. Des déchets de commerce	76
<u>CHAPITRE III. PROTECTION DES EAUX DE SURFACE</u>	77
<u>CHAPITRE IV. PROTECTION DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE</u>	79
<u>CHAPITRE V. PROTECTION DES EAUX EN MATIERE DE COURS D'EAU NON NAVIGABLES</u>	79
<u>CHAPITRE VI. DE LA CONSERVATION DE LA NATURE</u>	81
<u>CHAPITRE VII. DE LA LUTTE CONTRE LE BRUIT.</u>	83
<u>CHAPITRE VIII. DES ENQUETES PUBLIQUES</u>	83
<u>CHAPITRE IX. DES ETABLISSEMENTS CLASSES</u>	84
<u>CHAPITRE X. DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE</u>	84
<u>CHAPITRE XI. DES VOIES HYDRAULIQUES</u>	85
<u>CHAPITRE XII. DES SANCTIONS</u>	86
<u>CHAPITRE XIII. MESURES D'OFFICE</u>	86
TITRE 3: DISPOSITIONS ABROGATOIRES ET DIVERSES COMMUNES AUX DEUX TITRES .	
<u>CHAPITRE II. AUTORISATION</u>	87
<u>CHAPITRE III. EXECUTION</u>	87
TABLES DES MATIERES	88

N° 21 .- TAXES ET REDEVANCES COMMUNALES

- Approbations, approbations partielles, non-approbations, réformations
(Arrêtés du Collège provincial du 01.12.2011 au 29.03.2012)

Conseil communal de OHEY

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 09.11.2011 par laquelle le Conseil communal de OHEY établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour l'enlèvement des déchets organiques au moyen de conteneur.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de DINANT

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 14.11.2011 par laquelle le Conseil communal de OHEY établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de BIÈVRE

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 07.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de BIÈVRE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur les secondes résidences ;
- une taxe sur l'enlèvement des immondices et sur la collecte périodique des déchets ménagers au moyen d'un conteneur à puce ;
- une taxe sur les inhumations ;
- une taxe sur les immeubles bâtis inoccupés.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de VIROINVAL

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 07.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de VIROINVAL établit, pour l'exercice 2011 :

- une taxe sur les secondes résidences ;
- une taxe sur l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers ;
- une taxe sur les agences bancaires.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de HAVELANGE

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 03.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de HAVELANGE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur les pylônes GSM ;
- une taxe sur les établissements bancaires ;
- une taxe indirecte sur la distribution gratuite à domicile d'écrits publicitaires non adressés.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de VIROINVAL

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de VIROINVAL établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance sur l'enlèvement des déchets organiques provenant de producteurs de déchets assimilés au moyen de conteneurs.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de FERNELMONT

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 26.10.2011 par laquelle le Conseil communal de FERNELMONT établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur la collecte des déchets ménagers.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de WALCOURT

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de WALCOURT établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur les pylônes de diffusion pour GSM.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de FLORENNES

Par arrêté du 01.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 08.11.2011 par laquelle le Conseil communal de FLORENNES établit, pour l'année académique 2011-2012 :

- une redevance pour l'accueil extrascolaire.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de BIÈVRE

Par arrêté du 08.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 07.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de BIÈVRE établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance sur la délivrance de tous renseignements administratifs ;
- une redevance sur la distribution d'eau.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de WALCOURT

Par arrêté du 08.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de WALCOURT abroge la délibération du 06.11.2006 établissant pour les exercices 2007 à 2012 :

- une redevance pour l'occupation du domaine public par le placement de terrasses, tables et chaises.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de HOUYET

Par arrêté du 08.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 16.11.2011 par laquelle le Conseil communal de HOUYET établit, pour l'exercice 2012 :

- une modification de redevance sur la délivrance de sacs payants destinés à la collecte périodique des déchets ménagers et y assimilés et la collecte périodique des PMC.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de WALCOURT

Par arrêté du 08.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de WALCOURT établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour la délivrance de sacs destinés à la collecte des déchets ménagers et y assimilés.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de CINEY

Par arrêté du 08.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver partiellement la délibération en date du 24.10.2011 par laquelle le Conseil communal de CINEY établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour la mise à disposition d'un service de broyage de déchets verts à domicile.

Cette approbation partielle est motivée par le fait que l'article 4 non approuvé introduit une confusion quant au montant réclamé au titre de redevance pour les prestations effectuées. La non approbation de cet article rend la délibération conforme à l'intérêt général. Le reste de la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de YVOIR

Par arrêté du 08.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 21.11.2011 par laquelle le Conseil communal de YVOIR établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour l'utilisation de terminaux bancaires.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de YVOIR

Par arrêté du 08.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 21.11.2011 par laquelle le Conseil communal de YVOIR établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe de répartition sur l'exploitation de carrières.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de DINANT

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 14.11.2011 par laquelle le Conseil communal de DINANT établit, pour les exercices 2012 et 2013:

- une taxe sur les pylônes de diffusion GSM.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de HAVELANGE

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 28.11.2011 par laquelle le Conseil communal de HAVELANGE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur la collecte des déchets ménagers et y assimilés.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de ANDENNE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers et y assimilés au moyen de conteneurs.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 07.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de ANDENNE établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers et y assimilés (utilisation de sacs communaux) ;
- une redevance pour l'enlèvement et le traitement des déchets organiques (utilisation de sacs communaux) ;
- une redevance pour l'enlèvement et le traitement des déchets organiques (utilisation d'un conteneur) ;
- une redevance pour la vente et la mise à disposition de conteneurs pour déchets organiques et de conteneurs pour déchets ménagers et y assimilés.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de FOSSES-LA-VILLE

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 07.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de FOSSES-LA-VILLE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur l'exploitation des mines, minières et carrières ;
- une taxe sur les immeubles inoccupés ;
- une taxe sur la diffusion publicitaire sur la voie publique.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de NAMUR

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 21.11.2011 par laquelle le Conseil communal de NAMUR établit, pour les exercices 2012 et 2013 :

- une taxe sur la propreté publique et la gestion des déchets ;
- une taxe sur le raccordement aux égouts.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de COUVIN

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 29.10.2011 par lesquelles le Conseil communal de COUVON établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur la force motrice ;
- une taxe de répartition sur l'exploitation de carrières.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de ANHÉE

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 27.10.2011 par lesquelles le Conseil communal de ANHÉE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur la force motrice ;
- une taxe sur la délivrance de sacs PMC et de sacs destinés à la collecte des déchets organiques.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de BIÈVRE

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver partiellement la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de HOUYET établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour la collecte des papiers-cartons, encombrants et sacs PMC.

Cette approbation est motivée par le fait que la phrase « pour les sociétés ne disposant pas de conteneurs à puce » contenue dans l'article 1er introduit une confusion restrictive quant aux redevables auxquels s'adresse cette délibération. La non approbation de cette partie de phrase rend la délibération conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général. Le reste de la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de FOSSES-LA-VILLE

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide de non approuver la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de FOSSES-LA-VILLE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur l'inhumation, la dispersion des cendres, le placement en columbarium et la conservation des restes incinérés.

Cette non approbation est motivée par le fait que la délibération en cause viole le prescrit de l'article L1232-2§5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel prévoit que «Sauf octroi d'une concession, l'inhumation, la dispersion des cendres et la mise en columbarium est gratuite pour les indigents, les personnes inscrites dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente d'une commune ».

Conseil communal de OHEY

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération prise en date du 16.10.2010 modifiant pour les exercices 2011 et 2012 la délibération prise par le conseil communal de OHEY en date du 16.12.2009 laquelle établissait pour les exercices 2010 à 2012 :

- une taxe sur la collecte et le traitement des déchets ménagers.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de OHEY

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 16.12.2011 par laquelle le Conseil communal de OHEY établit, pour les exercices 2011 à 2013 :

- une taxe sur les pylônes et mâts affectés à un système global de communication mobile ou à tout autre système d'émission ou de réception de signaux de communication.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de COUVIN

Par arrêté du 15.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide de non approuver la délibération en date du 29.10.2011 par laquelle le Conseil communal de COUVIN établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur l'inhumation, la dispersion des cendres, le placement en columbarium.

Cette non approbation est motivée par le fait que la délibération en cause viole le prescrit de l'article L1232-2§5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel prévoit que «Sauf octroi d'une concession, l'inhumation, la dispersion des cendres et la mise en columbarium est gratuite pour les indigents, les personnes inscrites dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente d'une commune ».

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 25.11.2011 par laquelle le Conseil communal de ANDENNE établit, pour l'exercice 2012 :

- un tarif pour la location des complexes sportifs communaux et du stade Julien Pappa.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de COUVIN

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 29.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de COUVIN établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance sur l'enlèvement, le traitement des déchets ménagers et y assimilés au moyen de sacs communaux ;
- une redevance sur la vente et la mise à disposition de conteneurs pour déchets ménagers et y assimilés ;
- une redevance pour la location de la salle Champagnat.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de FLORENNES

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 30.11.2011 par laquelle le Conseil communal de FLORENNES établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour la consultation-utilisation d'Internet à la Bibliothèque communale.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de PHILIPPEVILLE

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 23.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de PHILIPPEVILLE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur la collecte des déchets ménagers par conteneurs standardisés munis d'une puce électronique ;
- une taxe sur les immeubles bâtis inoccupés.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de CINEY

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 28.11.2011 par laquelle le Conseil communal de CINEY établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour les sacs déchets ménagers, les conteneurs de déchets organiques et les sacs PMC pour écoles et collectivités.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de NAMUR

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 21.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de NAMUR établit, pour les exercices 2011 à 2013 :

- une redevance pour l'accès et la sortie d'un piétonnier contrôlé par des bornes ou potelets ;
- un tarif pour l'utilisation du parking de l'Hôtel de Ville ;
- un tarif pour l'utilisation du parking P+R Namur-Expo ;
- un tarif pour l'utilisation du parking P+R Saint-Nicolas ;
- un tarif pour l'utilisation des parkings des Casernes 1 et 2 ;
- un tarif pour l'utilisation du parking des Champs-Élysées.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de COUVIN

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 29.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de COUVIN établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur les pylônes ou mâts affectés à un système global de télécommunication ;
- une taxe sur l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de PHILIPPEVILLE

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 23.11.2011 par lesquelles le Conseil communal de PHILIPPEVILLE établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour la fourniture de conteneurs munis d'une puce électronique ;
- une redevance sur la collecte spécifique des déchets organiques pour les producteurs assimilés ;
- une redevance pour la délivrance des sacs bleus destinés aux PMC ;
- une redevance pour la mise à disposition de cellules en béton ;
- une redevance pour la mise à disposition de columbariums ;
- une redevance pour les travaux pour tiers dans les cimetières communaux ;
- une redevance pour la mise à disposition de cellules en béton pour inhumation d'urnes dans les cimetières ;

- une redevance pour l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de VIROINVAL

Par arrêté du 22.12.2011 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 30.11.2011 par laquelle le Conseil communal de VIROINVAL abroge la délibération prise en date du 30.11.2010, laquelle établissait pour les exercices 2011 et 2012 :

- une taxe sur les secondes résidences.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 05.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 07.11.2011 par laquelle le Conseil communal de ANDENNE établit, pour les exercices 2012 à 2015 (jusqu'au 30.04.2015) :

- une redevance pour l'entreposage de véhicules abandonnés sur la voie publique.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de HASTIÈRE

Par arrêté du 12.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 21.12.2011 par laquelle le Conseil communal de HASTIÈRE établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour les concessions de sépulture.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 12.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 09.12.2011 par laquelle le Conseil communal de ANDENNE établit, pour l'exercice 2012 :

- un tarif pour les garderies extrascolaires durant les vacances de Pâques et d'été 2012.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 12.01.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 09.12.2011 par laquelle le Conseil communal de ANDENNE établit, pour les exercices 2012 à 2015 :

- une taxe sur le stationnement sur la voie publique.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de HAMOIS

Par arrêté du 02.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération par laquelle le Conseil communal de HAMOIS établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur les mâts et pylônes GSM

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de WALCOURT

Par arrêté du 02.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 19.12.2011 par laquelle le Conseil communal de WALCOURT établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés ou brocantes.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de JEMEPPE-SUR-SAMBRE

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 27.12.2011 par lesquelles le Conseil communal de JEMEPPE-SUR-SAMBRE établit, pour l'exercice 2012 :

- un tarif pour les usagers et de la bibliothèque et de la ludothèque ;
- une redevance sur les exhumations ;
- une redevance pour l'utilisation du caveau d'attente et la translation ;
- une redevance sur les emplacements pour concessions ou caveaux et pour concessions de cellules de columbarium ;
- une redevance pour raccordement au réseau d'égouttage ;
- une redevance sur le déversement sauvage d'immondices ;
- un tarif pour les entrées à la piscine ;
- une redevance pour la recherche, la confection et la délivrance de renseignements urbanistiques.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de JEMEPPE-SUR-SAMBRE

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver partiellement la délibération en date du 27.12.2011 par laquelle le Conseil communal de JEMEPPE-SUR-SAMBRE établit, pour l'exercice 2012 :

- un tarif pour l'occupation des bâtiments communaux et le prêt de matériel.

Cette approbation partielle est motivée par le fait que seules les sections 1, 2 et 5 de la délibération en cause sont soumises à la tutelle spéciale d'approbation dévolue au Collège provincial en vertu de l'article L3131-1, §1, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les sections mentionnées ci-dessus sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de JEMEPPE-SUR-SAMBRE

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 27.12.2011 par lesquelles le Conseil communal de JEMEPPE-SUR-SAMBRE établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur la délivrance de documents administratifs ;
- une taxe sur la délivrance de sacs poubelles ;
- une taxe sur la force motrice ;

- une taxe sur les pylônes et mâts affectés en site propre à un système global de communication mobile (gsm) ou à tout autre système d'émission et/ou réception de signaux de communication ;
- une taxe sur les immeubles inoccupés ou inachevés ;
- une taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux ;
- une taxe sur les terrains de golf ;
- une taxe sur les secondes résidences ;
- une taxe sur les établissements bancaires et assimilés.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de COUVIN

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 25.01.2012 par laquelle le Conseil communal de COUVIN établit, pour l'exercice 2012 :

- un tarif pour les entrées aux Grottes de Neptune.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de COUVIN

Par arrêté du 16.02.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver les délibérations en date du 25.01.2012 par lesquelles le Conseil communal de COUVIN établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur les terrains de camping ;
- une taxe sur les agences bancaires.

Cette approbation est motivée par le fait que les délibérations en cause sont conformes à la loi et ne blessent pas l'intérêt général.

Conseil communal de GESVES

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide de non approuver la délibération en date du 01.02.2012 par laquelle le Conseil communal de GESVES établit, pour l'exercice 2013 :

- une taxe sur l'enlèvement des versages sauvages.

Cette non approbation est motivée par le fait que cette délibération enfreint la loi. car l'article 4 de la délibération en cause consiste en une redevance. Dès lors les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne peuvent s'appliquer à la situation prévue par ledit article.

Conseil communal de GESVES

Par arrêté du 15.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide de non approuver la délibération en date du 01.02.2012 par laquelle le Conseil communal de GESVES établit, pour l'exercice 2013 :

- une taxe sur la délivrance de documents et renseignements en matière d'urbanisme.

Cette non approbation est motivée par le fait que cette délibération enfreint la loi. En effet, dans l'article 3 de la délibération en cause sont contenus des éléments qui constituent nécessairement des redevances. Dès lors les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne peuvent s'appliquer à la situation prévue par ledit article.

Conseil communal de CINEY

Par arrêté du 22.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 27.02.2012 par laquelle le Conseil communal de CINEY établit, pour l'exercice 2012 :

- une redevance pour l'utilisation du service 100.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de ROCHEFORT

Par arrêté du 22.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 29.02.2012 par laquelle le Conseil communal de ROCHEFORT établit, pour l'exercice 2012 :

- une taxe sur le stationnement des véhicules à moteur.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de NAMUR

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 05.03.2012 par laquelle le Conseil communal de NAMUR établit, pour l'exercice 2012 :

- un tarif des consommations de la cafétéria et des distributeurs de boissons du Parc attractif Reine Fabiola.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de ANDENNE

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 27.02.2012 par laquelle le Conseil communal de ANDENNE établit, pour les exercices 2012 à 2015 :

- un tarif pour le transport d'urgence en ambulance.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

Conseil communal de NAMUR

Par arrêté du 29.03.2012 pris en vertu du livre premier de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège provincial décide d'approuver la délibération en date du 13.02.2012 par laquelle le Conseil communal de NAMUR établit, pour l'exercice 2012 :

- un tarif des entrées et attractions du Parc attractif Reine Fabiola.

Cette approbation est motivée par le fait que la délibération en cause est conforme à la loi et ne blesse pas l'intérêt général.

N° 22 .- TAXES PROVINCIALES :

- Taxe provinciale 2012 sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et ou incommodes continuant à être exploités sur base du RGPT, sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement - ERRATUM
(Résolution du Conseil provincial du 30.03.2012)

AU CONSEIL PROVINCIAL

AFFAIRE N° 23/12: Taxe provinciale 2012 sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et/ou incommodes continuant à être exploités sur base du RGPT, sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement - ERRATUM

Madame la Présidente,
Mesdames,
Messieurs,

Lors de la préparation du rôle primitif des taxes provinciales 2012 et notamment celle sur *les établissements classés comme dangereux, insalubres et/ou incommodes continuant à être exploités sur base du RGPT, sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement* qui a été adopté par votre assemblée le 22 novembre 2011 et approuvé par la tutelle le 5 janvier 2012, le Service opérant a constaté que le règlement qui doit accompagner chaque AER comporte une erreur de plume en son article 1er (exercice 2011 au lieu de 2012).

Cependant, l'ensemble du dossier administratif, tel qu'il a été approuvé par la tutelle, aussi bien dans ses intitulés que dans ses attendus et considérants ou encore dans le dispositif de la décision du Conseil porte bien la mention de l'exercice 2012, sans aucune équivoque.

Dès lors, afin de refléter correctement l'intention du législateur provincial, il conviendrait de publier un erratum dans le bulletin provincial ainsi que sur le site de la Province. Et parallèlement il y a lieu également de rectifier le règlement qui sera annexé aux Avertissements-Extraits de Rôle de cette taxe.

C'est l'autorité qui a en effet adopté le règlement qui doit également décider la publication d'un erratum.

Vous trouverez, ci-joint, un projet de résolution et un projet de règlement que votre Collège provincial vous propose d'adopter.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

POUR LE COLLÈGE PROVINCIAL

Le Greffier provincial,

Le Député-Président

(s) Valéry ZUINEN

(s) Dominique NOTTE

Taxes

AFFAIRE N° 23/12: Taxe provinciale 2012 sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et/ou incommodes continuant à être exploités sur base du RGPT, sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement - ERRATUM

LE CONSEIL PROVINCIAL,

VU le règlement des taxes provinciales 2012 sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et/ou incommodes continuant à être exploités sur base du RGPT, sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement adopté le 22 novembre 2011 et approuvé par la tutelle le 5 janvier 2012.

ATTENDU toutefois, que le Service opérant a constaté que le règlement qui doit accompagner chaque AER comporte une erreur de plume en son article 1er qui mentionne « l'exercice 2011 » au lieu de « l'exercice 2012 ».

CONSIDERANT cependant que l'ensemble du dossier administratif, tel qu'il a été approuvé par la tutelle, aussi bien dans ses intitulés que dans ses attendus et considérants ou encore que dans le dispositif de la décision du Conseil porte bien la mention de l'exercice 2012, sans aucune équivoque.

CONSIDERANT qu'afin de refléter correctement l'intention du législateur provincial, il convient de publier un erratum dans le bulletin provincial ainsi que sur le site de la Province et parallèlement de rectifier le règlement qui sera annexé aux Avertissements-Extraits de Rôle de cette taxe.

CONSIDERANT que c'est l'autorité qui a adopté le règlement qui doit également décider la publication d'un erratum.

VU le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

VU le Code de la démocratie locale et de la décentralisation annexé à l'arrêté du 22 avril 2004 susvisé, tel que modifié ;

VU la proposition du Collège provincial du 22 mars 2012 ;

VU le rapport de la 6^{ème} Commission ;

ARRÊTE :

Article 1er. Il est décidé d'adopter le correctif suivant :

« A l'article 1^{er} de l'annexe à la décision du Conseil provincial du 22 novembre 2011 adoptant *le règlement de la taxe provinciale 2012 sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et/ou incommodes continuant à être exploités sur base du RGPT, sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement*, portant le règlement en cause, il y a lieu de remplacer les termes « pour l'exercice 2011 » par les termes « pour l'exercice 2012 »

Article 2. La présente résolution sera envoyée à l'autorité de tutelle pour information et publiée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Namur, le 30 mars 2012

Le Greffier provincial,

La Présidente,

(s) Valéry ZUINEN

(s) Stéphanie THORON